

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

DE L'EMBAUCHAGE
ET DE
L'EXCITATION DES MINEURS
A LA DÉBAUCHE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

Roger PAUX

L'acte public sera soutenu le *Samedi 13 Juin 1925*

Président : M. A. HENRY, Professeur.
Suffragants : { MM. BROCARD, Professeur.
SIMONNET, Professeur.

IMPRIMERIE CAMILLE ANDRÉ
1, Boulevard Jean-Jaurès — Téléphone 2.56
NANCY

1925

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

DE L'EMBAUCHAGE
ET DE
L'EXCITATION DES MINEURS
A LA DÉBAUCHE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT



PRÉSENTÉE PAR

Roger PAUX

L'acte public sera soutenu le *Samedi 13 Juin 1925*

Président : M. A. HENRY, Professeur.

Suffragants : { MM. BROCARD, Professeur.
SIMONNET, Professeur.

IMPRIMERIE CAMILLE ANDRÉ
1, Boulevard Jean-Jaurès — Téléphone 2.56
NANCY

1925

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. MICHON (☞ I).

Doyen et professeur honoraire : M. BINET (✱, ☞ I).

Doyen honoraire : M. GÉNY (✱, ☞ I).

Professeurs honoraires : MM. MAY (✱, ☞ I), BOURCART (O ✱, ☞ I),
CARRÉ DE MALBERG (✱, ☞ I), ROLLAND (☞ I), MOREL (☞ I).

MM. GÉNY (✱, ☞ I), professeur de Droit civil.

MICHON (☞ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (☞ I), professeur d'économie politique.

SENN (☞, ☞ I), professeur de Droit romain à la Faculté de
Droit de Paris, chargé de cours de Droit romain à la
Faculté de Droit de Nancy.

RENARD (☞ I), professeur de Droit public.

HENRY (☞ A), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (☞ A), professeur d'économie politique et
d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours
à la Faculté de Droit de Lille.

KRCELL (☞ A), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL, professeur de Droit international public et
privé.

OUDINOT (✱, ☞, ☞, ☞ A), agrégé, détaché au Ministère
des Régions libérées.

LESCOT (☞), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☞ I), agrégé, chargé des cours de Droit civil
(2^e année) et de Droit civil (capacité).

VOIRIN (☞), docteur en Droit, chargé des cours de Droit
civil (1^{re} année) et de Droit civil (capacité).

Raoul DUVAL, docteur en Droit, chargé des cours d'éco-
nomie politique (1^{re} année) et doctorat.

TROTABAS (☞), docteur en Droit, chargé des cours de Droit
administratif (2^e année) et de législation financière.

MELIN (☞ I), docteur en Droit, chargé du cours de Science
sociale.

BERTRAND (☞ I), secrétaire.

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions
particulières des candidats.*

A LA CHÈRE MÉMOIRE
DE MON FRÈRE RENÉ

SERGENT AU 106^e BATAILLON DE CHASSEURS ALPINS

DÉCORÉ DE LA MÉDAILLE MILITAIRE

ET DE LA CROIX DE GUERRE (4 CITATIONS)

MORT POUR LA FRANCE

le 25 Août 1918



Digitized by the Internet Archive
in 2026

IDÉES GÉNÉRALES

L'ancien droit, imprégné des idées chrétiennes, punissait avec une sévérité exceptionnelle la luxure, c'est-à-dire toute relation sexuelle, toute habitude charnelle qu'il jugeait contraire à la morale. Considérant comme un délit ce qui ne devrait être qu'un péché ou un vice, il allait parfois jusqu'à frapper de la peine capitale l'œuvre de chair pratiquée en dehors du mariage.

Vers la fin du XVIII^e siècle, sous des influences qu'il serait superflu de rappeler ici, une réaction se produisit contre cette intrusion de la loi sociale dans le domaine de la morale individuelle. Cette idée prit corps au XIX^e siècle dans les Codes modernes. Aujourd'hui, le principe de la liberté sexuelle, c'est-à-dire la libre disposition de soi-même, quant à ses rapports sexuels, est, sinon dans le texte, du moins implicitement à la base des systèmes répressifs.

Mais, pour que cette liberté ne soit pas un vain mot, il importe de protéger l'individu contre les violences charnelles, les abus d'influence, les exhortations et excitations pressantes dont il peut être l'objet et auxquelles il pourrait céder soit par faiblesse physique, soit par inexpérience.

Le Code Pénal français a, dans ce but, édicté un certain nombre de dispositions réunies sous la rubrique d'attentat aux mœurs. Mais la protection doit être plus complète lorsqu'il s'agit de protéger l'enfant contre des sollicitations extérieures, et cela pour deux raisons.

D'une part, la société est directement intéressée à veiller sur la moralité de la jeunesse: la débauche conduit en effet presque fatalement ceux qui s'y adonnent à une stérilité volontaire ou forcée, une part énorme des forces jeunes des sociétés s'écoule et se perd inutilement dans ce gouffre; les statistiques révèlent qu'il y a un lien étroit entre la débauche et la criminalité.

D'autre part, la jeunesse a besoin d'une protection spéciale: l'ignorance de tout un côté de la vie dans laquelle on l'élève généralement fait d'elle une proie naïve. L'inexpérience, rançon habituelle du jeune âge, la laisse souvent désarmée en face des sollicitations et des tentations du monde extérieur; une désillusion, un caprice, une circonstance fortuite, à plus forte raison la gêne ou la misère suffisent pour la jeter dans les bras de la débauche dont l'aspect extérieur ne manque pas d'être attrayant.

Dans cette protection de la moralité de l'enfance, le Droit Pénal est secondé par la morale et les religions. La loi pénale est, en effet, souvent insuffisante pour lutter contre l'immoralité; il y a au fond du cœur de chaque individu un coin où il n'est ni utile ni désirable que le gendarme pénètre. Il faut laisser sous la seule sanction de la conscience individuelle ce sanctuaire de la vie intime. Laissons la morale et les religions purifier autant qu'il est possible ces régions intérieures, en agissant dès le jeune âge sur l'éducation morale de l'enfance, car elles seules peuvent prétendre en cette matière ne pas aller vers un échec certain. Ce n'est pas d'hier que date cette maxime: « *Quid leges sine moribus* ».

Le législateur ne doit pas empiéter sur la tâche incombant à ces deux facteurs de moralité; ce qu'il peut

et doit faire, et le législateur français de 1810 l'a compris, c'est protéger le principe de la liberté sexuelle. Il doit s'efforcer à éloigner de la jeunesse toute sollicitation, toute pression extérieures de nature à l'entraîner vers la débauche; il faut que tout acte charnel auquel se livre un mineur soit le résultat d'une volonté libre, consciente et mûre. Cette préoccupation inspire le législateur de 1810 dans les dispositions éparses au Code pénal et destinées à protéger les mineurs contre les débordements sexuels auxquels leur inexpérience pourrait les entraîner. Il n'a pas édicté un système de protection unique, mais l'a judicieusement dosé selon l'âge et, par conséquent, la compréhension plus ou moins développée que l'expérience donne des choses de la vie.

Tant que le *mineur n'a pas atteint treize ans*, tout rapprochement sexuel ébauché ou consommé avec lui est puni d'une peine criminelle. Il importerait peu que le mineur ait consenti ou, par une précocité rare en nos pays, s'y soit offert spontanément. Le législateur a estimé qu'à cet âge, n'ayant pas généralement atteint la puberté, l'enfant ne pouvait pas se rendre compte de la gravité de l'acte auquel il se soumettait ou se prêtait. Il lui a paru impossible de considérer, dans aucun cas, comme librement consentis, des actes de cette nature. Désireux de protéger contre les autres et contre eux-mêmes l'intégrité sexuelle des mineurs de cet âge, il a établi une présomption invincible de violences commises sur les enfants et puni sous l'incrimination d'attentat à la pudeur sans violences commis sur des mineurs de treize ans, quiconque aurait entretenu avec eux des commerces charnels.

Toutefois, lorsque l'auteur de l'acte coupable est un ascendant de la victime, l'âge de protection est reculé

jusqu'à la majorité civile. La Commission du Corps législatif a fait justement remarquer en 1863 que : « S'il est permis de supposer une volonté intelligente et libre chez un enfant de plus de treize ans, cette volonté libre n'est plus certaine si la sollicitation lui arrive d'un de ses ascendants, c'est-à-dire d'une personne qui exerce sur elle une autorité naturelle. » Il est indispensable de protéger jusqu'à un âge plus avancé les individus des deux sexes qu'une habituelle soumission aux volontés des ascendants, l'autorité des parents et l'état de dépendance dans lequel ils vivent souvent jusqu'au mariage, livrerait à de dégradantes incestes.

Abstraction faite de cette particularité tenant à la personnalité des auteurs et des victimes des rapports sexuels, le champ des actes contre lesquels le législateur a prémuni les *majeurs de treize ans* se rétrécit. Dès cet âge, l'enfant est présumé avoir une force de résistance et une maturité d'esprit suffisantes pour dispenser le législateur d'intervenir dans les relations intimes auxquelles il a, de bonne grâce, consenti. Cependant, le législateur a pensé que la jeunesse était encore insuffisamment armée d'expérience et de raison pour la laisser seule, dans tous les cas, en face de sollicitations extérieures répétées et pressantes, de spéculations dont elle serait l'objet. Le Code pénal, complété par des lois postérieures, a puni, sous la désignation générique d'excitation à la débauche, les individus qui, dans un but quelconque, profitant de l'inexpérience des mineurs de vingt et un ans, les pousseraient vers la débauche et la corruption ou leur en faciliteraient les voies. Ces dispositions répressives font l'objet de notre étude.

Enfin, à partir de vingt et un ans, l'individu est pré-

sumé avoir une pleine maturité d'esprit; il dispose de lui et de son corps comme il l'entend, sans que l'on puisse soupçonner sa volonté d'avoir été contournée par suite de son jeune âge et viciée. Le Code pénal ne punit que les actes sexuels commis sur lui contre sa volonté ou sans sa volonté, soit par des « violences morales » (abus d'autorité, manœuvres frauduleuses, etc.), soit par des violences physiques. Tous ces actes, où la liberté sexuelle est violée, constituent les crimes d'attentat à la pudeur, de viol, ou d'embauchage de majeurs en vue de la débauche, suivant leur nature et leur gravité.

*
* *

Les différents législateurs ont toujours puni avec sévérité les individus qui faisaient métier de livrer des mineurs à la débauche. Ils ont vu de tout temps un péril dans les manœuvres de ceux qui, spéculant sur l'innocence de la jeunesse, l'entraînaient vers la débauche où, bien souvent, elle ne serait pas allée échouer d'elle-même si elle avait été libre de toute pression extérieure. Dans une matière où les limites entre l'immoralité et le délit sont imprécises, le législateur ne peut prendre, au milieu de tant d'actions immorales, que les plus dangereuses et les plus graves pour les punir. C'est un devoir pour lui de définir avec netteté et précision les actes à réprimer, il doit se méfier des formules élastiques dont l'ampleur dépendrait du tempérament personnel de ses interprètes : il est à craindre que, mis en face de faits profondément immoraux, les magistrats « animés d'une vertueuse indignation » ne soient disposés à les englober dans les termes de la loi s'ils sont flexibles.

Le législateur de 1810 avait eu l'intention, claire-

ment manifestée lors des travaux préparatoires, de s'en tenir à la vieille formule du proxénétisme, englobant exclusivement ceux qui habituellement joueraient le rôle d'intermédiaires de débauche entre les mineurs et les tiers. Malheureusement, il employa, pour définir sa pensée, des expressions trop générales dont s'autorise aujourd'hui une jurisprudence unanime pour étendre l'incrimination d'excitation à la débauche à ceux qui font concourir des mineurs, comme acteurs ou comme spectateurs, à des scènes de débauche.

En 1903, pour enrayer une forme nouvelle et particulièrement grave du proxénétisme, une loi nouvelle fut votée; elle réprima le délit connu sous le nom de « Traite des Blanches » et consistant à embaucher des femmes ou filles en vue de les livrer à la prostitution. Ce délit, antérieurement, était puni dans les mêmes conditions que le proxénétisme simple. Dorénavant, l'habitude cesse d'être une condition de la répression, un seul fait est, dès lors, suffisant pour caractériser l'incrimination; d'autre part, lorsqu'il s'agit de mineurs, il importe peu que la victime ait ou non consenti. Des raisons que nous aurons à examiner justifient cette répression aggravée s'appliquant à une des formes du délit dont nous allons aborder l'étude.

Dans l'ensemble, le système actuel du droit français présente, en dépit de certaines imperfections, une grande valeur morale. Mais il ne faut pas se dissimuler que ces mesures répressives s'attachent moins à la cause qu'à l'effet. En pareille matière, une répression, même sévère, est le plus souvent insuffisante. Une solution plus haute et qui dépasse la sphère d'activité du législateur domine le problème de la débauche du mineur et s'impose impé-

rieusement à l'attention des sociétés modernes. Il y a en cette matière, suivant l'expression d'un auteur, « des substituts pénaux » dont il faut s'inspirer. Avant tout, c'est un devoir de charité sociale qui s'impose, c'est la misère qu'il faut soulager, misère physique ou misère morale. C'est là qu'est la source du mal et c'est là qu'il faut l'atteindre.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

L'excitation des mineurs à la débauche au sens général du mot n'est pas un des traits caractéristiques de nos sociétés modernes. Si elle a pris de nos jours une extension peu commune, si elle se réalise aujourd'hui sous des formes inconnues autrefois et dont nous aurons à parler plus loin, si elle fait aujourd'hui, pour des gens sans scrupule qui l'ont « commercialisée », l'objet d'un ignoble trafic, avec tout un cortège de rabatteurs, d'intermédiaires, de placeurs, d'embaucheurs, réunis en syndicats, il s'est trouvé de tout temps des débaucheurs assez vils pour livrer moyennant argent aux passions humaines des femmes et des enfants.

CHAPITRE I

Droit Romain

La loi romaine notait d'infamie ceux qui faisaient profession de débauche « *Infamia notatur qui lenocinium fecerit* ». Mais cette disposition n'atteignait que ceux qui faisaient de cette débauche un trafic, l'intermédiaire de débauche n'était punissable que s'il avait reçu un prix ou une récompense et si ses excitations avaient été suivies d'effet.

Les *Proxénètes* donc et eux seuls tombaient sous l'application de la loi. Les actes de séduction personnelle, c'est-à-dire ceux visant à la satisfaction des passions personnelles de l'agent, n'étaient punissables que lorsqu'ils étaient compliqués d'éléments et de circonstances particulièrement odieuses, soit lorsqu'il y avait eu corruption d'enfants impubères, soit lorsqu'il y avait eu séduction d'une jeune fille honnête par dons, promesses fallacieuses ou fraude; dans ce dernier cas, plus que la séduction, c'étaient les promesses fallacieuses et la fraude que la loi punissait.

Le délit est donc bien défini: c'est le fait de livrer à des tiers à prix d'argent des esclaves ou des femmes libres sans distinction d'âge ⁽¹⁾.

Ce trafic fut puni d'une peine arbitraire; les empereurs Théodore et Valentinien prononcèrent les travaux des mines et la confiscation des biens. Justinien ordonna la peine de mort lorsque le proxénète avait prostitué de jeunes personnes en tendant des embûches à leur innocence.

(1) Voir Nov. 14, la définition de Farinacius: quaest. 144, n° 17, et celle de Damhouderius, cap. 81, p. 288.

CHAPITRE II

Ancien Droit ⁽¹⁾

L'ancienne législation française recueillit sans la modifier l'incrimination qui lui venait du droit romain, les auteurs lui donnèrent le nom très expressif de « maquerellage » et Jousse nous en donne la claire définition suivante: « Le maquerellage est le crime de ceux qui favorisent la débauche en procurant des femmes ou filles prostituées soit pour argent ou autrement, ou qui attirent la jeunesse dans les lieux de débauche et de prostitution, à la sollicitation des femmes et des filles qui exercent cet infâme métier ».

Une ordonnance d'Henri III, de 1586, « défendait à tout propriétaire de louer maison à autres qu'à gens bien famés et nommés et de souffrir en icelles aucun mauvais train et bordeau secret ou public ».

Les peines moins rigoureuses qu'en droit romain variaient suivant les régions: c'était le fouet, la marque, le bannissement, l'ablation du nez. Les préférences du Parlement de Paris allaient à celle-ci d'ordre purement spectaculaire: le coupable portait sur ses épaules jusqu'à la place de la ville la femme qu'il avait livrée à la débauche, ou encore, monté sur un âne, la tête tournée vers la queue de l'animal, il se promenait par les carrefours de la ville.

Toutefois, notre ancienne législation, s'inspirant d'ailleurs des précédents romains, porta des pénalités

(1) Voir en cette matière: Muyart de Vouglans: *Les lois criminelles de France*, p. 216; Ferrière, dictionnaire de Droit et de pratique, *verbo maquerellage*; Jousse, tome 3, p. 810.

contre ceux qui, dans certains cas, exerçaient des actes de corruption pour satisfaire leurs passions personnelles.

Lisons ce qu'écrit à ce sujet avec une clarté parfaite Fournel, avocat au Parlement, dans son *Traité de la séduction* :

« Lorsque le stupre est l'effet de la seule sympathie, des inclinations et qu'il n'est intervenu dans la séduction exercée envers la femme d'autre agent que cette impulsion naturelle qui rapproche sans cesse un sexe vers l'autre, c'est ce qui s'appelle *commerce illicite, liaison criminelle, concubinage, habitudes charnelles*, etc., délit sans doute fort grave aux yeux de la religion, puisqu'il offre l'infraction de l'un de ses préceptes les plus rigoureux, mais toléré par notre constitution civile qui ne s'en occupe qu'autant qu'il serait accompagné de scandale.

« Si le triomphe remporté sur la sagesse d'une femme n'est dû qu'à des manœuvres criminelles et à des moyens odieux, le commerce illicite prend le caractère de vraie *séduction*.

« Enfin, si la séduction ne s'est pas bornée à la seule infraction des lois de la pudeur, si elle s'est étendue jusqu'à blesser la puissance des parents sur leurs enfants, alors paraît le *rapt de séduction*. »

Ce n'est donc point l'acte sexuel exercé au profit de la passion personnelle et la corruption qui a pu en résulter que le législateur a voulu punir; ce sont deux faits distincts de la corruption, deux faits particulièrement contraires aux préjugés de la société aristocratique et conservatrice de l'ancienne France : c'est au cas de

séduction, l'utilisation des fausses promesses, la fraude pratiquée pour corrompre, au cas de rapt de séduction, l'inégalité des naissances risquant de compromettre l'honneur sacré des familles et la déconsidération qui ne manquerait pas de rejaillir sur elles par l'intrusion du jeune homme de modeste extraction séduisant la jeune fille noble.

Et nous pouvons ainsi conclure avec MM. Chauveau et Hélie (*op. cit* IV, n° 1529) « qu'aucune assimilation n'existait soit dans la loi romaine, soit dans l'ancien droit entre le métier de proxénète et la séduction personnellle, qu'ainsi la séduction n'était point punie pour elle-même, mais seulement à raison des circonstances qui l'accompagnaient et qui constituaient elles-mêmes des délits, qu'ainsi ces délits étaient distincts du proxénétisme, punis de peines différentes, incriminés séparément ».

Nous insistons sur ces points qui nous seront utiles, lorsque nous examinerons la portée actuelle de l'article 334.

CHAPITRE III

Droit intermédiaire

Sous l'influence des philosophes du XVIII^e siècle, une réaction très vive se produisit contre les idées de l'ancien Droit; le législateur de 1791 se contenta de réprimer, parmi toutes les formes de la luxure que l'ancien droit punissait de peines sévères, celles qui portaient atteinte à la moralité publique, l'attentat public aux mœurs, la corruption de la jeunesse et le viol. Les autres ne relevant que de la conscience, considérées par la morale comme une faute ou par les religions comme un péché, restèrent à juste titre en dehors du système de répression du législateur.

La corruption de la jeunesse était prévue par les articles 8 et 9, paragraphe 2 du titre II de la loi des 19-22 juillet 1791.

ARTICLE 8: « ceux qui sont prévenus d'avoir favorisé ou corrompu des jeunes gens de l'un ou de l'autre sexe pourront être saisis sur le champ ».

ARTICLE 9, parragr. 2: « quant aux personnes qui auraient favorisé la débauche ou corrompu les jeunes gens de l'un ou de l'autre sexe, elles seront, outre l'amende, condamnées à un an de prison ».

Ce système répressif appelle quatre remarques:

1° Le proxénétisme était sans aucun doute prévu;

2° Le proxénétisme cesse d'être considéré comme un crime, et devient un délit puni par une amende à laquelle pouvait s'ajouter un emprisonnement d'un an;

3° Le proxénète n'était punissable que si ses victimes étaient des « *jeunes gens* » quel que soit d'ailleurs leur sexe;

4° Les dispositions législatives ne visaient pas celui qui agit en vue de satisfaire ses propres passions. Cela résulte, d'une façon irréfutable, du message adressé le 17 nivôse, an ix, par le Directoire au Conseil des Cinq Cents; ce message, entre autres choses, disait ceci :

« La loi de 1791 a classé au nombre des délits soumis à la police correctionnelle la corruption des jeunes gens de l'un ou l'autre sexe; elle en a déterminé la peine, mais cette disposition s'applique proprement au *métier infâme* de ces êtres affreux qui débauchent et prostituent la jeunesse. »

Quel que soit l'âge des victimes, la simple séduction était donc tolérée, elle ne devenait pénalement répréhensible que si les actes avaient eu lieu en public, auquel cas elle constituait l'attentat public à la pudeur ou contre le gré de la victime (viol) ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Layrac, *op. cit.*, p. 19; Chauveau, *op. cit.* n° 1531; Garraud, *op. cit.* v. n° 2114.

CHAPITRE IV

Code Pénal de 1810

Imbu des mêmes idées que le législateur de 1791, celui de 1810 transcrivit sans aucune atteinte dans son nouveau Code les dispositions antérieures qui deviennent l'article 334 ainsi conçu : « Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse au-dessous de l'âge de 21 ans, sera puni... »

Le rapport de Monseignat au Corps Législatif nous renseigne avec beaucoup de netteté sur le champ d'application qu'en l'esprit du législateur comportait le nouvel article :

« En nous occupant des attentats aux mœurs, comment ne pas signaler ces êtres qui ne vivent que pour et par la débauche, qui, rebut des deux sexes, se font un état de leur rapprochement mercenaire et *spéculent* sur l'âge, l'inexpérience et la misère pour colporter le vice et alimenter la corruption. Des législateurs ne les ont puni que du mépris public, mais que peut le mépris sur des âmes aussi avilies....? C'est par des châtimens, c'est par un emprisonnement et une amende que le projet de loi a cherché à atteindre ces partisans habituels de la prostitution ».

Plus loin, parlant des circonstances aggravantes du délit, Monseignat ajoutait :

« Si l'on pouvait calculer les degrés de bassesse dans un métier aussi bas, ceux-là sans doute seraient

les plus misérables qui..., etc., et notamment les pères et mères qui, abusant du dépôt précieux que la nature et la loi leur a confié, *spéculeraient* sur l'innocence qu'ils sont chargés de défendre, échangeraient contre l'or la vertu de leurs enfants. »

Et plus loin, l'orateur vilipendie ces « personnes éhontées dont l'infâme *trafic*... »

C'est net: Il est impossible d'indiquer plus clairement le sens de la loi et le but du législateur. Ce sont ces êtres qui vivent de la débauche, ces mercenaires qui colportent la corruption que le législateur a voulu atteindre, il ne parle que de ceux-là. Et remarquez que ce sens, expliqué avec tant de netteté, est précisément celui de l'ancienne législation, celui de la loi romaine » (loc. cit, Chauveau).

CHAPITRE V

Droit Moderne Lois postérieures au Code Congrès internationaux

LOI DE 1832, 1863, 1885

La simple séduction, quel que soit l'âge de la victime, restait en dehors du système de répression du Code pénal; le législateur de 1832 s'émute de cette lacune, et, dans le désir de protéger les impubères contre tout acte charnel, vota la loi de 1832 qui, modifiée par une autre du 13 mai 1863, créa le délit nouveau d'attentat à la pudeur sans violence; toute relation sexuelle, n'eut-elle été que tentée, avec un mineur de 13 ans, exposait son auteur à une peine criminelle (331, C. Pénal). C'est là un délit différent de l'excitation à la débauche, inspiré par d'autres préoccupations, qu'il nous paraissait utile malgré tout de rappeler.

Plus tard, la loi du 25 mai 1885 a ajouté à la peine de l'emprisonnement la peine accessoire de la relégation, pour tout acte d'excitation à la débauche qui entraîne une condamnation à plus de trois mois de prison, sous la seule condition que le délinquant ait déjà subi, pour le même délit ou pour des infractions similaires et dans un intervalle de dix ans, trois condamnations à plus de trois mois de prison (art. 4, 4° *in fine*).

DÉVELOPPEMENT DE LA TRAITE DES BLANCHES

Insuffisance des dispositions en vigueur

L'embauchage de filles ou de femmes en vue de la débauche a existé de tous temps, mais à aucune époque il n'avait atteint le développement auquel il est parvenu aujourd'hui. Comme l'a constaté M. Béranger au Sénat ⁽¹⁾, cette variété de proxénétisme, qui jusqu'alors était *individuel et local*, ayant pour but de livrer aux passions de quelques libertins, moyennant argent, et aux lieux mêmes où elle se trouvait la victime, est devenu aujourd'hui *général et international*. C'est par milliers que le proxénète recrute ses victimes pour les envoyer, dès qu'il a réuni un « *convoi* », aux quatre coins du monde. Il fait partie de véritables bandes ayant leurs voyageurs, leurs banquiers, leurs centres d'importation et d'exportation, leurs syndicats, leur langage spécial; les affaires sont traitées télégraphiquement dans des termes comme ceux-ci, qui n'éveillent pas l'attention de la police : « J'ai besoin de belles pièces de soie, ne regardez pas au prix », « Je vous envoie trois sacs de pommes de terre, vous serez content de la marchandise. » Réunis à Paris où ils forment une sorte de syndicat de la prostitution, les placeurs se tiennent en relation avec les tenanciers de maisons de tolérance de France et de l'étranger; ils reçoivent les commandes, les exécutent et touchent des commissions pour le placement de cette chair humaine variant (prix d'avant guerre) entre 50 et 200 francs. Leurs procédés sont toujours les mêmes: ils guettent aux abords des bureaux

(1) *Journal Officiel*, 21 février 1903, p. 263, col. 2.

de placement les filles sans travail, à l'entrée des garnis misérables, aux sorties des usines, épiant sur les visages un signe de lassitude ou de découragement. Beaux parleurs, élégants, ils s'apitoyent sur les tristes situations de leurs futures victimes, promettent des places de gouvernantes, actrices, figurantes, lectrices, très rémunérées à l'étranger. La pauvre fille est dans le ravissement, elle part avec un convoi d'autres femmes que bercent les mêmes espérances, et quelque temps après, elles sont conduites dans quelque maison close de l'Amérique du Sud ou de l'Australie, ignorant la langue du pays où elles sont, perdues, désespérées.

Quelles sont les victimes de ces pourvoyeurs de maisons closes que l'on appelle avec une cruelle vérité « les écumeurs de mères » ? Monsieur le Procureur Général Lesgouvé, requérant dans la triste et fameuse affaire de la traite des Blanches, les évoquait magistralement en ces termes : « Femmes vieillies, usées et avariées avant l'âge, chair à plaisir et chair à travail, vouées à tous les mépris et à toutes les infirmités, avec le même destin et le même horizon. Si toutes ne sont plus intéressantes, toutes l'ont été, à un moment de leur vie, filles sans travail, sans aide, sans appui, sans retraite, sans secours. Les traitants vont les chercher devant les affiches de mairie, bureaux de placement, sur les lits des hôpitaux, partout où l'on peine, partout où l'on souffre, partout où l'on pleure, partout où l'on manque de pain... La fin est toujours la même, c'est l'hôpital et l'amphithéâtre qui les attend. »

Tel est l'ignoble trafic auquel on a donné, au début, le nom de traite des Blanches, nom expressif, certes, mais impropre, car les femmes de couleur en sont aussi

victimes. Les congrès récents lui ont substitué le vocable plus exact de traite des femmes et des enfants.

Trafic qui intéresse tout particulièrement notre sujet, car les mineures surtout y sont exposées: après la vie de débauche qu'elles mènent souvent depuis de longues années, les filles arrivent à 21 ans ayant déjà perdu toute jeunesse et toute fraîcheur, marchandise usée, flétrie et souvent avariée, les commissions qu'elles rapportent sont insuffisantes à satisfaire les besoins des plaçeurs; ces derniers doivent alors rechercher des mineures auxquelles ils donneront de faux états civils pour tromper la police sur leur âge. Parmi les procédés d'exportation des mineures, en usage à Paris, il en est un qui vaut d'être connu: Des fillès soumises se présentent au 2^e bureau de la Préfecture de Police et déclarent qu'elles désirent se rendre en Mandchourie, au Caire, au Transwaal, à la Havane, etc..., selon le lieu de destination choisi avant par le trafiquant pour le chargement qu'il désire exporter. Les employés, conformément aux instructions du Préfet, mettent en garde les voyageuses contre les risques d'un pareil déplacement, contre les déceptions qui peuvent les attendre à l'arrivée, mais elles insistent, déclarant qu'elles ont pesé toutes les circonstances de leur départ; elles sont majeures, libres de leurs actes, parfaitement en règle et affirment qu'elles partent de leur plein gré. Il ne reste plus qu'à leur délivrer leur passeport. Les passeports obtenus par elles sont immédiatement remis à des trafiquants qui les leur achètent au prix de 20 francs (prix fixe d'avant guerre). *Sous les noms empruntés des titulaires, les mineures sont alors emmenées à l'étranger.*

La matérialité des faits de traite ne peut être mise

en doute: des condamnations ont été prononcées par des tribunaux correctionnels de France et de l'étranger, les scandales de Londres ont été dévoilés par le *Pall Mall Gazette* (Paris Dentu 1885), le docteur Green nous rapporte qu'en Sicile, lors des tremblements de terre, les trafiquants « véritables vautours de chair humaine » recherchaient parmi les ruines les jeunes filles ayant survécu à la mort de leurs parents, les entraînaient sous prétexte de les conduire auprès de membres de leur famille, et les embarquaient pour les vendre à des maisons de prostitution de l'Amérique du Sud. Pendant la guerre du Transwaal, un convoi de filles embauchées *comme artistes de café concert* partait du Havre chaque semaine.

Contre ce honteux commerce, sur la gravité, l'étendue et les conséquences duquel il est inutile d'insister davantage, le législateur était, au début du xx^e siècle, assez pauvrement armé:

L'article 354 du Code pénal d'abord, qui punissait l'enlèvement ou le détournement de mineurs n'était pas applicable aux majeurs de 16 ans, lorsqu'à leur égard on n'avait utilisé ni fraude ni violence, d'autre part les termes du texte, trop restrictifs, ne visaient que le fait d'entraîner, de placer ou détourner... des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient confiés. Ce texte excluait donc les sans-parents, les isolés, les abandonnés, catégorie malheureuse parmi laquelle les pourvoyeurs recrutaient la grande partie de leurs victimes. L'article 334 ensuite, texte élastique dont le champ d'application était assez douteux et discuté, exigeait l'habitude, toujours difficile à prouver; peut-on dire, d'autre part, qu'il y a excitation à la débauche quand la personne entraînée n'a pas eu

connaissance du sort auquel elle était destinée et enfin, le caractère international de ce délit donnait lieu à des discussions insolubles et à de fréquentes impossibilités pour les magistrats de poursuivre.

Il en résultait que dans bien des cas, quoiqu'intimement convaincu de la flagrance des faits de traite, le ministère public devait renoncer à poursuivre avec les seuls textes mis à sa disposition par le Code pénal en cette matière. Souvent l'on en était réduit à condamner le trafiquant pour d'autres faits (falsification de passeport, escroquerie envers la tenancière, etc.). Une réforme s'imposait donc. Déjà de simples particuliers s'étaient occupés de la question, des associations étaient écloses, qui assuraient à la femme isolée des protecteurs zélés ⁽¹⁾, des campagnes de presse furent faites dans *Le Matin*, *La Fronde*, *Les Débats*. Les congrès seuls pouvaient coordonner ces énergies disséminées et consacrer par leur caractère semi-officiel les efforts de l'initiative privée.

PREMIERS CONGRÈS INTERNATIONAUX

Il nous suffira de les rappeler dans leur ordre chronologique. Les remarquables articles de M. Louis Renault, de M. Matter et la thèse de M. Appleton, cités dans la bibliographie, ont épuisé ce sujet.

(1) Union internationale des amis de la jeune fille, fondée à Neuchâtel en 1877. — The national vigilance association. — Œuvre catholique internationale pour la protection de la jeune fille, fondée à Fribourg en 1896. — Association pour la protection de la jeune fille et la répression de la traite des Blanches. — Œuvre des gares.

Dès 1895, le v^e congrès pénitentiaire réuni à Paris examina les moyens répressifs qu'il y aurait lieu d'adopter contre ceux qui incitent les jeunes filles à s'expatrier dans le but de se livrer à la prostitution. La même question fut reprise et examinée au congrès de Londres de juin 1899, à celui de Budapest de septembre 1899 et à la conférence d'Amsterdam d'octobre 1901; des rapports très documentés y furent lus, des vœux adoptés, aucune disposition particulière n'y fut prise.

CONFÉRENCE DE PARIS DE 1902 — LOI DE 1903 ⁽¹⁾

Les congrès précédents avaient constaté qu'une entente entre les gouvernements était nécessaire pour lutter victorieusement contre la traite des Blanches. Souvent, en effet, un seul fait intéressait plusieurs pays: le pays d'importation, le pays d'exportation et le pays de transit; il fallait un accord entre les différents états pour déterminer les règles de compétence, d'extradition, de répression que ce délit international soulevait; il fallait déterminer les mesures administratives et de police que les Etats devraient prendre pour surveiller les individus suspects de se livrer à ce trafic. Telle fut l'œuvre immense et humanitaire de la conférence de Paris, la première qui eut un caractère officiel.

En mars 1902, M. Delcassé, ministre des Affaires Étrangères, invita les puissances étrangères à une conférence qui devait se tenir à Paris en juillet de la même

(¹) Voir pour les détails, indépendamment du Livre Jaune de 1902 (conférence internationale pour la répression de la traite des blanches, l'article de M. Louis Renault (*Rev. Dr. intern. pub.* 1902); celui de M. Matter (*Lois nouvelles*, 1902); la thèse de M. Appleton,

année. M. le Sénateur Béranger avait élaboré un programme des questions à étudier qui fut joint aux lettres d'invitation.

Le 16 juillet 1902, seize Etats étaient représentés au quai d'Orsay; M. Béranger fut élu Président de la Conférence, M. Lardy, ministre de Suisse, vice-président.

Le travail fut réparti entre quatre commissions qui devaient s'occuper respectivement:

- a) Des mesures législatives;
- b) Des mesures administratives;
- c) Des questions de compétence et de procédure;
- d) De la rédaction des dispositions adoptées par les autres commissions.

Le 25 juillet 1902, après avoir tenu huit longues et difficile séances, le protocole final, rédigé par M. Louis Renault, délégué de la France, fut adopté à l'unanimité.

Les résolutions de la conférence prennent place dans deux actes diplomatiques distincts:

- a) Un projet de *convention internationale* avec un *projet de protocole de clôture* annexé;
- b) Un projet *d'arrangement*.

Pourquoi deux projets distincts?

Le projet de convention vise la répression même du délit, or les gouvernements sont impuissants à créer de nouveaux délits, à les sanctionner par de nouvelles pénalités; ce sont les Parlements qui, en général, ont seuls ce droit. Pour mettre ce projet en vigueur dans chaque état, il faudra souvent des lois et, en conséquence, l'approbation parlementaire.

Le projet d'arrangement, au contraire, ne prévoit que des mesures administratives destinées à entraver l'accomplissement du délit, il n'est pas besoin, pour les prendre, de recourir à la filière législative. En ce qui concerne ces dispositions, chaque gouvernement peut donc *s'engager à prendre* les mesures proposées et non plus seulement *s'engager à les proposer* à leurs législations respectives, comme pour les dispositions du premier arrangement. D'autre part, les dispositions de l'arrangement sont plus variables, plus souples, plus facilement modifiables que celles du projet de convention.

A. — PROJET DE CONVENTION

Les deux premiers articles définissent le nouveau délit et en déterminent aussi clairement que possible la portée. Ils établissent une distinction suivant que les faits de traite ont eu pour victimes des majeures ou des mineures.

S'il s'agit d'une mineure, le fait d'embauchage sera toujours puni, même si la victime a été embauchée, entraînée ou détournée de son propre gré. S'il s'agit d'une majeure, au contraire, le même fait ne devient punissable que si le consentement de cette dernière a été vicié par un des moyens limitativement énumérés dans la loi. L'âge de la majorité n'a pu être uniformément établi pour chaque pays, cette question est particulière, en effet, au statut personnel de chaque Etat. Les délégués se sont, sur ce point, bornés à émettre un vœu tendant à prolonger « la période de minorité le plus qu'il sera possible pour rendre la répression plus énergique » (*Libre Jaune*, p. 124).

L'article premier visant les mineurs a été incorporé par la loi de 1902 dans l'article 334. Nous l'examinerons en son temps. Bornons-nous pour l'instant à le transcrire :

ARTICLE PREMIER. — « Doit être puni, quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents. »

L'article 3 contient l'engagement des Hautes Parties Contractantes à proposer à leurs législatures respectives la répression des délits prévus par la convention au cas où ils ne seraient pas encore réprimés.

Parmi d'autres articles d'importance secondaire, notons l'article 5 qui crée une innovation heureuse en décidant que ces délits seront de plein droit et sans nouvelles additions placés au nombre de ceux pour lesquels l'extradition est possible, les articles 6 et 7 qui s'occupent respectivement des modes de transmission des commissions rogatoires et de l'échange des bulletins de condamnation.

ANNEXE — PROJET DE PROTOCOLE DE CLOTURE

Les plénipotentiaires y indiquent l'esprit avec lequel ils ont examiné les questions : ce sont des sortes de vœux où le législateur a mis ce qui présente un caractère strictement national ; à ce titre, il n'aurait pu l'insérer dans les projets sans empiéter sur la législation interne de chaque pays.

B. — PROJET D'ARRANGEMENT

Cet acte diplomatique s'occupe uniquement des mesures administratives destinées à enrayer le fléau et faciliter la découverte des trafiquants.

Il vise la création dans chaque Etat d'une autorité pour centraliser les renseignements recueillis sur ce trafic, la surveillance des ports, gares, bureaux de placement, la communication des signalements des individus suspects, le rapatriement des prostituées indigentes, etc...

Telles ont été les décisions intéressantes prises par la Conférence de Paris.

Au cours de la même année, le congrès de l'Union Internationale de Droit pénal, réuni à Saint-Petersbourg en 1902 et celui de Francfort sur le Mein d'octobre 1902, étudièrent à nouveau la question, leur date était trop rapprochée de la conférence de Paris pour qu'il ait pu en jaillir d'intéressantes idées.

Sans tarder, le Gouvernement français déposait « un projet de loi tendant à modifier les articles 334 et 335 du Code pénal et 5 et 7 du Code d'instruction criminelle, afin d'adapter notre législation pénale aux décisions de la conférence de Paris et de lutter avec de nouveaux textes, soutenu par les autres Etats, contre le terrible fléau qui, jusqu'alors, ne tombait qu'exceptionnellement sous les coups de la loi française. Le 4 avril 1903, la loi nouvelle était publiée au journal officiel; les deux paragraphes ainsi modifiés sont relatifs aux mineurs.

Le premier paragraphe n'est que la reproduction de l'ancien article visant l'excitation habituelle des mineurs à la débauche.

Le deuxième paragraphe introduit la disposition de l'art. 1^{er} de la conférence de Paris (projet de convention) punissant quiconque aura embauché, entraîné ou détourné en vue de la débauche, même avec son consentement, une femme ou fille mineure.

L'article 335 établit des déchéances applicables aux nouveaux délits.

Nous reviendrons en détail sur ces textes dans notre II^e partie.

CONFÉRENCE DE ZURICH (1904)

Deux cents délégués de différents Etats se réunirent à Zurich, les 15 et 16 septembre 1904. La France était représentée par M^{me} Vincent, MM. Ferdinand Dreyfus et Honnorat. Cette conférence fut consacrée à la lecture de nombreux rapports de police sur la question de la Traite des Blanches. Le major Wagener (Allemagne) fit un exposé très complet sur le sujet suivant: « La Traite des Blanches et les impresarii ». Aucune conclusion ne fut prise. La liste des questions qui devront être examinées lors du congrès de Paris de 1906 fut arrêtée et renvoyée pour étude aux différents comités nationaux (*Revue Pénitentiaire*, 1904, p. 1091).

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE PARIS (1905)

Elle dura deux jours, les 14 et 15 novembre. On y arrêta le programme des questions à discuter lors du Congrès de Paris de 1906.

CONGRÈS DE PARIS (Octobre 1906)

Il se réunit sous la présidence du sénateur Béranger. Dans son discours d'ouverture, le président constata les heureux effets de la conférence de 1903: le projet d'arrangement était en vigueur depuis plus d'un an dans beaucoup de pays, dix états avaient créé des Bureaux officiels; des lois nouvelles avaient été votées dans les pays dont les législations étaient insuffisantes. Des statistiques furent lues: en France, du 30 avril 1903 au mois d'août 1906, cent quarante-quatre poursuites avaient été intentées pour embauchages de mineurs; il y avait eu dix-sept acquittements, six condamnations à de l'amende, cent vingt et une à une peine de prison.

M. Dreyfus lut un rapport documenté sur l'asile de Clamart « maisonnette aux volets verts, entourée de grands arbres et d'un beau potager », institution destinée à recueillir les mineures victimes de faits de traite et les mineures en danger moral, arrêtées sur la voie publique, et guettées par la prostitution.

Les vœux suivants furent adoptés, que nous reproduisons sans les apprécier, quoique les derniers nous paraissent quelque peu enfantins:

« Nécessité d'établir des relations fréquentes entre les comités nationaux;

« Création de comités locaux dans les villes frontières et les ports de mer;

« Surveillance plus active des gares, des douanes et des ports;

« Rédaction d'un Code télégraphique pour faciliter les relations entre les comités locaux;

« Interdiction de délivrer aux mineurs des correspondances adressées poste restante;

« Suppression de toute communication entre les spectateurs et les acteurs pendant les spectacles. »

CONFÉRENCE DE PARIS (1910) ⁽¹⁾

Le 2 décembre 1909, le Gouvernement français envoya aux différents Etats une invitation à un congrès destiné à examiner les moyens de combattre la pornographie et en particulier les publications et écrits obscènes. L'Allemagne proposa de reprendre en même temps la question annexe de la Traite des Blanches en reportant au 18 avril l'ouverture de la conférence. La France accepta. Le 18 avril 1910, la conférence s'ouvrit, sous la présidence de M. Stephen Pichon, ministre des Affaires Etrangères. Quatorze Etats étaient représentés qui sont: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède, la Suisse, les Etats-Unis et le Brésil.

Les projets de 1902 n'avaient pu se transformer en convention par suite de l'opposition de certains Etats; la tâche de cette conférence n'était pas de remanier de fond en comble le projet de convention de 1902, comme le portait l'invitation du Gouvernement français, elle devait se borner, d'une part, à l'examen des réserves faites par plusieurs pays au projet de 1902, lesquelles avaient

(¹) *Revue de Dr. intern. privé*, 1910, p. 590. *Revue de Droit pénal*, 1910, p. 720. *Revue de Droit intern.*, 1910, p. 320.

empêché l'échange des ratifications et l'entrée en vigueur de l'accord et, d'autre part, des modifications qui, du fait de ces réserves, pouvaient être apportées au projet.

Les réserves faites par quelques puissances visaient :

a) L'article 6 (commissions rogatoires et leur exécution ;

b) L'article 7 (mode de transmission des bulletins de condamnation) ;

c) Le paragraphe B du protocole de clôture (détermination de la majorité de la victime).

a) COMMISSIONS ROGATOIRES

La délégation allemande proposait une motion modifiant l'article 6 en ce sens :

« La transmission des commissions rogatoires se fera par voie diplomatique. Il y sera donné suite d'après les lois des pays requis. »

Cette motion fut combattue par la délégation française, cette dernière proposait une motion à laquelle se rallia finalement la délégation allemande et qui recueillit l'unanimité des suffrages. Elle était ainsi conçue :

ARTICLE 6. — « La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions prévues par la présente convention s'opérera :

« Soit par la communication directe entre les autorités judiciaires ;

« Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis (dans

ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'état requis);

« Soit par la voie diplomatique; chaque partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres parties contractantes, celui ou ceux des modes sus-visés qu'elle préfère pour les commissions rogatoires venant de cet Etat. »

Sur la proposition de l'Allemagne, les derniers aliéas de l'article 6 ont été ainsi conçus :

« Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur juré de l'Etat requis.

« L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement des taxes ou frais de quelque nature que ce soit. »

b) ECHANGE DES BULLETINS DE CONDAMNATIONS

La conférence est tombée unanimement d'accord sur le principe de la proposition allemande et sur la rédaction de la commission française, ainsi conçue:

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à communiquer les bulletins de condamnation lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

« Ces documents seront transmis directement par les autorités désignées, conformément à l'article 1^{er} de l'arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, aux autorités similaires des autres Etats contractants. »

Toutes ces dispositions sont suffisamment claires pour se passer de commentaires.

c) QUID DE LA MINORITÉ DANS LE SENS
DE LA CONVENTION DE 1902?

La commission aborda l'examen du paragraphe B du protocole de clôture de la convention de 1902 et des propositions tendant à sa modification.

Le projet de 1902 parlait, dans ses articles 1 et 2, des femmes ou filles mineures, sans indiquer l'âge de la majorité, ni les lois compétentes pour les déterminer. Des rapports et discussions de 1902, il semblait résulter qu'on aurait songé à la possibilité ou de laisser la majorité à la loi nationale de chaque Etat, ou de la fixer d'après la loi du pays d'arrestation, ou même de s'arrêter à une majorité unique, sorte de moyenne entre les âges adoptée par les différentes législations, mais après huit ans, le congrès a été d'un avis différent.

Deux propositions se trouvaient en présence, que nous devons examiner :

1° PROPOSITION ALLEMANDE

Elle demandait de substituer au paragraphe B de la convention de 1902 le texte suivant : « Pour la répression des infractions prévues par les articles 1 et 2, l'âge de la majorité devrait être celui qu'établit la loi civile de l'Etat dont la loi pénale doit être appliquée. »

L'âge de la minorité était donc déterminé par la *lex fori*, et non plus par la loi nationale.

Arguments. — La délégation allemande appuyait sa proposition des justifications suivantes :

— d'une part, la détermination de la majorité par la loi nationale en matière pénale est contraire au principe de la territorialité du droit pénal;

— d'autre part, en laissant subsister la rédaction de 1902, il arrivera forcément qu'en raison des différences existant entre les lois civiles des différents Etats, les tribunaux de ces Etats seraient amenés à punir différemment, ou même à ne pas punir du tout, les trafiquants, selon qu'ils auraient embauché des filles ressortissant d'un pays où la majorité aurait été différente. La répression était par conséquent gravement compromise. Cette particularité constituait aussi un inconvénient pour les pays à majorité plus basse, car leurs ressortissantes étaient plus impunément embauchées.

Objections. — L'adoption de la motion allemande aurait eu pour effet de créer pour les trafiquants des zones de moindre risque et à les inciter à exercer de préférence leur honteux trafic dans les pays où la majorité aurait été fixée à l'âge le plus bas.

Bien plus, un trafiquant, poursuivi dans un pays A, où la majorité est fixée à 21 ans, pour avoir embauché une jeune fille de 20 ans et demi, a passé dans un pays B, où la majorité est de 20 ans. Avec le texte de la délégation allemande, le trafiquant ne peut être poursuivi dans le pays B.

2° PROPOSITION HONGROISE

Sa législation accorde protection à la femme ou la fille jusqu'à 20 ans révolus, quoique la majorité civile y soit de 24 ans. D'autre part, toute femme qui se marie devient majeure par le fait du mariage, même si elle n'a pas accompli sa vingt-quatrième année; or il paraîtrait peu justifié de refuser la protection de l'article 1^{er} du projet de convention de 1902 à une femme de 16 ans mariée, pour cette seule raison que, par son mariage, elle est devenue majeure; même remarque pour les législations qui assimilent l'émancipation à la majorité. Les délégués hongrois pensaient qu'il serait désirable d'établir une uniformité complète dans les lois pénales des Etats contractants et que, dans ce cas, la nécessité voulait que l'application des articles 1 et 2 ne fût pas basée sur l'âge de la majorité civile, qui change avec les législations, mais sur un âge limité invariable. La Hongrie proposait un âge minimum uniforme.

Le rapport dressé par M. Alphang expose très clairement les difficultés que soulevait cette proposition et l'ingénieuse explication qui a permis de l'accepter :

« Quels moyens la conférence avait-elle de tenir compte de la proposition hongroise? Il est évident qu'on ne devait pas modifier les articles 1 et 2 du projet de 1902, puisque la revision de ces articles n'avait pas été portée au programme. En plus, il fallait garder une harmonie entre le projet de convention et le projet d'arrangement déjà en vigueur. Or, dans cet arrangement, figurent les mots majeures et mineures; il semblerait dès lors impossible d'établir aujourd'hui, dans la convention, un autre critérium. Mais il est apparu à la sous-commission (pré-

idée par L. Renault et chargée de trouver un texte pouvant rallier toutes les opinions) que les mots majeures et mineures n'avaient pas une signification absolue et que différentes interprétations pouvaient leur être données; ces termes n'ont, en effet, qu'un sens relatif et, en s'attachant à leur étymologie, ils veulent dire simplement « plus âgés que », « moins âgés que ». Cela est si vrai que plusieurs législations distinguent au point de vue pénal plusieurs majorités suivant les infractions qu'il s'agit de réprimer. La conférence a pensé qu'au point de vue international, il pouvait être convenu que le délit de traite devait être puni lorsque la victime est *au minimum* mineure d'un âge arbitraire, sans tenir compte de la majorité civile, cet âge n'est qu'un minimum, et il est possible aux Etats d'organiser sur leurs territoires une protection plus complète ». La proposition hongroise a donc été adoptée par la conférence et la question se posait de savoir si, en établissant cet âge minimum, on n'empiétait pas sur le domaine des législations intérieures. Cette objection a été discutée; il est évident que les divers gouvernements devront prendre des mesures législatives pour mettre leur code en harmonie avec l'acte diplomatique, certains de ces Etats contractants seront, de ce fait, amenés à faire quelques sacrifices en ce qui concerne leurs idées personnelles et ce sacrifice est naturel, puisqu'il s'agit d'un intérêt commun à sauvegarder.

Si la conférence est assez vite tombée d'accord sur le principe de la fixation d'un âge minimum, des difficultés nombreuses ont surgi sur la fixation de cet âge : La Hongrie, à cause de sa majorité pénale, proposait l'âge de 20 ans. La Suisse, à raison de sa majorité civile,

proposait 20 ans. L'âge de 21 ans était proposé par la France, l'Italie, la Belgique, à raison de leur majorité civile.

Pour donner satisfaction aux deux premiers Etats et faciliter de leur part la ratification de l'accord, les autres Etats ont sacrifié leurs préférences.

Il ne faut pas d'ailleurs se dissimuler qu'avec ce texte subsisteront encore beaucoup d'inconvénients ; beaucoup de pays garderont leur majorité de 20 ou 23 ans, et ces diversités créeront des zones de moindre risque pour les trafiquants qui exploiteront alors de préférence leur commerce dans les pays où la majorité n'est que de 20 ans ; d'un autre côté, les juges hongrois et suisses, par exemple, ne pourront poursuivre un délit de traite commis en France sur une femme de 20 ans et demi ou, en Espagne, sur une de 22 ans.

Nous n'insisterons pas sur les derniers articles du protocole posant les règles relatives aux adhésions des Etats non signataires, aux dépôts des ratifications, à la date d'entrée en vigueur de la convention, aux dénonciations. Ce sont là de pures questions de forme nullement indispensables à l'intelligence de notre sujet.

Ajoutons que, dans sa séance du 24 février 1911, le Sénat a adopté le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention signée à Paris le 4 mai 1910. Cette loi, publiée au *Journal Officiel* du 7 août 1912, a été promulguée le 23 août 1912.

CONGRÈS DE MADRID (1911)

Au cours des débats mouvementés mais infructueux, le congrès examina les causes de la prostitution ; cela donna lieu à un violent duel oratoire entre les abo-

litionnistes et les partisans de la réglementation de la prostitution. On examina, sans aucun résultat, la situation de l'Egypte, lieu de grand trafic international, qui ne punissait pas la traite des Blanches.

TRAITÉ DE VERSAILLES (1919)

(Pacte de la Société des Nations)

La guerre survint quelques années après ces importants congrès, le trafic des femmes et enfants diminua d'intensité au point de devenir presque nul. Ce résultat n'était dû que pour une part assez faible aux mesures internationales préconisées au cours des conférences et appliquées déjà dans beaucoup de pays, mais bien plutôt aux formalités de passeports et autres, rendant plus difficile la tâche des trafiquants.

Aucun esprit ne s'illusionna sur ce brusque revirement et un article du pacte de la Société des Nations fait allusion à la traite des Blanches; l'article 23 dudit acte s'exprime, en effet, dans les termes suivants:

« Sous la réserve et en conformité des dispositions des conventions internationales, actuellement existantes ou qui seront immédiatement conclues, les membres de la Société...

... chargent la Société du contrôle général des accords relatifs à la traite des femmes et des enfants. »

ŒUVRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ⁽¹⁾

(Conférence de Genève de 1921)

La Société des Nations, qu'aucune œuvre humanitaire ne laisse indifférente, ne pouvait manquer de s'intéresser à l'odieux trafic international des femmes et des enfants. La troisième commission chargée exclusivement de l'étude des questions sociales, trafic de l'opium, déportation des femmes en Turquie, s'intéressa bien vite au trafic qui nous occupe. Lors de la cinquième session de la Société des Nations, tenue à Rome les 14-19 mai 1920, M. Da Cunha lut un rapport sur la traite des femmes et des enfants et l'Assemblée vota la résolution suivante :

« Le Conseil de la Société des Nations approuve la nomination d'un fonctionnaire attaché au Secrétariat chargé spécialement de se tenir au courant de toutes les questions relatives à la traite des Blanches en attendant en outre, pour les autres mesures à prendre par la Société des Nations, que la conférence internationale pour la suppression de la traite des Blanches ait exprimé ses conclusions en la matière. »

(¹) Tout toute cette question: *Journal de la Société des Nations*, année 1922.

Au mois de septembre 1924, vingt et un Etats avaient ratifié la convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants, signée à Genève. Ce sont: l'Allemagne, l'Australie, l'Albanie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, Cuba, l'empire Britannique, la Grèce, l'Inde, l'Italie, la Lettonie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, la Pologne, la Roumanie, le Siam, la Tchéco-Slovaquie et l'Union sud-africaine. Y ont adhéré: l'Espagne, le Danemark, Panama, une quantité de colonies anglaises, le Pérou et l'Uruguay.

Dans sa séance du 15 décembre 1920, elle décida que le secrétariat de la Société des Nations devrait envoyer un questionnaire à tous les gouvernements afin de savoir quelles mesures législatives ils avaient prises pour lutter contre la traite des femmes et des enfants; elle décida en outre de réunir une conférence internationale pour coordonner la répression et arriver à une entente entre les gouvernements.

La conférence annoncée se tint à Genève, du 30 juin au 4 juillet 1921. Placée sous les auspices de la Société des Nations, elle groupa les représentants de trente-quatre Etats; certains Etats, quoique non adhérents à la Société des Nations, comme l'Allemagne, la Hongrie, Monaco, avaient envoyé des représentants. Elle avait pour objet la répression de la traite des femmes et des enfants; elle fut présidée par M. Levie (Suisse). Le projet de la convention nouvelle fut signé par trente-trois Etats, il y manquait la signature des Etats-Unis, acquis cependant aux idées préconisées mais que de subtiles raisons de législation internationale empêchaient de signer.

Sur la proposition de la délégation française, elle adopta le vœu suivant, qui constitue une heureuse innovation:

« La conférence émet le vœu que le Conseil de la Société des Nations invite les gouvernements à adopter des principes permettant de punir les tentatives et, dans les limites légales, les actes préparatoires des délits prévus aux articles 1 et 2 de la convention de 1910. »

La non répression de la tentative avait peu d'inconvénients en ce qui concerne l'excitation à la débauche

proprement dite, puisque le délit étant consommé par le seul fait de l'excitation il n'était pas nécessaire d'établir que les mineurs avaient été effectivement pervertis ou débauchés. Les inconvénients étaient, au contraire, très graves en ce qui concerne l'embauchage. Déjà cette question avait retenu l'attention de la conférence de Paris de 1903. A la quatrième séance ⁽¹⁾, M. de Mallerwsky-Malevitch demanda si le mot d'embauchage comprenait la tentative; M. Ferdinand Dreyfus, au nom de la commission législative, répondit négativement. Ses explications se terminent par ces mots :

« Mais la commission n'a pas entendu prévenir la tentative. Le délit lui a paru exister dès qu'il y a entente entre l'embaucheur et la malheureuse fille, objet du trafic. »

Il ressort d'ailleurs clairement des observations échangées à ce sujet que l'on a entendu laisser aux diverses législations le soin de décider si la tentative devait être ou non réprimée. Cette solution n'était pas très heureuse, faute de poursuite possible dans les cas où l'œuvre du traitant n'était pas terminée, on perdait une précieuse occasion de poursuivre en une matière où la plus sérieuse difficulté était de connaître les faits délictueux; l'attention de la police ne pouvait qu'être attirée spécialement sur l'individu et sa poursuite future facilitée. La nécessité apparut donc à la Société afin d'éviter aux trafiquants de bénéficier de l'impunité d'engager les gouvernements à réprimer les tentatives d'excitation à la débauche et d'embauchage, en incriminant les sim-

(1) Livre Jaune de la conférence, p. 112.

ples actes préparatoires. Outre ce vœu présentant un intérêt tout particulier, d'autres de plus faible importance furent admis. Nous en donnons un résumé succinct :

a) Le Conseil de la Société des Nations insistera près des Etats qui n'ont pas encore ratifié les conventions de 1904 et 1910, afin d'obtenir au plus vite leur adhésion;

b) Le Conseil de la Société des Nations recommandera aux gouvernements d'élever de 20 à 21 ans l'âge de la majorité en cette matière;

c) Il recommandera aux Etats de prendre toutes les mesures en vue de l'extradition;

d) Il invitera les Etats à fournir un rapport sur l'étendue de la traite chez eux;

e) L'assemblée a émis le vœu que dans les accords internationaux le mot impropre parce que trop restrictif de Traite des Blanches soit remplacé par les mots « Traite des femmes et des enfants »;

f) Elle a demandé une protection plus effective des femmes et des enfants sur les bateaux d'émigration;

g) Elle décida la création d'une *Commission consultative* permanente, composée des délégués de certains pays auxquels s'adjoindraient les représentants d'associations privées. Cette commission a pour but de poursuivre l'examen des mesures à prendre pour combattre avec toute l'efficacité désirable la traite des femmes et des enfants en mettant au point une organisation nouvelle, en assurant la continuité et la coordination des activités gouvernementales et privées, en hâtant la ratification des arrangements internationaux.

Cette commission s'est réunie pour la première fois à Genève, le 28 juin 1922; M. Bourgeois, remplaçant M. Regnault souffrant, y représentait la France; elle décida d'inviter l'Allemagne et les Etats-Unis à désigner des représentants pour siéger à la Commission consultative; elle chargea M. Regnault de présenter le résumé des réponses fournies par les différents Etats aux questionnaires qui leur avaient été envoyés. Dans sa séance du 30 juin, elle adopta un certain nombre de recommandations relatives à la création dans chaque Etat d'un organe spécial, chargé de se tenir en contact avec le secrétariat de la Société des Nations, à l'assistance à apporter aux femmes et enfants cherchant un emploi à l'étranger, particulièrement dans les entreprises de théâtre ou de music-hall, à la collaboration avec le Bureau international du travail.

LOI DE DECEMBRE 1922

Ce fut le corollaire logique de la conférence de 1921. La France, qui avait eu l'initiative du vœu relatif à la répression de la tentative se devait d'y conformer sa législation pénale.

Le 24 mai 1922, M. Poincaré, président du Conseil, déposait sur le bureau de la Chambre le projet de loi tendant à modifier les articles 334 et 335 du Code pénal en déclarant punissable la simple tentative des faits incriminés.

Nous reviendrons sur cette loi en abordant la question de la tentative.

Bornons-nous pour l'instant à rappeler les épisodes essentiels de sa discussion et de son vote.

L'exposé des motifs est rapporté au *Journal Officiel*, doc. parl. juillet 1922, p. 693. Le rapport de M. Roquette déposé le 15 juin 1922 est rapporté au *Journal Officiel*, doc. parl. août 1922, p. 1046. Il fut adopté sans discussion le 27 juin 1922 (*J. O.*, déb. parl., 28 juin 1922, p. 2054). Présentée au Sénat le 19 octobre 1922 (*J. O.*, déb. parl. oct. 1922, p. 4), elle fut, après le rapport de M. Pouille (*J. O.*, déb. parl. janv. 1923, p. 115), adoptée après déclaration d'urgence, le 7 décembre 1922 (*J. O.*, du 8 décembre 1922, p. 1149).

SESSION de la COMMISSION CONSULTATIVE DE LA TRAITE
DES FEMMES & ENFANTS
près de la SOCIÉTÉ DES NATIONS
(AVRIL 1924)

Cette importante commission a tenu entre autres réunions (1) au Secrétariat général de la Société des Nations une session d'une semaine en avril 1924. La France y était représentée par M. Bourgeois. Des délégués des associations bénévoles ont collaboré aux travaux de cette commission parmi lesquels l'active M^{me} Avril de Sainte-Croix. Il a été reconnu que la traite est aujourd'hui beaucoup plus difficile pour les trafiquants. La commission a signalé les heureux effets de la loi française de 1922 sur la tentative; l'énumération des exemples apportés dans l'exposé des motifs et destinés à fixer l'interprétation du juge n'étant pas limitative, laisse aux tribunaux une grande liberté d'appréciation.

(1) Elle s'était réunie pour la première fois en juillet 1922, nous avons résumé plus haut ses résolutions. Sa deuxième session s'est tenue à Genève, du 22 au 27 mars 1923 (*J. O. de la S. D. N.* de juin 1923, p. 657).

Une enquête à laquelle il doit être procédé par les soins de la Société des Nations permettra de se rendre compte de l'étendue de la traite dans les pays qui en sont encore affligés. Des citoyens généreux des Etats-Unis ont fourni les fonds nécessaires. La commission s'est déclarée insatisfaite du peu d'empressement que mettent les gouvernements à ratifier la convention de 1921 ; elle a manifesté l'espoir que le Gouvernement français en adhérant à la convention donnerait un exemple qui serait d'un grand poids.

Nous en avons fini avec l'historique de ce délit complexe, il s'est présenté au cours des âges sous des aspects bien différents, il a imposé aux législations de profonds remaniements pour s'adapter aux nouvelles formes qu'il revêtait, il a nécessité de larges ententes internationales pour lutter avec quelque efficacité contre ses aspects modernes.

Etudions maintenant la mise en œuvre des moyens répressifs dressés contre lui.

DEUXIÈME PARTIE

CONDITION DE LA RÉPRESSION

des délits d'excitation et d'embauchage des Mineurs en vue de la prostitution

(ART. 334, al. 1 et 2)

La répression de ces deux délits est subordonnée à l'existence d'un certain nombre de conditions. Les conditions requises étant différentes suivant que le fait incriminé tombe sous le coup du premier ou deuxième alinéa de l'article 334, nous aurons à examiner sous deux titres distincts d'abord les conditions requises pour le délit d'excitation habituelle des mineurs à la débauche, ensuite celles requises pour le délit d'embauchage des mineures en vue de la débauche. Tel sera l'objet de notre deuxième partie.

Faisons dès l'instant remarquer, pour n'y plus revenir, que nous ne dirons rien des deux délits prévus par le numéro 4 de l'article 334. Ces délits existent évidemment lorsque la victime est mineure, mais le texte qui les vise n'établit aucune distinction relative à l'âge.

Le premier est le fait de retenir contre son gré une personne dans une maison de débauche, le second de contraindre une femme à la prostitution.

Ils sont donc à la fois communs aux majeurs et aux mineurs et nous les estimons, pour cette raison, en dehors de notre sujet.

Dans les III^e et IV^e parties, nous étudierons les pénalités et les règles de compétence internationale, ces règles étant communes aux délits d'excitation et d'embauchage de mineurs, nous n'aurons plus à distinguer suivant qu'il s'agit de l'un ou de l'autre.

TITRE PREMIER

Délit d'excitation habituelle des Mineurs à la débauche

ARTICLE 334, alinéa 1°

La portion de l'article 334 intéressant ce délit est ainsi conçue :

« sera puni....

« 1° Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un et l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans ».

C'est là une des dispositions les plus controversées du Code pénal. Sa rédaction insuffisante a donné lieu à des difficultés d'interprétation très sérieuses, de nombreux systèmes doctrinaux ont été échafaudés et la jurisprudence a maintes fois changé d'opinion à son sujet.

Remarquons tout d'abord que, dans son essence, ce délit a toujours été prévu dans les mêmes termes. Ce qui constitue, en effet, depuis 1903 le premier alinéa de l'article 334, n'est que la reproduction intégrale de l'article 334 qui prévoyait à lui seul, avant la loi de 1903, l'excitation des mineurs à la débauche.

Une tentative de modification de cette disposition législative proposée en 1863 au corps législatif échoua. La prise en considération était cependant indispensable,

elle aurait mis, avec beaucoup d'à-propos, un frein aux caprices et aux fantaisies de la jurisprudence.

Lisons les termes du rapport logique et net qui avait été fait sur cette proposition de modification :

« ... pour toutes ces raisons, nous n'avons pas hésité à déclarer que l'excitation à la débauche ne serait un délit que lorsqu'elle serait imputable au proxénète et aurait pour but de satisfaire les passions d'autrui.

« ... Nous pensons aussi qu'il y a métier honteux et punissable aussi bien lorsque l'agent a plusieurs fois tiré profit d'un acte d'une même nature, à l'égard d'une seule et même personne que lorsqu'il a trafiqué de plusieurs et nous disons nettement que l'excitation à la débauche résulte aussi bien d'une seule que de la pluralité des victimes.

« ... Nous proposons de rectifier l'article 334 de la façon suivante: « Quiconque, dans le but de *satisfaire les passions d'autrui*, aura attenté aux mœurs en... etc... la débauche ou la corruption d'une ou de plusieurs personnes de l'un ou de l'autre sexe... »

Un député a demandé le renvoi pur et simple de cette modification, M. Cordoen, commissaire du Gouvernement a appuyé cette opinion et a dit notamment :

« La Cour de cassation, après avoir décidé que l'article 334 ne s'appliquerait pas à la séduction personnelle dans le mystère du foyer domestique, a décidé que toutes les fois que l'on sortira de la séduction exclusivement personnelle, on rentrerait dans les termes de 334... ... ce qui me paraît extrêmement regrettable, c'est l'adjonction des mots « dans le but de satisfaire les passions d'autrui ». L'addition de ces mots empêcherait le main-

tien d'une jurisprudence éminemment utile et morale... Avec les expressions introduites dans 334, cette jurisprudence deviendrait impossible. »

La modification de l'article 334 a été repoussée à une assez forte majorité. Bornons-nous pour l'instant à regretter le rejet de cette proposition qui aurait obligé à une interprétation restrictive des textes pénaux la jurisprudence prétorienne qui, déjà avant 1863 et surtout depuis, s'est établie en cette matière. Nous aurons plus loin à prendre parti sur cette grave question.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, à la décharge de la jurisprudence que des raisons assez simples expliquent ses variations dans l'application de l'article 334.

1° L'article 334 est conçu en des termes relativement flexibles. Il s'agit là, en effet, d'un de ces délits qu'il est difficile à la loi de définir avec précision et de renfermer dans une formule rigoureuse. Le législateur emploie un certain nombre d'expressions générales qu'il croit suffisantes pour englober les diverses manifestations du délit incriminé. C'est ainsi qu'il se comporte en particulier dans l'article 405 quand il vise l'escroquerie;

2° Il est difficile dans ces délits d'attentat aux mœurs qui sont autant sinon plus du domaine de la morale que de celui de la loi pénale d'établir une ligne de démarcation précise entre ceux qui doivent être légalement punis et ceux qui doivent rester en dehors des dispositions législatives. Le législateur prudent, désireux en ces matières de s'éviter un embarras l'a rejeté sur le juge;

3° Le juge est pris en cette matière entre, d'une

part, des faits odieux dont l'immoralité est telle qu'il est tenté de punir quoiqu'en outrepassant les termes de la loi et, d'autre part, les dangers d'une répression divulguant les honteux secrets de la vie privée et, par conséquent, plus immorale que l'impunité.

Suivant que l'un ou l'autre de ces sentiments domine en lui, le juge punit ou absout. De là, depuis un siècle, dans la Jurisprudence, ces oscillations à l'étude desquelles nous allons arriver.

La répression de ce délit est subordonnée à la réunion des trois conditions suivantes :

- 1° Acte d'excitation à la débauche;
- 2° L'habitude;
- 3° La minorité.

Examinons successivement chacune de ces conditions.

§ I. — ACTE D'EXCITATION A LA DEBAUCHE

Il est de coutume de répondre aux deux questions suivantes :

a) Des personnes auxquelles s'applique l'alinéa 1° de l'article 334;

b) Des faits visés par ce même article.

Nous n'y dérogerons pas.

A) Des personnes auxquelles s'applique l'art. 334, al. 1^{er}

C'est la question la plus controversée de notre étude. Pour y mettre autant d'ordre qu'il est possible, nous étudierons d'abord les évolutions de la jurispru-

dence en cette matière et nous verrons ce qu'il y a lieu de penser des solutions admises aujourd'hui par elle d'une façon constante, ensuite nous examinerons les différentes théories préconisées par les auteurs.

§ 1. — *Evolution de la Jurisprudence*

On peut distinguer avec assez de netteté trois phases dans l'évolution de la jurisprudence.

a) De 1810 à 1840 :

Les premières juridictions qui eurent à appliquer l'article 334 adoptèrent une opinion extensive. Elles décidèrent que cet article visait non seulement les proxénètes, c'est-à-dire les intermédiaires de débauche, mais aussi tous ceux qui, pour satisfaire leurs passions personnelles, avaient recours à certains services spéciaux des mineurs. Bien plus, elles firent rentrer dans l'inculpation d'excitation des mineurs à la débauche les simples faits de séduction personnelle et directe.

Parmi les nombreuses décisions rendues en ce sens, choisissons les plus significatives:

Un nommé Claude Pavy avait recueilli chez lui une jeune orpheline de 14 ans. Il ne tarda pas à avoir avec elle, malgré son jeune âge, des relations intimes qui durèrent pendant un temps assez long. La Cour de Cassation confirma l'arrêt de la Cour de Douai, qui avait déclaré Claude Pavy coupable d'excitation de mineur à la débauche (au Sirey. chro. 1829. 1. 30).

Ville Coocq recevait journellement chez lui des jeunes gens sur la personne desquels il se livrait à des actes

contraires à la morale. La Cour de Cassation, adoptant les moyens des premiers juges, a décidé que l'article 334 « s'appliquait à celui qui satisfait sa propre incontinence comme à celui qui satisfait l'incontinence d'autrui » (arrêt de la Cour de Cassation du 5 juillet 1834 au S. 34. 1. 843).

La Cour de Cassation a confirmé un arrêt « déclarant le sieur Statin, coupable d'avoir, dans le cours des années 1829 à 1833, étant alors curé à Chartres, puis à Pont-sur-Yonne, corrompu deux jeunes filles mineures avec lesquelles il a entretenu un commerce illicite, et reconnaissant dans ce fait l'excitation habituelle des mineurs à la débauche » (S. 38 1. 844).

Un nommé Fayet, abusant de la faiblesse et de l'inexpérience d'Annette Bas, âgée de 11 ans, s'est, pendant l'espace d'environ sept mois, livré plusieurs fois sur cette jeune fille aux actes d'impudicité les plus honteux. La Cour de Cassation, après conclusions conformes de M^e Hello, avocat général, déclara le délit suffisamment caractérisé et l'article 334 applicable à ceux qui attirent à eux des enfants mineurs et les rendent victimes de leur propre dérèglement.

Tous ces arrêts, et d'autres en même sens, décident que l'article 334 ne pose aucune distinction entre ceux qui débauchent pour eux-mêmes et ceux qui débauchent pour autrui, qu'il doit avoir une portée générale et, par conséquent, « viser aussi ceux qui, pour satisfaire leurs passions personnelles, attirent à eux des enfants mineurs, les infectent du venin de la corruption, et les associent à leurs propres dérèglements » (S. 38. 1. 54).

La jurisprudence de la Cour de Cassation était, à cette époque, fortement fixée en ce sens, un seul arrêt a été rendu dans le sens de la limitation du champ d'application de l'article 334 aux seuls proxénètes.

Dès 1837, cependant, il se dessina près des tribunaux correctionnels et des Cours d'appel un courant opposé. Quelques jugements de tribunaux de province hasardèrent de timides protestations, puis quelques Cours d'appel suivirent le mouvement ⁽¹⁾.

La fameuse affaire Fayet leur donna l'occasion de porter un coup de bélier plus hardi dans l'édifice jurisprudentiel de la Cour de Cassation. Le tribunal de Châteauroux, par un jugement du 29 novembre 1837, avait déclaré que l'article 334, visant exclusivement les proxénètes, était inapplicable au sieur Fayet, dont les agissements sont rappelés plus haut. Par l'arrêt précité du 4 janvier 1837, la Cour suprême cassa le jugement et prononça le renvoi devant la Cour Royale de Bourges. Cette dernière statua dans le sens du jugement cassé. Sur un nouveau pourvoi du ministère public, la Cour de Cassation, toutes chambres réunies, malgré les conclusions du procureur général Dupin, favorables à l'arrêt attaqué, maintint son interprétation habituelle (S. 40. 1. 563).

b) De 1840 à 1854

Quelque peu ébranlée par l'insistance de la Cour d'appel de Bourges, la Cour de Cassation abandonna bientôt son système d'interprétation. Dans un arrêt,

(1) Cour d'Appel de Bourges, arrêt du 19 janvier 1837. Cette cour a reproduit sa doctrine dans un arrêt postérieur, du 3 août 1837.

toutes chambres réunies, rendu le 18 mai 1840, quelques mois par conséquent après son fameux arrêt Fayet, elle décida que l'article 334 visait exclusivement les proxénètes de profession. Cet arrêt entraîna derrière lui la jurisprudence de la Chambre criminelle et celle des Cours d'appel et tribunaux correctionnels.

L'affaire qui a donné lieu à ce brusque revirement de la Cour suprême mérite d'être rapportée :

« Un riche propriétaire de l'arrondissement de Jonzac, le sieur Arnaud, était poursuivi par le ministère public pour avoir séduit ou tenté de séduire un grand nombre de jeunes filles, toutes mineures de 21 ans. Il fut condamné par le tribunal de Jonzac, le 13 juin 1839, par application de l'article 334. Mais il fit appel de ce jugement devant le tribunal de Saintes et il soutint, comme déjà il l'avait fait devant ses premiers juges, que l'article 334 ne s'appliquait qu'au proxénétisme. La demande fut accueillie par arrêt du 27 juin. Le ministère public se pourvut en cassation, et, par arrêt du 17 août, le jugement du tribunal de Saintes fut cassé « pour avoir posé « une distinction qui n'était pas dans la loi et qui ne « résultait ni de son esprit ni de son texte ». L'affaire fut renvoyée devant la Cour de Poitiers, qui infirma encore une fois le jugement du tribunal de Jonzac. Nouveau pourvoi du ministère public, qui, cette fois, fut rejeté par la Cour Suprême.

« Attendu que la section IV, titre II, livre 3 du Code pénal, qui définit et punit les diverses sortes d'attentats aux mœurs, classe ces attentats d'après leur nature et leur gravité; que, par les articles 330, 331, 332, le Code punit les outrages à la pudeur lorsqu'ils sont publics,

les attentats sans violences sur un enfant âgé de moins de 11 ans, ceux consommés ou tentés avec violences sur toutes personnes, et enfin le viol; que, par l'article 333, il prononce une aggravation de peine contre les coupables, lorsqu'ils sont ascendants de personnes sur lesquelles ces attentats ont été consommés ou tentés, ou qu'ils se trouvent dans l'une des catégories déterminées.

« Attendu qu'après s'être occupé de la répression de ces divers genres d'attentats, le législateur a prononcé des peines contre ceux qui se livrent à l'infâme métier de la prostitution; que, par le paragraphe 1^{er} de l'article 334, il punit quiconque a attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans; qu'il ne pouvait mieux indiquer le proxénétisme qu'en le caractérisant comme il l'a fait d'attentat aux mœurs, commis en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption; qu'ainsi interprété, l'art. 334 forme avec les précédents un système de répression qui se lie, s'enchaîne, en embrassant les divers attentats que le législateur a eu en vue de réprimer et qu'il n'a pas voulu confondre.

« Attendu qu'au besoin le sens de cet article serait encore expliqué par les motifs de la loi exposés dans le rapport de l'orateur de la Commission du Corps législatif et consigné dans les observations de cette Commission au Conseil d'Etat.

« D'où il suit que la Cour Royale de Poitiers, qui n'a vu ni crime ni délit dans les faits imputés à Arnaud, quelque répréhensibles qu'ils aient paru d'ailleurs, n'a violé ni l'article 334, ni aucune loi. » (Cass. chambres réunies, 18 mai 40. Min. pub. contre Arnaud, au S. 40

1. 656., au D. 40. 1. 337, et la plaidoirie de M^e Morin, avocat de la défense.)

L'année suivante, la Cour de Cassation ayant à statuer à nouveau toutes chambres réunies, se prononçait dans le même sens. (Cass. chamb. réunies, 19 mai 41, affaire Chev. S. 41. 1. 472, D. 41. 1. 304.)

Pendant de longues années, la Chambre criminelle et les juridictions inférieures donnèrent à l'art. 334 la même interprétation.

c) De 1854 à nos jours.

En ce qui concerne la séduction personnelle naturelle et directe, les Cours et tribunaux continuèrent, et continuent encore de nos jours, à l'exclure du champ de l'application de l'article 334.

« Attendu que l'article 334 n'atteint pas celui qui, toute honteuse que soit sa dépravation, n'a commis que des actes de séduction personnelle et directe et n'est pas devenu un agent intermédiaire de débauche et de corruption.

« Que ne tombe point sous l'application de cet article le fait de l'individu qui, dans le but de se procurer une satisfaction coupable, initie aux actes et aux images du vice soit par des actes, des gestes ou des démonstrations matérielles des jeunes filles confiées à sa surveillance en ayant soin de les isoler les unes des autres. » (S. 61. 1. 196.)

Cette doctrine a encore été affirmée par un arrêt assez récent. Certains arrêts appliquaient l'article 334 à des prostituées qui avaient, même *isolément*, des rapports avec des mineurs. Ils disaient qu'elles ne pouvaient

alléguer l'excuse de passion personnelle, qu'elles agissaient dans un but de lucre et étaient ainsi, pour un vil salaire, des intermédiaires de débauche pour la jeunesse (Limoges, 6. 1. 87, S. 90 2. 125). Or, la Cour de Cassation a refusé, dans un arrêt rendu sur rapport du conseiller Atthalin, de distinguer selon qu'une femme entretenant des rapports avec un mineur agissait pour la satisfaction de sa passion ou par espoir de lucre.

Actuellement, donc, tous les actes de séduction personnelle et directe, même commis par des parents sur leurs enfants, par des maîtres sur leurs servantes, restent en dehors de l'article 334.

Ce principe est devenu si constant que les Cours d'Appel ne sont plus guère appelées à le juger. Les quelques poursuites intentées par le ministère public échouent devant les tribunaux.

Signalons, pour l'examiner plus loin, que la question est aujourd'hui controversée de savoir si la séduction caractérisée par des actes antinaturels (pédérastie, tribadisme, etc.) bénéficie aussi de cette faveur.

Dès 1854, certains actes, qui ne sont pas des faits de pure séduction personnelle, furent incriminés par la Cour de Cassation, bien qu'ayant en vue la satisfaction des passions personnelles de l'agent. Cette dérogation au principe posé par les deux arrêts des Chambres réunies du 18 mai 1840 et du 18 mai 1841 fut encore élargie par les Cours d'Appel. Elle aboutit actuellement à donner à l'article 334 une interprétation presque aussi large qu'avant 1840.

Il est très difficile d'indiquer l'idée qui a servi de base à la jurisprudence dans cette extension nouvelle. Le souci de ne pas laisser impunis certains faits profon-

dément immoraux nous semble seul avoir guidé dans cette voie hardie et dangereuse les pas, d'ordinaire prudents, des magistrats.

En plus des proxénètes, c'est-à-dire de ceux qui font métier d'exciter, de favoriser ou de faciliter la débauche de la jeunesse pour le compte d'autrui (vis-à-vis desquels il n'y a jamais eu aucun doute), la jurisprudence applique aujourd'hui couramment l'article 334 à ceux qui agissent pour leur compte, pour la satisfaction de leurs propres passions, toutes les fois seulement qu'aux pratiques obscènes tendant à la satisfaction de ces passions se joignent des circonstances d'où l'on peut induire que le prévenu a été ou a pu être un agent de corruption. Elle l'applique aussi à l'auteur même direct des actes de débauche, lorsque ces actes peuvent avoir comme conséquence d'initier les mineurs à des pratiques de *lubricité*.

C'est ainsi qu'application de l'article 334 a été faite à celui ou à celle qui satisfait ses passions avec des mineurs, ou se livre à des attouchements indécents en présence d'autres mineurs (Cass. Ch. crim., 10 janv. 1856: S. 56. 1. 472 — 12 janv. 1865: S. 66. 5. 33 — 19 déc. 1868: D. 69. 5. 29):

— à la fille publique qui « recevant dans sa chambre plusieurs mineurs à la fois, se livre à la prostitution avec chacun d'eux successivement et offre ainsi alternativement aux uns l'exemple de ses actes de débauche avec les autres » (Cass. 7 juill. 1859; au Sirey 59. 1. 534 — 27 oct. 1900 : S. 03. 1. 544);

— à celui qui, « tout en satisfaisant ses passions personnelles avec une femme majeure, a donné sciemment et volontairement le spectacle de la débauche à des

mineurs » (Cass. Ch. crim., 26 déc. 1879: S. 80. 1. 328 — 27 avril 1854 : S. 54. 1. 261);

— à celui qui « se livre sur sa propre personne à des actes d'impudicité devant plusieurs mineurs » (Cass. Ch. crim., 13 nov. 1856 : S. 57. 1. 490 — 12 janv. 1867 : S. 67. 1. 192) ou même devant *un seul* (Cass. Ch. crim., 6 nov. 1884 : *Journal des Parquets*, 84. 2. 83);

— au restaurateur, logeur, hôtelier, qui loue ou met à la disposition de filles mineures des chambres meublées, s'il savait que la location de ces chambres était faite en vue d'y avoir des rapports sexuels (D. 97. 1. 622; S. 97. 2. 40) peu importe d'ailleurs que ces filles soient en règle avec la police des mœurs (Cass., 1^{er} mai 1863 : S. 63. 1. 324).

Aujourd'hui donc, seuls, les actes de séduction personnelle qui ne se compliquent d'aucun autre élément de nature à leur donner le caractère d'excitation à la débauche échappent aux prévisions de la loi.

§ 2. — *Critique des applications jurisprudentielles*
de l'article 334

On comprend à la rigueur le sentiment instinctif de réprobation qu'éprouvent les magistrats vis-à-vis des attentats aux mœurs en général et des faits de débauche des mineurs en particulier. On comprend qu'indignés par des actes obscènes, ils se laissent entraîner à étendre un texte qu'une rédaction défectueuse rend flexible. On saisit beaucoup moins l'idée sur laquelle s'appuient les chambres criminelles de la Cour de Cassation et surtout les

Cours d'Appel pour appliquer ou refuser d'appliquer l'article 334.

Par trois arrêts de 1830, 1840 et 1854, les Chambres réunies de la Cour de Cassation ont affirmé que l'article 334 ne punit que le proxénétisme et qu'il exige toujours un agent intermédiaire ou entremetteur. L'autorité de ces décisions quoique anciennes subsiste puisque aucun arrêt postérieur des Chambres réunies ne les a contredites. (S. 38. 1. 565; S. 40. 1. 656; S. 54. 1. 657.)

Il serait désirable que des arrêts solennels fixent définitivement la jurisprudence sur ce point et s'imposent au respect de la Chambre criminelle elle-même. Nous estimons que les arrêts solennels ont donné la véritable interprétation de l'art. 334; que l'intermédiaire ait agi sans pensée de lucre, qu'il ait même abusé des mineurs avant de les livrer à d'autres, peu importe, mais l'on ne doit pas étendre l'article 334 à celui qui n'a débauché des mineurs que pour la seule satisfaction de ses passions personnelles.

Certains criminalistes, désireux de justifier les solutions jurisprudentielles, ont dit de cet individu qu'il était un proxénète lui aussi, que c'était donc en toute logique que la jurisprudence condamnait pour proxénétisme l'individu qui, pour satisfaire ses goûts personnels et bizarres, réunit des mineurs de l'un ou l'autre sexe et se livre en leur présence, soit sur sa personne, soit sur la personne des mineurs, soit sur la personne d'un majeur, à des actes de lubricité ou leur tient des discours obscènes, ou celui qui facilite, d'une façon quelconque, la débauche des mineurs.

Ces criminalistes ont estimé que, même agissant en vue de satisfaire sa passion personnelle, l'individu était

un intermédiaire de débauche entre les mineurs témoins d'actes charnels naturels ou lubriques, ou les mineurs auxquels on facilite l'exercice de la débauche et d'autres individus appelés éventuellement à satisfaire leurs passions en utilisant l'expérience de certains actes naturels ou non, qu'au cours de ces scènes les mineurs auront pu acquérir ou développer.

Ils ont vu dans cet individu un intermédiaire de débauche entre les mineurs et les passions que cette corruption alimentera, peu importe qu'il ait lui-même profité de la corruption, ou qu'il n'ait cherché à dépraver que parce qu'il est vicieux et qu'il éprouve une sorte de volupté à répandre sa dépravation. Le résultat de ses pratiques *peut* donc être la satisfaction *éventuelle* des passions d'autrui, et cela suffit.

Ils ont estimé qu'il y avait lieu d'appliquer à ces actes d'entremise les pénalités de l'article 334. Cette argumentation a été reprise dans certains arrêts.

Il nous est impossible, pour notre part, d'aller jusque là, et, comme le dit M. Garçon (C. Pén. an. sous 334), cette subtilité juridique n'est pas sérieuse ⁽¹⁾.

Pour pouvoir dire de quelqu'un qu'il est un intermédiaire, il faut qu'il serve de trait d'union entre deux personnes existant réellement. Dans les cas d'espèces où la jurisprudence a condamné, l'existence du premier groupe (mineur) était évidente, mais l'existence du deuxième groupe (individu dont les passions seront satisfaites) n'était qu'une possibilité. En l'absence actuelle et certaine de cet élément, il nous paraît illogique de parler

(¹) En ce sens, Boitard, 377; Oudart, dans *Revue critique de législat.* (1883, p. 375).

d'intermédiaire de débauche et de satisfaction des passions d'un « autrui indéterminé ».

Ajoutons d'ailleurs qu'une telle interprétation présente de grands dangers. La jurisprudence n'a en effet aucune bonne raison d'excepter du champ d'application de l'article 334 les faits de séduction naturelle et directe. L'individu qui a eu des relations intimes naturelles avec une mineure l'a initiée ou a complété son éducation sur les questions de pratiques sexuelles, a joué le rôle d'intermédiaire, autant, sinon plus, que l'individu qui a exhibé son membre viril ou tenu des propos obscènes en présence de deux ou plusieurs mineurs.

Rendons grâce à l'illogisme de la jurisprudence, qui n'a pas, jusqu'ici, englobé dans l'application de l'article 334 la séduction naturelle. Qui sait si un jour elle n'y arrivera point. Lancée sur une pente aussi glissante, jusqu'où n'ira-t-elle pas ?

§ 3. — *Examen doctrinal de la question*

Quittons maintenant le domaine des hautes spéculations morales où se sont complus les magistrats. Réprimons l'aversion légitime que nous avons pour des faits souvent immoraux et ignobles. La question n'est pas de savoir si un fait est honteux et immoral, mais s'il doit tomber sous les coups de la Loi pénale, et si, en droit, il y tombe. En doctrine, non moins qu'en jurisprudence, les opinions abondent, quelques-unes d'entre elles posent des distinctions absolument fantaisistes que rien ne justifie. Nous n'en parlerons pas.

a) D'après une opinion ancienne ⁽¹⁾ qui a eu son heure de célébrité, l'article 334 punirait « toutes les personnes sans exception qui se rendent coupables de l'attentat aux mœurs qu'il définit ». Négligeant les travaux préparatoires de l'article, ils étendent le délit d'excitation à la débauche à la séduction naturelle et directe : toute personne qui, à deux reprises, aura eu, hors mariage, des relations sexuelles avec une mineure de 21 ans, sera passible de la peine de prison édictée par l'article 334. Nous avons vu que, dans sa première phase, la jurisprudence avait suivi assez fidèlement cette opinion :

Elle s'appuie sur la rédaction littérale de l'art. 334 : le mot *quiconque* commençant l'article 334 donnerait au texte un caractère général et s'opposerait à toute distinction. D'autre part, le but de la loi étant de protéger la jeunesse contre la corruption qui la déprave et l'épuise, il n'y aurait, pour la satisfaire pleinement, aucune bonne raison de distinguer entre la séduction personnelle et la séduction qui opère pour le compte d'autrui.

Cette opinion est aujourd'hui à peu près unanimement abandonnée. Nous réfuterons plus loin l'argument tiré du texte de l'article 334. D'ailleurs, tous les auteurs s'accordent à reconnaître l'inconvénient qu'il y aurait à livrer à « des inquisitions aussi tracassières qu'odieuses » la vie privée des individus. La pureté des mœurs que l'on veut sauvegarder n'aurait, au contraire, qu'à souffrir de ces petits scandales dévoilés à la malignité publique. Laissons dans le domaine des principes moraux ou religieux avec la seule sanction de la conscience

(1) Blanche, *op. cit.* tome v, n° 142 et s. — Faustin-Hélie, dans *Rev. crit.* (1860, p. 481).

humaine ou des justices ultra terrestres tous ces faits naturels ou non de séduction.

La loi pénale n'a jamais érigé en délit l'acte sexuel accompli en dehors du mariage, même avec des mineurs; ce n'est pas incidemment par le texte de l'article 334, sans aucune mention dans les travaux préparatoires, que le législateur de 1810 aurait franchi ce pas dangereux.

D'un autre côté, cette simple conjonction sexuelle avec un mineur équivaldrait en tous points à un attentat à la pudeur sans violence; or, la loi pénale (art. 331) ne le punit qu'autant qu'il s'exerce sur un mineur de 13 ans. Si le législateur n'avait pas eu l'intention d'ignorer ces actes commis sur une personne âgée de plus de 13 ans et de moins de 21 ans, il l'aurait édicté dans l'article 331 en portant à 21 ans l'âge jusqu'auquel l'attentat à la pudeur sans violence est punissable.

Ajoutons que ce serait, là, rétablir sous des vocables différents les anciens crimes de rapt et de stupre. Ils ont été effacés de notre système pénal par les lois révolutionnaires d'une façon trop explicite pour donner au législateur de 1810 l'intention de les avoir rétablis *indirectement* par l'article 334 (¹).

*
* *

b) Nous groupons sous cette lettre un certain nombre de théories dont les solutions sont intermédiaires entre celles préconisées par l'opinion extensive de M. Blanche et l'opinion restrictive aux seuls faits de proxénétisme. Ces solutions sont à peu près identiques

(¹ En ce sens, Chauveau et Faustin (iv, 1529). — Garçon: C. pén. an. — Garraud, *op. cit.*, v. p. 530. — Layrac, thèse citée, p. 71.

à celles admises par la jurisprudence actuelle, nous avons dit plus haut ce que nous pensions de leurs conséquences pratiques. Bornons-nous à les examiner au seul point de vue des principes juridiques.

* * *

D'après M. Garraud (V. 525), l'article 334, alinéa 1°, englobe deux catégories de personnes.

a) L'intermédiaire qui, moyennant un gain ou sans pensée de lucre, a favorisé ou facilité la débauche (peu importe qu'il ait ou n'ait pas eu en vue la satisfaction de ses passions personnelles);

b) L'individu qui, d'une façon quelconque, a excité à la corruption et d'après lui c'est exciter à la débauche que d'éveiller les passions.

Il n'excepte que la séduction personnelle et directe et encore à la condition qu'elle ne tende pas à des rapports *antinaturels* avec les mineurs.

Après avoir longuement refuté le premier système, cet auteur arrive, quoique avec une légère restriction, aux mêmes solutions. La presque totalité des objections soulevées par M. Garraud contre l'opinion de M. Blanche se redressent contre la sienne. Il invoque le même argument, la généralité des termes de l'article 334. Lorsqu'on lui objecte les travaux préparatoires, M. Garraud en arrive à écrire ceci:

« *Alors même qu'il serait démontré que la pensée du législateur ne s'est pas arrêtée à cette classe d'individus qui excitent la corruption sans autre mobile que celui du vice, il suffit qu'il ne les ait pas exclus de ses prévisions pour les comprendre dans le système de ré-*

pression qui a pour but de défendre la jeunesse contre la corruption qui la déprave et l'épuise et qui tarit dans sa source les forces vives du pays. »

Nous nous inclinons devant la noble pensée morale et patriotique qui clôt cette citation, mais nous nous étonnons de trouver une pareille objection sous la plume de M. Garraud. Depuis quand suffit-il, en droit pénal, de ne pas exclure formellement quelque chose pour qu'il soit répréhensible? et ce vieux principe qui est à la base de notre science pénale: « *Nulla pœna sine lege* », qu'en fait-on! Il est impossible en droit pénal d'interpréter un texte par analogie, à plus forte raison de suppléer à la loi déficiente.

MM. Chauveau et Faustin (IV 1529) partent d'un principe différent, ils s'élèvent contre la doctrine de M. Garraud. L'article 334 ne s'applique d'après eux qu'à ceux qui ont joué le rôle d'intermédiaire, mais ils sont si larges sur cette idée de l'entremise qu'ils aboutissent à des solutions identiques; il suffit, disent-ils en substance, de rendre les mineurs témoins d'actes de débauche pour être vis-à-vis d'eux un véritable intermédiaire d'excitation corruptrice. Nous avons dit déjà et nous répétons qu'à notre sens, un intermédiaire suppose deux parties ayant une existence réelle, dont il excite ou favorise le rapprochement. C'est une pure fantaisie que de considérer comme deuxième partie le tiers à venir éventuellement.

* * *

M. Layrac, dans sa thèse remarquable sur l'excitation à la débauche s'acharne à réfuter toutes les opinions précédentes. Après un détour assez long, il aboutit

à des conclusions semblables. Pour lui « l'article 334, tel qu'il avait été conçu par le législateur de 1810 visait l'infâme métier de proxénète », mais le rejet du projet de loi de 1863, tendant à compléter l'article 334 par l'expression « en vue de satisfaire les passions d'autrui » aurait bouleversé tout cela et M. Layrac écrit :

« Le corps législatif a jugé plus simple de consacrer implicitement la théorie de la Cour de Cassation (phase actuelle) en repoussant l'amendement qu'on lui proposait. Ainsi, à partir de 1863, sans avoir *subi aucune modification* dans sa teneur, l'article 334 n'en avait pas moins changé de sens par la volonté tacite mais certaine du législateur. »

Et ceci fait, M. Layrac se rallie pleinement aux opinions de la jurisprudence.

Nous nous étonnons d'entendre M. Layrac tenir pareil jugement, quand deux pages plus haut il s'indignait de l'argument par lequel M. Garraud prétendait qu'il suffisait de ne pas exclure formellement pour punir.

M. Layrac écrivait en effet ceci, que nous nous bornerons à transcrire pour réfuter son raisonnement :

« Nous ne croyons pas qu'en matière criminelle l'interprète puisse suppléer la loi ou l'entendre par analogie d'un cas prévu à un cas non prévu par elle. Un texte nous paraît-il douteux ? reportons-nous aux travaux préparatoires. » (Layrac, *op. cit.*, p. 76, *in fine*.)

D'autre part, cette opération charlatanesque par laquelle un texte change de sens sans changer de teneur ne nous satisfait pas. Piètre législateur, le rédacteur

d'un texte de loi dont les termes se prêteraient, d'une année à l'autre, à un aussi brusque changement dans le sens.

* * *

c) S'appuyant sur trois idées différentes, ces trois opinions qui insistent discrètement sur le caractère intermédiaire de leurs solutions pour nous faire penser au précepte « *in medio stat veritas* » en arrivent, après s'être mutuellement réfutées à accepter les mêmes solutions (qui sont celles, d'ailleurs, de la jurisprudence).

Nous ne pouvons nous y rallier.

Pour nous, l'article 334 vise exclusivement les proxénètes de profession; la loi laisse impunis tous ceux qui, soit comme auteurs principaux, soit comme intermédiaires, ont agi dans le seul but de satisfaire leurs passions ⁽¹⁾.

Les *précédents historiques* sont en ce sens (V. Garraud, Chauveau et Faustin, Garcon, *loc. cit.* Réquisitoire de Dupin sous S. 38. 1. 566). C'est à ce honteux commerce que le droit romain et l'ancien droit avaient restreint leurs prévisions. Sans doute la séduction était incriminée dans certaines circonstances spéciales, mais nous avons insisté sur ce point et nous jugeons inutile d'y revenir, ces délits étaient distincts du délit de proxénétisme.

Nous avons vu aussi que la loi des 19-22 juillet 1791 dont les termes sont passés en partie dans l'article 334 et commentés dans le message du 17 nivôse, an ix, rela-

(¹) En ce sens: Goguillot, thèse pour le doctorat: *Lois protectrices de l'enfance*, p. 71. — Le Noble, thèse, *Traité des Blanchés*, p. 25.

tif aux filles publiques, visait exclusivement les proxénètes.

D'ailleurs, lorsqu'un texte est confus, il faut pour en percer *l'esprit* se reporter aux travaux préparatoires. Le rapport déjà cité de M. Monseignat au Corps législatif, rapport devenu le commentaire officiel de la loi, est très net à ce sujet. L'exposé des motifs de M. Faivre ne l'est pas moins: « Le Code prononce des peines de police correctionnelle contre les personnes convaincues d'avoir débauché et corrompu la jeunesse. *Il est en ce point conforme aux anciennes lois* »:

Lors de la consultation des tribunaux sur le projet du Code Pénal, six tribunaux s'occupèrent de la question (Doubs, Haute-Garonne, Pyrénées-Orientales, Seine-et-Oise, Indre-et-Loire, Jemmapes). Ils disaient: « L'article 334 a seulement en vue les proxénètes coupables d'avoir corrompu les mœurs des jeunes gens en leur facilitant les moyens de se livrer à la débauche. »

« Sans doute le mot « quiconque » par lequel débute l'article 334 indique bien que tout le monde peut commettre le délit qu'il prévoit, mais le seul délit prévu est justement le proxénétisme, et l'article 334 doit donc s'entendre comme s'il y avait: « Quiconque se livrera au proxénétisme en excitant, favorisant ou facilitant la débauche ou la corruption... »

De plus, le mot « habituellement », inséré à dessein par le législateur de 1911, évoque l'idée d'un métier, d'une profession. Cette expression s'applique à merveille au proxénète, elle cadre beaucoup moins avec les agissements de celui qui débauche une ou plusieurs jeunes filles dans l'intérêt de ses passions. »

Pour bien comprendre le sens de l'article 334, il faut se garder de l'isoler des autres dispositions qui le précèdent. M^r Morin, plaidant devant les chambres réunies (S. 50. 1. 660), disait: « L'article 334 est confondu avec d'autres sous la rubrique *Attentats aux Mœurs*. Les premiers articles ne prévoient que les actes personnels et directs d'impudicité, tandis que l'article 334 s'applique au courtage ou proxénétisme.

« Sur les actes personnels et directs d'impudicité, la loi prévoit spécialement l'outrage *public* à la pudeur, dans lequel la publicité fait le délit, l'attentat à la pudeur avec *violence*, l'attentat à la pudeur sans violence, quand le jeune âge fait supposer une violence morale. Ajoutez le viol, les dispositions sur l'adultère et celles sur l'enlèvement de mineurs, et vous aurez une classification complète des faits de séduction ou libertinage qu'a voulu prévoir le Code Pénal. Vient l'article 334 qui n'a voulu viser que le trafic du proxénétisme. »

D'ailleurs, ainsi que l'a constaté la jurisprudence (S. 40. 2. 93), « il est de principe indiscutable que les lois doivent être entendues à la lettre; que, dans les matières criminelles, le juge choisit le parti le plus doux si la loi est obscure et insuffisante, et qu'il absout l'accusé si la loi se tait, qu'ainsi la loi pénale ne peut jamais être suppléée par le juge, ni appliquée qu'aux cas formellement prévus et déterminés par elle et jamais par induction ni analogie, en sorte que tout fait, quelque immoral qu'il soit ou paraisse être, ne peut être puni que s'il est qualifié infraction par la loi ».

C'est là une règle tellement élémentaire qu'il nous paraît superflu d'insister.

Il résulte donc nettement des précédents histori-

ques de l'esprit dans lequel a été conçu et doit être interprété l'article 334, alinéa 1°, que ce texte s'applique seulement aux intermédiaires de débauche agissant en vue de satisfaire les passions d'autrui.

Allons plus loin et montrons combien l'interprétation extensive de l'article 334 engendre de solutions bizarres et parfois contraires, lorsqu'on le rapproche d'autres textes du même chapitre.

Mettons d'abord en présence les alinéas 1° et 6 de l'article 334; ce dernier aggrave la peine si ceux qui ont excité, favorisé, facilité les actes de débauche sont les pères, mères, tuteurs ou autres personnes chargées de la surveillance des mineurs. Dans l'esprit du législateur, il ne s'agit pas ici des parents ou gardiens commettant *eux-mêmes* les actes de débauche; ces actes constituent, en effet, l'attentat à la pudeur sans violence, punissable aux termes de l'article 331, alinéa 1°, qu'autant que la victime est mineure de 13 ans. Il ne peut donc s'agir que des seules personnes servant d'intermédiaires pour la perpétration de ces actes. Si les pères et mères sont plus coupables, ce n'est pas parce qu'ils ont médité un inceste, c'est parce qu'ils méconnaissent un devoir plus sacré en se rendant les infâmes agents d'un trafic odieux.

D'autre part, l'article 334, alinéa 6, modifié par la loi de 1903, emploie des termes assez nets: « Si les délits ci-dessus ont été *excités, favorisés ou facilités...* »

Cela ne veut-il pas dire: exciter, favoriser, faciliter les *délits commis par d'autres*. Or, les termes employés par l'article 334, alinéa 6, sont la reproduction littérale de ceux utilisés par l'article 334, alinéa 1°, il est indéniable qu'ils doivent avoir la même portée dans les deux

textes et qu'au point de vue des éléments constitutifs il faut assimiler complètement les deux délits.

Si ces deux articles ne s'appliquaient pas exclusivement aux proxénètes, on arriverait à ce résultat singulièrement ridicule :

Deux articles viseraient sous des noms différents les faits de débauche commis par des parents sur leurs enfants, d'une part l'article 334, alinéa 6, d'autre part l'article 331, alinéa 2. C'est déjà assez drôle. Maintenant, voilà qui est mieux : ces faits commis *habituellement* tomberaient sous le coup de l'article 334, alinéa 1°, et seraient punissables de prison alors que les mêmes faits commis *une seule fois*, justiciables par conséquent de l'article 331, alinéa 2, encourageraient la réclusion ! Bizarre échelle des peines où l'habitude jouerait le rôle des circonstances atténuantes.

Autre chose encore. Le simple attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence une seule fois sur la personne d'un enfant de moins de 13 ans serait puni de la réclusion, tandis que, selon l'article 334, corrompre ce même enfant, le souiller, se livrer sur sa personne aux derniers excès de la débauche ne serait pas même un délit parce qu'un seul acte ne constituerait pas l'habitude.

N'est-il pas logique d'exclure du champ d'application de l'article 334 ceux qui, intermédiaires ou corrupteurs directs, ont eu seulement en vue la satisfaction de leurs passions personnelles. Nous ne pouvons, pour le démontrer, faire œuvre de plus d'impartialité qu'en reproduisant les lignes suivantes de MM. Chauveau et Faustin (*op. cit.* n° 1539), dont l'opinion est cependant bien parente des solutions jurisprudentielles :

« Comment, en effet, assimiler l'action d'un homme qui, entraîné par la passion, séduit et corrompt une fille mineure avec l'action du mercenaire qui se rend l'intermédiaire de la corruption et fait métier de colporter à prix d'argent des propositions honteuses et de livrer ses victimes à la prostitution. La passion a des limites que la corruption ne connaît pas et la loi n'atteint pas tout ce que réprouve la morale. Comment définir la séduction et la distinguer d'une forme de spéculation dont elle couvrirait le manège. Si l'un séduit, c'est pour lui-même, il est entraîné par ses passions; l'autre n'a point de passion: il corrompt pour de l'or, le premier est un être immoral, l'autre est un être infâme; le premier n'est qu'accidentellement débauché, le second fait plus, il excite les désirs du corrupteur, il flatte les passions honteuses dont il vit. On a dit que le dommage est le même dans les deux cas: Est-ce que le dommage est le seul élément de la criminalité des actions? »

Une même disposition ne saurait punir deux faits de gravités aussi diverses, d'une part, celui de corrompre par métier et souvent à prix d'argent pour satisfaire les passions d'autrui, d'autre part celui de séduire pour la satisfaction de ses propres passions.

Pour toutes ces raisons et d'autres d'ordre plus moral que nous avons exposées dans nos idées générales, il nous est impossible d'étendre l'article 334, alinéa 1°, au delà des proxénètes. *Cet article s'applique donc, à notre avis, à tous ceux qui, moyennant un gain, ou, cas plus rare, sans aucune pensée de lucre, ont servi d'intermédiaires de débauche, sans avoir en vue la satisfaction de leur propre passion.*

Cette conception est reproduite dans les Codes pé-

naux de Belgique (art. 379), d'Espagne (459), des Pays-Bas (250), d'Italie (345), d'Allemagne (180), de Hongrie (art 247).

Elle a eu pendant une vingtaine d'années les faveurs de la Cour de Cassation, elle évite les distinctions arbitraires et subtiles dans lesquelles la jurisprudence s'enlise depuis 1860.

Elle délimite nettement les domaines voisins du droit et de la morale, estimant qu'un fait n'est pas pénalement répressif parce qu'il est immoral. Elle nous paraît indispensable pour mettre à l'abri des investigations policières le coin secret de la vie intime. Elle estime qu'il y a plus de moralité à laisser à la seule sanction de la conscience humaine certains faits d'ordre privé, désapprouvés par la morale, qu'à les étaler complaisamment dans le plein jour des audiences publiques.

B. — FAITS CONSTITUTIFS DU DÉLIT PRÉVU
PAR L'ARTICLE 334 ALINÉA 1^{er}

Cet article emploie l'expression « exciter, favoriser ou faciliter habituellement la débauche ou la corruption ».

Laissons de côté le mot « habituellement », il exige une condition particulière à l'examen de laquelle nous arriverons tout à l'heure.

Signalons, sans y insister, l'opinion de certains auteurs d'après lesquels il faudrait pour rentrer dans les termes de l'article 334, s'être rendu coupable de faits rentrant à la fois dans les trois expressions: exciter, favoriser, faciliter. La façon dont est rédigé l'article 334,

alinéa 1°, nous semble exclure une pareille interprétation.

D'après l'opinion courante, en Doctrine et en Jurisprudence, il suffit que l'inculpé ait, soit excité, soit facilité, soit favorisé la débauche ou la corruption ⁽¹⁾.

Rappelons une fois pour toutes que la restriction que nous faisons de l'article 334 aux seuls faits de proxénétisme nous empêche d'accepter un certain nombre des solutions suivantes.

La Jurisprudence et les auteurs ont fait rendre à ces trois verbes: exciter, favoriser, faciliter, tout ce qu'ils pouvaient fournir. Ils se sont rendus compte que seule l'expression « exciter » pouvait s'appliquer aux individus qui ne sont pas des proxénètes. Ils ont dit alors, d'une façon singulièrement arbitraire, qu'il y avait deux choses dans cet alinéa.

a) Le fait d'*exciter à la corruption* pouvant s'appliquer aussi bien aux séducteurs et corrupteurs qu'aux proxénètes;

b) Le fait de *favoriser ou faciliter* la débauche ou la corruption visant exclusivement les actes des proxénètes.

Remarquons tout d'abord combien le champ d'application de cet article a été restreint par la loi de 1903. Les faits d'embauchage, d'entraînement ou de détournement de mineurs prévus par le nouvel alinéa 2 ont aussi pour résultat d'exciter, de faciliter ou de favoriser la dé-

(1) En ce sens : Cass. ch. réunies, arrêt du 26 juin 1838 (D. 38.1.338). — Garraud, *op. cit.*, v. n° 2126. — Blanche, *op. cit.*, n° 148.

bauche ou la corruption. Un intérêt pratique très grand préside au cataloguage très net du fait incriminé dans le premier ou dans le deuxième alinéa. Tombe-t-il sous les termes plus restrictifs de l'alinéa 2, un seul d'entre eux est punissable sans exiger sa répétition. Est-il seulement du domaine de l'article 1, un fait unique n'est pas punissable, l'habitude est nécessaire pour donner lieu à répression.

A) *Excitation à la corruption.* — La Jurisprudence admet la possibilité de trois modes d'excitation.

L'excitation par paroles résultera de conseils répétés et persistants, d'exhortations au vice, c'est ainsi que la Cour de Cassation a condamné la femme Marinetti pour avoir proposé à un homme de prendre sa fille mineure comme concubine (Daloz, 81, 1, 91), et aussi la mère qui, par de continuelles obsessions, vainct la répugnance de sa fille et la détermine à vivre maritalement avec un homme.

Les auteurs ont garde de donner le même caractère délictuel aux propos simplement obscènes, mais la limite à établir entre les paroles délictuelles et celles qui ne le sont pas est assez ondoyante. La Jurisprudence placée en face de difficiles cas d'espèce semble avoir retenu comme éléments constitutifs de l'article 334 des récits pornographiques, des descriptions licencieuses, mais ces paroles ayant toujours été complétées, dans les cas d'espèce où elle a statué, par des actes matériels, il est impossible de dire si la jurisprudence les retenait seulement à titre d'appoint ou comme suffisant à eux seuls pour caractériser le délit.

MM. Chauveau et Hélie ont, à ce sujet, une opinion

beaucoup plus étroite encore que la majorité des auteurs. D'après eux, l'article 334 n'atteindrait pas les conseils, la provocation, la prédication même de l'immoralité. Il faudrait, pour l'application de ce texte, que la personne fût souillée.

Il est en tout cas certain que les tribunaux ne doivent pas voir une excitation à la débauche dans les actes et paroles qui tendraient uniquement à procurer à leur auteur des rapports charnels avec le mineur. La Jurisprudence qui, à juste titre, ferme les yeux sur les faits de séduction naturelle et directe ne saurait incriminer les paroles qui auraient en vue de déterminer le mineur.

Que décide-t-on aujourd'hui sur le fait d'exposer des *gravures licencieuses* aux yeux d'un mineur ou de les lui vendre? Avant la loi du 16 mars 1898, on estimait qu'il y avait excitation de mineurs à la débauche; on exigeait, toutefois, que l'intention de celui qui a distribué ou vendu ces gravures fût bien d'exciter à la débauche par ce procédé, soit dans l'intérêt des passions d'autrui, soit même dans l'intérêt de ses passions propres. En ce sens, il avait été jugé que la vente à plusieurs reprises et en grand nombre de dessins impudiques, faite à des mineurs, constitue le délit qui nous occupe (Angers, 27 oct. 71. S. 71. 2. 296).

Depuis 1898, la question ne se pose plus, la loi du 16 mars a fait un délit spécial de ces actes coupables, l'article 1, alinéa 4, dit qu'il y a outrage aux bonnes mœurs dans « la vente ou l'offre, même non publique, à un mineur des écrits (obscènes ou contraires aux bonnes mœurs), imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets ou images ».

Ce point est donc actuellement hors de notre sujet.

Enfin, l'on fait aujourd'hui une application courante de l'article 334 aux *actes obscènes*, subis ou vus par des mineurs de 21 ans. Nous en avons vu quelques exemples en étudiant la portée de cet article 334, nous savons qu'aujourd'hui la Jurisprudence en est arrivée à incriminer les actes de débauche commis en présence de plusieurs mineurs et même, bien qu'étant des actes de séduction directe, les pratiques de lubricité commises isolément avec un mineur.

Le moment nous semble venu de nous demander si l'exemption dont bénéficient les actes de séduction personnelle couvre les rapports antinaturels tentés ou consommés avec un mineur.

Une opinion assez répandue fait rentrer dans les actes d'excitation à la corruption et par conséquent rend passibles des peines édictées par l'article 334, alinéa 1°, ces relations anormales. M. Garraud (*op. cit*, n° 2123) écrit en effet ceci :

« Peut-on dire qu'il y a simplement séduction personnelle dans des actes de pédérastie habituelle commis avec des mineurs?... Il nous semble difficile de ne pas voir dans de pareils actes une excitation caractérisée à la corruption. N'est-ce pas fournir un instrument de débauche que de chercher sa propre satisfaction dans des rapports antinaturels et réciproques, un moyen de corruption, un procédé pour exciter l'imagination et les sens des jeunes gens qui deviennent, tout à la fois, les agents et les victimes de pareilles manœuvres ⁽¹⁾. »

Un arrêt de la Cour d'appel de Bourges a statué en

(1) En ce sens : Docteur Emile Laurent : *Le criminel au point de vue anthropologique, psychologique et social* (Paris 1908, p. 35).

ce sens dans une affaire où des rapports contre nature avaient eu lieu entre un individu et un mineur : « Attendu que dans ce cas l'immoralité de l'acte contre nature qui a perverti la pensée et la conscience du mineur est compliqué d'un élément étranger à la passion naturelle d'un sexe pour l'autre et aux mouvements physiologiques de l'être humain, et que cet acte n'a rien de commun avec la satisfaction de la passion naturelle, laquelle échappe à l'article 334 ; qu'en effet, les actes contre nature, lorsqu'ils sont commis contre des mineurs, sont avant tout des actes de perversion qui ont pour conséquence la dépravation et l'excitation à la débauche de la victime de leur auteur et font de ce dernier un agent de corruption (Bourges, 26-1-05, au S. 05, 2, 129). »

Disons, d'ailleurs, que la Cour de Cassation statuant sur le pourvoi formé par l'inculpé contre l'arrêt de Bourges a répudié cette doctrine et déclaré qu'il importait peu que les actes d'immoralité dont un mineur isolé a été la victime de la part du prévenu consistassent ou non en actes contre nature (Cassat. du 9 mars 1905, au Sirey 05, 1, 304).

Il est évident que l'opinion adoptée par nous sur la restriction de l'article 334 aux seuls faits de proxénétisme nous dicte une solution identique à celle de la Cour Suprême, mais cette raison mise à part, la distinction des actes de séduction naturels ou antinaturels nous paraît intempestive et dangereuse. Si l'on exclut les faits de séduction directe et personnelle, il n'y a aucune bonne raison de distinguer, suivant le caractère, des relations antiphiysiologiques qui ont existé.

b) *Le fait de faciliter ou de favoriser la débauche*

D'après Garraud, il résultera « de tout acte par lequel l'inculpé aura donné soit au corrupteur le moyen d'assouvir ses passions, soit au mineur le moyen de se prostituer ». Cette opinion est aujourd'hui courante en doctrine et en jurisprudence.

Ce texte ne peut viser que les faits du proxénétisme, mais la Jurisprudence se montre tellement large sur l'idée d'entremise qu'il nous est impossible de la suivre dans certaines de ses applications. Nous avons dit, plus haut, ce que nous exigeons pour qu'il y ait entremise, nous y renvoyons.

La Jurisprudence applique quotidiennement l'article 334 aux propriétaires, logeurs, hôteliers qui donnent asile à des filles soumises mineures ou chez lesquels se perpètrent des actes sexuels ou des scènes de débauche, auxquels un mineur figure à titre d'acteur ou de spectateur. Nous avons cité plusieurs arrêts en ce sens.

Elle l'a appliqué aussi :

Au propriétaire d'un café qui a pris à son service des jeunes filles mineures en vue d'en faire des prostituées à la disposition des clients de son café, alors même que les actes de débauche se consommeraient en dehors de l'établissement ⁽¹⁾ ;

Au proxénète qui s'est entremis pour faire admettre des mineurs dans des maisons de débauche publiques ou clandestines ⁽²⁾ ;

⁽¹⁾ Cass. ch. crim., 1886, n° 120. — *Gaz. Trib.* 032^e sem 1, 191.

⁽²⁾ D., 67.5.30. — *Gaz. Pal.*, 1903, 1412. — *Gaz. des Trib.*, 03, 1^{er} sem, n° 289.

« A la maîtresse d'une maison de tolérance dans laquelle ont été admis, même à son insu, de jeunes garçons mineurs, alors même qu'elle invoquerait pour se disculper la cession de son établissement et son approbation par l'autorité administrative, si d'ailleurs l'arrêt attaqué constate « qu'en fait la prévenue ne s'est point dessaisie de la gérance de la maison dans laquelle elle est restée et où elle a conservé toute son autorité et que les mineurs payaient indistinctement le prix de sa débauche, soit à X., soit à la prévenue (Cass. Ch. crim., 4 janvier 1902. D. 02, 1, 528). »

Au mari qui, habitant avec sa femme, la laisse favoriser la débauche de jeunes mineurs et recueille sciemment le bénéfice de ses actes (D. 97, 1, 622).

A l'individu qui, attirant et retenant chez lui des mineurs par les distractions qu'il leur offrait, a, en connaissance de cause, facilité à une personne habitant chez lui des actes de débauche avec ces jeunes gens (D., 97, 1, 269).

Remarquons que l'article 10 de la loi du 1^{er} octobre 1907 qui punit les débitants de boissons qui excitent ou favorisent la débauche, en employant ou recevant habituellement des femmes de débauche pour se livrer à la prostitution dans leur établissement n'a apporté ni modification ni dérogation à l'article 334. Ces deux dispositions prévoient des délits distincts composés d'éléments différents. Il n'y a entre ces textes ni conflit de législation ni concours d'une loi antérieure plus rigoureuse et d'une loi postérieure plus douce. Un même individu peut, à l'occasion des mêmes faits, être convaincu simultanément de l'un et de l'autre de ces délits.

Remarquons aussi que la Jurisprudence s'est toujours désintéressée pour l'existence du délit des suites de l'affaire. Il lui importe peu que le mineur soit resté pur ou que les relations, combinées par l'intermédiaire, n'aient pas lieu. Nous ne pouvons qu'approuver cette façon de voir *qui cadre à merveille avec notre opinion* restreignant l'article 334 aux seuls proxénètes. Le délit se trouve dans le rôle que joue le proxénète, dans les efforts qu'il fait pour corrompre, dans de simples démarches. Peu importe le résultat, peu importe qu'une corruption en soit ou non résultée, peu importe aussi que les mineures soient déjà prostituées (Arrêt de Rennes, du 16-3-35) et corrompues de longue date.

Les solutions passées en revue nous ont montré que la jurisprudence n'exige pas aujourd'hui l'intervention directe et personnelle de l'agent, elle n'en exige pas moins, pour caractériser le délit, une relation immédiate entre les actes reprochés et la corruption, c'est ainsi qu'elle a déclaré l'article 334 inapplicable « à celui qui vend à des mineurs des meubles ou des objets de toilette, parce que la vente de tels objets n'est pas de nature à provoquer des habitudes de désordre (Cour de Rennes, 6 décembre 65, au S. 66, 2, 172).

Mais d'autres arrêts ont posé un principe plus dangereux, déjà un premier arrêt du 1^{er} novembre 1854, incrimine tous les actes ayant pour résultat *d'aplanir* aux mineurs la voie de la débauche, ce principe a été repris dans un arrêt du 4 novembre 1887 et est aujourd'hui courant en jurisprudence (B. crim. 1887, n° 384).

« L'article 334 ne réprime pas seulement le fait d'avoir excité la corruption, mais aussi de l'avoir favorisée ou facilitée. *Il punit aussi tous les actes ayant pour*

but d'aplanir aux mineurs la voie de la débauche. » C'est là une violation évidente du texte, l'article 334 punit ceux qui ont « excité, favorisé ou facilité », un point c'est tout et c'est œuvre de pure imagination que d'ajouter : « Il punit aussi... etc. » A ce point de vue encore, et plus encore que pour les faits de corruption, la jurisprudence exagère. Jusqu'où les Tribunaux n'iront-ils pas le jour où ils extrairont de cette idée toutes les conséquences qu'elle comporte.

Bien des actes, même les plus simples, les plus directs pourront être incriminés. C'est là une idée trop vague, partant trop générale pour que nous puissions l'admettre. Il y a tant d'actes en apparence inoffensifs qui aplanissent la voie de la débauche, et le jour où la jurisprudence, dans un désir de logique, cessera d'appliquer l'expression « aplanir la débauche » aux seuls hôteliers, logeurs et tenancières de maisons de tolérance pour la laisser déborder sur tout le champ d'application qu'elle comporte, les prétoires seront envahis.

II. — HABITUDE

Le mot « habituellement » inséré dans le premier alinéa de l'article 334 constitue une condition particulière du délit qu'il prévoit.

Les auteurs qui appliquent cet article aux corrupteurs déplorent que cette condition soit exigée aussi pour les proxénètes. Ils se rendent compte combien il est excessif d'appliquer le même châtiment dans des conditions identiques à deux individus « dont le niveau social diffère étrangement », d'une part l'individu coupable des

faits odieux que nos anciens auteurs appelaient « maquereillage » et, d'autre part, l'individu coupable de faits de séduction.

Depuis la confection du Code, on a voulu étendre à d'autres personnes qu'aux proxénètes primitivement visés l'application de l'article 334, et de là vient cette disproportion amèrement regrettée par ceux-là même qui approuvent l'extension jurisprudentielle.

La loi étant muette sur les éléments constitutifs de l'habitude, les juges ont, en cette matière, un plein pouvoir d'appréciation.

Il est hors de doute, d'abord, qu'un seul acte d'excitation à la débauche, accompli à l'égard d'un seul mineur, ne saurait constituer l'habitude exigée par la loi (Cass. 10. 3. 48 — D. 48. 5. 17).

Il importerait peu, d'autre part, que deux ou plusieurs mineurs aient été impliqués dans une scène unique de débauche (Bull. crim. 90, n° 42).

Nous pouvons donc poser déjà ce premier principe : le délit ne sera pas constitué par un seul fait unique, isolé, d'excitation à la débauche envers une seule mineure, quelles que soient d'ailleurs la gravité, la nature et les conséquences du fait incriminé.

L'habitude est donc caractérisée par la pratique répétée de certains faits. Quant au point de savoir combien de faits sont nécessaires, il est très difficile de poser une règle fixe. L'habitude peut dépendre des circonstances, livrées à la souveraine appréciation du juge (Blanche n° 153). De nombreux arrêts ont estimé que l'habitude était constituée par la répétition de deux faits et déclaré que deux faits étaient nécessaires et suffisants; c'est là une solution trop rigoureuse. Nous pencherons, pour

notre part, vers l'opinion de la Cour de Douai, qui a décidé qu'on ne saurait, *en principe*, sans violer l'esprit de la loi, considérer comme habituels des faits qui ne se sont produits que deux fois.

Il importerait peu que les divers actes constitutifs de l'habitude se fussent accomplis dans une seule et même journée, il suffit que ces actes soient distincts. Un jugement du tribunal de la Seine avait décidé qu'il était suffisant, pour constituer l'habitude, que deux actes soient distincts l'un de l'autre, c'est-à-dire séparés par un intervalle de temps assez long pour que le second ne puisse être considéré comme étant la continuation du premier. La Cour d'Appel de Paris a annulé ce jugement constatant qu'il n'y a pas habitude si les actes, bien que commis sur différentes personnes et répétés, ont été commis dans le *même local*, dans la *même soirée*, et font une scène *seule et unique* (S. 04. 2. 264). Cette dernière solution de principe nous semble préférable.

Une question assez délicate est celle de savoir si l'habitude sera suffisamment caractérisée lorsque la pré-vention aura relevé des actes d'excitation commis par le même individu à l'égard du même mineur.

Certains auteurs, tirant argument du mot « jeunesse », employé dans l'article 334, ont cru pouvoir exiger la condition de la pluralité des victimes.

Cette opinion ne cadre pas avec l'idée que nous avons de l'habitude, elle est d'ailleurs contraire à l'intention du législateur : les travaux préparatoires nous renseignent sur ce point. Le paragraphe 2, d'après la rédaction du Conseil d'Etat, commençait par ces mots :

« Si la corruption des *jeunes gens* a été excitée » ; la Commission du Corps législatif fit remarquer que cette

expression ne s'appliquait, dans son acception élémentaire, qu'au sexe masculin, le mot « *individu* » fut alors substitué à celui de jeunes gens et, plus tard, sans motif sérieux, l'expression *individu* fut remplacée par le mot *jeunesse* ⁽¹⁾.

L'opinion du rapporteur avait d'ailleurs été très nette en ce sens.

« Nous pensons aussi, disait-il, qu'il y a métier honneux et punissable aussi bien lorsque l'agent a plusieurs fois tiré profit d'un acte de la même nature, à l'égard d'une seule et même personne, que lorsqu'il a trafiqué de plusieurs, et nous disons nettement que l'habitude d'excitation à la débauche résulte aussi bien d'une seule que de la pluralité des victimes. »

Ajoutons d'ailleurs cette remarque terminologique : le mot jeunesse n'est pas le seul qui, dans notre langage, exprime une collectivité d'individus, sans que, cependant, il en résulte que ce mot, dans la prohibition de la loi, implique une pluralité d'individus ; il en est ainsi, par exemple, des mots vieillesse et sexe : manquer d'égard au sexe ou à la vieillesse comprend aussi bien l'outrage envers un seul (avocat général Delapalme sous S. 44. 1. 797).

La jurisprudence de la Cour de Cassation a beaucoup varié sur cette question. Elle a d'abord jugé que « les faits dont la réunion constitue l'habitude doivent être considérés relativement à celui qui en est l'auteur, et non par rapport à ceux qui en ont été l'objet ; qu'il résulte de là que des faits de corruption répétés à diffé-

(1) Loqué, tome 30, p. 455.

rentes époques envers la même personne peuvent caractériser l'excitation habituelle à la débauche » (Cass. Ch. crim., 4 janv. 38 D. 38. 1. 435 et Cass. Ch. crim., 17 janv. 1829 D. 29. 1. 112).

Puis, dans la fameuse affaire Fayet, la Cour Suprême, toutes Chambres réunies, par un arrêt du 20 juin 1836, condamna la doctrine de la Chambre criminelle et déclara que l'habitude, élément constitutif de l'article 334, exigeait deux choses : *a*) la répétition des actes; *b*) la pluralité des victimes (D. 38. 1. 338 et autres arrêts en ce sens au S. 40. 1. 872 et S. 44. 1. 797).

Remarquons que cette jurisprudence restrictive s'était formée à une époque où la Cour de Cassation étendait encore l'article 334 aux faits de séduction personnelle et directe. Elle voulait ainsi, faisant preuve de sévérité sur ce point, limiter les poursuites abusives auxquelles son interprétation exagérée sur le premier point ouvrait la porte. Du jour où, par un brusque revirement, elle restreignit l'application de notre article aux seuls proxénètes, il était logique qu'elle revienne, en ce qui concerne l'habitude, à son premier système. C'est ce qu'elle fit, en effet, par un arrêt du 1^{er} janvier 1850 ⁽¹⁾, elle déclara « que l'habitude peut évidemment résulter soit de faits de corruption répétés à différentes époques envers la même personne, soit des mêmes faits successivement pratiqués envers des personnes différentes ». Depuis cette date, malgré sa nouvelle variation sur la question du champ d'application, la jurisprudence est définitivement fixée en ce sens. Approuvons cette solu-

(1) Au sirey. 50.1.150.

tion imposée par l'idée d'habitude et conforme aux travaux préparatoires (1).

Encore une autre question discutée : Peut-on dire que l'habitude est suffisamment caractérisée par le fait de l'intermédiaire qui, du moment où il a accompli l'acte unique de proxénétisme que lui reproche la prévention, savait que cet acte entraînerait sa victime à en accomplir d'autres ? Prenons comme exemple la mère qui offre à un individu sa fille mineure comme concubine. A cette question, nous répondons sans hésiter négativement; il n'a été commis par la prévenue qu'un seul acte d'excitation à la débauche, par conséquent l'habitude fait défaut. Notre réponse serait toute autre si, après l'accomplissement du premier acte d'excitation à la débauche, l'inculpée manifestait d'une façon quelconque, même tacitement, la persistance de son intention (en touchant par exemple périodiquement un salaire).

La Jurisprudence s'est prononcée maintes fois en ce sens (2). Cependant, un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (3), que nous ne pouvons approuver, a condamné un individu prévenu d'avoir fait admettre une seule jeune fille dans une maison de tolérance.

« Attendu que l'auteur d'un tel placement n'ignore pas que la mineure va se livrer journellement à la débauche..... Que, dès lors, chacun des actes de débauche effectivement commis par la mineure dans cette maison est une conséquence directe de son placement. » Actuel-

(1) Voir des arrêts en ce sens: D. 97, 1, 622. — *Gaz. Pal*, 1903, 1412 et 1903, 2^e sem. 2433.

(2) Cass. ch. crim., S. 65, 1, 198. — Cass. ch. crim. du 13 février 1863, S. 63, 1, 228. — D. 1881, 1, 91 et D. 1902, 1, 207.

(3) *Gaz. des Trib.* 1903, 1^{er} sem. 2280.

lement, le prévenu serait tombé sous le coup du deuxième alinéa de l'article 334 (embauchage en vue de la débauche) sans l'exigence de la condition d'habitude, mais à l'époque où il est passé devant le tribunal de la Seine, la loi de 1903 n'étant pas promulguée, il devait échapper à toute répression, un seul acte de proxénétisme, quelles qu'en soient les conséquences, était insuffisant pour servir de base à une condamnation.

Ajoutons que des faits prescrits au point de vue pénalité peuvent être considérés comme circonstances constitutives de l'habitude (*Journal de Droit* du 18 déc. 1892).

III. — MINORITÉ

C'est là une des conditions essentielles du délit. Le législateur de 1810 n'a voulu protéger que les mineurs de 21 ans. Il a estimé, à juste titre, que l'inexpérience de la jeunesse l'exposait davantage aux rapacités des proxénètes.

La protection s'accorde sans aucune distinction de sexe ou de personnalité. Peu importe la moralité antérieure de la victime, peu importe qu'antérieurement aux faits elle fût déjà foncièrement corrompue. La jurisprudence a appliqué l'article 344 dans de nombreux cas où les victimes étaient des prostituées mineures ⁽¹⁾.

C'est au Ministère public qu'incombe la charge de prouver la minorité des victimes, cette preuve se fait en principe par la production de l'acte de naissance.

(1) Voir en ce sens, parmi tant d'autres, les arrêts déjà cités rapportés au *Dalloz*: 71, 5, 33; 59, 1, 285; 55, 1, 144; 66, 5, 34; 94, 1, 98.

A son défaut, elle pourra être faite par toute preuve écrite ou orale et même par de simples présomptions découlant des débats. « Attendu qu'il appartient aux tribunaux de se décider, en présence de l'instruction et des débats, suivant leur conscience et leur intime conviction. » ⁽¹⁾.

INTENTION DÉLICTEUSE

Tout crime et tout délit ne deviennent punissables qu'autant que l'élément intentionnel vient s'ajouter aux conditions énumérées par la loi.

Les trois conditions d'acte d'excitation à la débauche, d'habitude et de minorité sont insuffisantes pour caractériser le délit prévu par l'article 334. L'élément intentionnel qui doit s'ajouter à celles-ci implique, dans la **mentalité** de l'agent, deux choses : d'une part, *la volonté ou l'intention de corrompre*, d'autre part, *la connaissance de la minorité* (Garraud, V, n° 2129).

Il n'y a pas à rechercher les motifs déterminants de la volonté ou de l'intention, il suffit que cela existe, il n'y a pas à démontrer le caractère particulièrement pervers des actes retenus par la prévention, cet élément résulte de la nature même des faits constitutifs du délit. Cette condition n'a pas besoin d'être affirmée formellement par le juge (Garraud, *loc. cit.* n° 2129, arrêt de Cass. 30 janv. 1902 précité — Cass. 25 2. 18. S. 920 1. 355).

(1) Cass. 5 mars 1863, au D. 67, 5, 29. — Cass., 23 août 55 : S. 55, 1, 847; Cass., 13 fév. 90 : B. crim. n° 292; Cass., 10 février 1900 : S. 02, 1, 111; Cass. 27 oct. 1900 : S. 03, 1, 544; Paris. 29 juin 1904 : S. 04, 2, 264.

Quant au point de savoir si le prévenu connaissait l'état de minorité de sa victime, c'est là une question de fait qui, en principe, échappe au contrôle de la Cour de Cassation. Toutefois, la Cour de Cassation se réserve le droit d'examiner si les faits rapportés souverainement par les tribunaux étaient bien de nature à engendrer une semblable erreur dans l'esprit du prévenu. Elle a plusieurs fois jugé que « si dans certains cas, celui qui a favorisé habituellement la débauche des mineurs peut exciper de ce qu'il a été trompé sur leur âge, cette défense ne serait admissible qu'autant qu'il justifierait d'une erreur dont il ne serait pas responsable (Cass. arrêt du 4. 1. 02) », s'il offrait, par exemple, de prouver que le mineur lui a présenté un faux acte de naissance, mais non pas s'il se contentait d'alléguer que le développement physique du jeune homme ou l'inscription de la jeune fille sur les registres de la police des mœurs ont rendu sa bonne foi évidente.

Il a même été jugé que le fait par la police des mœurs d'autoriser une logeuse à loger des filles soumises mineures ne saurait prévaloir contre la loi et servir de base à une excuse de bonne foi (arrêt précité du 25. 2. 18).

Telles sont les conditions particulières à ce délit d'excitation des mineurs à la débauche, leur existence doit être constatée implicitement dans les considérants de la décision, ou tout au moins résulter des termes employés.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne l'habitude, la preuve de la réitération des actes découle nécessairement de ce que l'arrêt attaqué déclare que la prévenue a *notamment* mis en rapport les mineurs avec certaines personnes.

Elle découlerait aussi des termes d'un arrêt consta-

tant que le tenancier d'une maison de tolérance a reçu dans son établissement *plusieurs* filles mineures qui s'y sont livrées à la prostitution (Cass. 29 juin 1912 — B. crim., n° 362).

Ou de ce que le prévenu a, pendant la nuit, conduit une mineure sur la voie publique (Cass. 24 févr. 1910 — B. crim. civ. 97).

Toutefois, il n'est pas nécessaire d'indiquer dans le jugement que le prévenu connaissait l'état de minorité des victimes qu'il a corrompues, les juges, en le déclarant coupable, indiquent suffisamment qu'il a agi avec intention criminelle et qu'il connaissait l'état de minorité des victimes (même arrêt).

TITRE II

Délit d'embauchage des mineures en vue de la débauche

(334 AL. 2)

Le délit examiné dans notre Titre I n'était constitué que si les victimes des agissements répréhensibles étaient des mineurs de 21 ans. Le délit d'embauchage en vue de la débauche existe, au contraire, indépendamment de l'âge des femmes objets du trafic; cependant, les conditions requises sont différentes suivant qu'il s'agit de mineures ou de majeures de 21 ans. Alors qu'en effet tout trafic de mineures, *consentantes ou non*, est puni, la traite des majeures ne tombe sous le coup de la loi pénale que s'il y a eu emploi de fraude, violences, menaces, abus d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte.

Nous avons, dans notre partie historique, examiné l'extension rapide et troublante de ces faits, connus depuis longtemps sous le vocable, significatif mais incomplet, de traite des Blanches, auxquels les tout derniers congrès et la loi de 1922 ont substitué le qualificatif de traite des femmes et des enfants.

Ce délit est prévu depuis 1903 par les alinéas 2 et 3 de l'article 334. Ces dispositions reproduisent à peu près les termes des articles 1 et 2 du projet de convention adopté par la Conférence de Paris. Cette reproduction a été volontaire de la part du législateur. Elle a répondu à son désir très cher de mettre notre législation en rapport sur cette matière avec celles des pays étrangers qui, ultérieurement à la Conférence, en incorporeraient les dispositions dans leurs Codes nationaux. La similitude des dispositions pénales dans plusieurs pays supprimera ou tout au moins atténuera les conflits résultant de la mise en contact de législations disparates. La répression de ces délits internationaux ne sera efficace qu'autant qu'ils seront définis de la même manière sous toutes les latitudes; il faut éviter qu'un individu prévenu de traite des femmes n'excipe de l'impunité dont il aurait bénéficié dans le pays où le délit a été commis.

De bons esprits ont regretté l'exemption dont bénéficient les faits de traite commis sur des majeures consentantes. Elle est justifiée généralement par cette idée que la femme majeure est libre de sa personne et ne saurait être protégée contre ses propres passions (Garraud, V, n° 2139). Cette raison nous paraît suffisante. Nous ne nous arrêterons pas davantage d'ailleurs sur cette question relative aux femmes majeures, étrangère par conséquent à notre sujet, et nous nous bornerons à examiner les conditions requises pour réprimer pénalement l'individu prévenu d'un fait de traite de femmes mineures.

Une question préalable doit retenir quelques instants notre attention.

Que faut-il entendre par minorité?

CHAPITRE I

Quid de la minorité

L'alinéa 2 de l'article 334 ne donne à ce sujet aucune précision, il est en effet ainsi conçu :

« Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille *mineure* en vue de la débauche. »

Il existe bien des minorités dans notre droit, certains auteurs en ont compté six. En l'absence de toute indication légale, l'unanimité des auteurs s'accorde à convenir qu'il s'agit ici de la minorité civile de droit commun, c'est-à-dire 21 ans. Tel est l'avis exprimé dans le paragraphe B du projet de protocole de clôture de la Conférence de Paris : « Pour la répression des infractions prévues par les articles 1 et 2, l'âge de la majorité devrait être celui qu'établit la loi civile. » Le seul rapprochement de l'alinéa 1 visant expressément la minorité de 21 ans et de l'alinéa 2 suffirait pour dissiper toute hésitation en cette matière. Il n'est pas inutile d'ailleurs de considérer comme ayant besoin de protecteur la jeune fille réputée mineure par la loi civile, incapable, par conséquent, de contracter valablement un engagement pécuniaire.

En admettant que toutes les législations se rallient à cette opinion, une difficulté bien plus grande survit : les majorités civiles varient, en effet, et dans de vastes proportions, d'un pays à l'autre. Notre délit étant fréquemment international, la question se posera de savoir

quelle majorité il faudra appliquer. Prenons un exemple précis : une jeune fille de nationalité suisse, âgée de 20 ans et quelques mois (majeure, par conséquent, d'après sa loi nationale), domiciliée en France, a été embauchée en France et conduite de là en Amérique.

Trois lois peuvent prétendre imposer l'âge de la majorité dont dépendra la poursuite : d'une part, la loi nationale de la victime, en second lieu, la loi de son domicile, enfin la loi du lieu où les poursuites sont exercées. Ces trois majorités ont leurs partisans acharnés.

Volontairement, la Conférence de Paris s'était abstenue de prendre parti, le rapport de la Commission de rédaction disait, en effet, après avoir exposé le problème : « *Il ne nous appartient pas de trancher ces difficultés.* »

Nous avons vu qu'au contraire la Conférence de Paris de 1910 s'était longuement et vainement arrêtée sur ce point : elle s'est bornée à décider que l'âge minimum de protection serait de 20 ans, liberté absolue étant laissée à chaque législation pour le déterminer dans cette limite, suivant les nécessités de la répression. Le problème reste donc entier.

Pour notre part, nous appliquerons en cette matière la loi nationale de la victime. C'est le seul système logique avec l'idée qui a inspiré l'adoption de la majorité en matière de traite. M. Renault nous dit, en effet, dans son rapport au nom de la Commission de rédaction (Livre Jaune, p. 182) : « La fille qui est considérée comme mineure et, par suite, incapable de contracter un engagement pécuniaire valable, doit assez naturellement être considérée comme ayant besoin de protection vis-à-vis d'un acte par lequel elle dispose de sa personne. » Cette solution est donc basée sur l'idée du déve-

loppement moral intellectuel et aussi physique de la victime. Or, ce développement dépend des pays et des climats. L'opinion à laquelle nous nous rallions a l'immense avantage de tenir compte des considérations climatiques ou autres qui ont poussé un pays à avancer ou reculer l'âge auquel il estime complet l'épanouissement de ses indigènes.

Il nous semble superflu de faire remarquer que la jeune Esquimaude de 16 ans, pubère souvent vers 18 ou 19 ans seulement, doit être mise en garde contre des faits d'embauchage en vue de la débauche d'une façon plus complète que la jeune fille des Indes Anglaises de même âge, pubère depuis l'âge de 9 ou 10 ans. Il est donc juste de s'en rapporter à la loi du pays auquel appartient la victime pour y trouver le critère de cette présomption du développement intellectuel et physique suffisant (en ce sens Layrac, *op. cit.*, 114. Appleton, *op. cit.*, n° 147). Cette thèse sera en défaut lorsque la victime sera « heimatlos » : l'idée qui nous a fait préférer la loi nationale nous tirera de ce mauvais pas; on appliquera la loi permettant d'apprécier au mieux la maturité physique et intellectuelle de la jeune fille, par conséquent la loi du domicile.

Cependant, l'éminent professeur Louis Renault adopte une opinion différente (*op. cit.*, p. 17). Pour lui, il faudrait s'attacher à la loi du lieu où l'infraction a été commise; ce serait une conséquence logique de la règle « *locus regit actum* ». Il écrit, en effet, ceci : « Pour un fait commis en France, les éléments de l'infraction doivent être recherchés exclusivement d'après la loi française, nous protégeons contre des faits délictueux toutes celles que nous considérons comme mineures, sans tenir

compte de leur nationalité, tel est, du moins, le principe que je regarde comme seul admissible en l'absence de texte. »

Il paraît audacieux de s'élever contre une solution donnée par M. Renault : le rôle joué par lui aux divers congrès relatifs à la traite des femmes a conféré à ses avis la valeur de commentaires presque officiels des travaux. D'autant plus que cette opinion est aussi préconisée par M. Garraud (*op. cit.*, n° 2133. Matter, *loc. cit.*, p. 279. Garçon, n° 142).

Remarquons cependant que cette interprétation a l'inconvénient de créer pour les trafiquants des zones de moindre risque, à savoir les pays où la majorité est la plus élevée; la répression, variant suivant le pays où le délinquant se sera fait pincer, deviendra une question de pur hasard.

L'examen approfondi de ces questions nous entraînerait hors de notre domaine, nous renvoyons à l'article de M. Louis Renault sus-rappelé, à celui de M. Matter, dans les *Lois nouvelles* (année 1902), intitulé « Le trafic de la débauche au point de vue international », et à la thèse de M. Maurice Bernard : « Des conflits de souveraineté en matière pénale. ».

Sur la question de la preuve de la minorité, nous n'avons rien de particulier à dire, elle sera faite, conformément au droit commun, soit par la présentation de l'acte de naissance de la victime, soit par tout autre moyen de nature à entraîner la conviction des juges.

CHAPITRE II

Conditions de la répression

Quatre conditions sont requises pour qu'un fait de traite, dont la victime est une femme ou fille mineure, tombe sous le coup de la loi pénale :

- 1° Satisfaction des passions d'autrui;
- 2° Fait d'embaucher, entraîner ou détourner;
- 3° But de débauche;
- 4° Sexe féminin de la victime.

§ 1. — SATISFACTION DES PASSIONS D'AUTRUI

L'alinéa 2 de l'article 334 est sur ce point beaucoup plus précis que l'alinéa 1°. Alors que le silence de ce dernier a permis à la jurisprudence de l'étendre à tout corrupteur ayant ou non en vue la satisfaction de ses passions personnelles, les termes de l'alinéa 2 restreignent son application aux faits d'embauchage en vue de satisfaire les passions d'autrui. L'intermédiaire, le trafiquant, est donc seul atteint. Le débauché qui a eu recours à ses services pourra être poursuivi comme complice dans les conditions dont nous aurons à parler plus loin, lorsque sa participation au délit aura été faite par l'un des modes de l'article 60 du Code Pénal.

Il est évident que le proxénète ne pourrait échapper à la répression parce qu'il serait devenu l'amant de la femme entraînée, embauchée ou détournée. Ce cumul de rôles ne fait pas obstacle à sa culpabilité primordiale.

§ 2. --- FAIT D'EMBAUCHER, ENTRAINER, DÉTOURNER

« Quiconque aura embauché, entraîné ou détourné... », dit notre texte.

Par ces expressions voisines, le législateur a voulu prévoir un certain nombre de faits dont le plus fréquent est celui d'embauchage.

M. Ferdinand Dreyfus, rapporteur de la Commission législative à la Conférence de Paris, a défini ces trois mots en ces termes: « Embaucher, c'est attirer la femme ou la fille vers la prostitution, l'entraîner, c'est l'emmener avec ou après soi, la détourner, c'est l'enlever illicitement à son milieu. » Ces définitions nous semblent trop larges, nous devons avoir surtout en vue, pour les interpréter, plutôt que leur sens économique ou juridique, le but du législateur qui est de punir tous les actes des proxénètes qui racolent des femmes pour les maisons de débauche. (Garraud, *op. cit.*)

L'embauchage consistera en tout accord intervenu entre une mineure et un proxénète en vue de la livrer à la débauche. Cette expression a été expliquée lors des travaux préparatoires de la conférence de 1902 par une comparaison avec le contrat de travail ⁽¹⁾.

Le délit est caractérisé dès que la femme a été engagée; peu importe qu'elle se soit rendue par une dé-

(1) En séance plénière, M. Dreyfus disait : « Embaucher, consiste à aller chercher ou à recevoir l'ouvrier, à lui proposer un travail. Embaucher une femme, c'est aller la trouver pour lui proposer un accord et obtenir d'elle son consentement. Le délit commence dès qu'il y a accord... Le délit nous a paru exister dès qu'il y a entente entre l'embaucheur et la malheureuse, objet du trafic (Livre Jaune, p. 112).

marche personnelle chez l'intermédiaire ou que ce fût l'intermédiaire qui se soit rendu chez elle, peu importe aussi que les actes de débauche, en vue desquels l'accord a été passé, aient été ou non consommés.

L'expression d'embauchage aurait suffi dans bien des cas à viser le délit de traite des Blanches, cependant, étant donné la complexité des faits et la répartition abondante des rôles où les uns racolent et recrutent, les autres expédient, conduisent, accompagnent, l'adjonction des mots « entraîner et détourner » n'a pas été superflue. L'embauchage pratiqué par exemple dans un pays où la traite n'est pas réprimée, aurait conféré l'impunité au trafiquant alors même que l'embarquement aurait eu lieu en France.

L'entraînement ou le *détournement* prévoient les manœuvres ayant pour but d'enlever les femmes des milieux où elles vivent « dès l'instant, dit un arrêt antérieur à la loi punissant la tentative, que les filles mineures ont été éloignées de leurs familles et de leur résidence habituelle et soustraites à leur milieu et à leur genre de vie », Paris, 12 mars 1913 (D. 1913, 2, 184).

On s'est demandé si l'article 334, deuxième alinéa, ne faisait pas double emploi avec l'article 334 réprimant le délit d'enlèvement de mineurs, même, d'après l'interprétation de la jurisprudence, s'ils ont consenti. Il nous semble utile de rappeler l'idée différente qui sert de base à ces délits. Dans l'article 334, la loi protège l'autorité des parents, il en résulte que cet article s'applique quelles que soient les raisons de l'enlèvement, mais seulement lorsque le mineur a des parents ou tuteurs sous l'autorité effective desquels il est placé. L'article 334,

alinéa 2, protège au contraire la personne débauchée pour elle-même, elle s'applique en conséquence à toutes les mineures sans tenir compte de leur situation de famille (à ce point de vue, il est plus extensif), mais seulement lorsque l'acte a eu en vue de livrer la mineure à la débauche (à ce point de vue il est plus restrictif).

§ 3. — EN VUE DE LA DÉBAUCHE

Le texte ne dit pas ce qu'il faut entendre par débauche.

D'après l'unanimité des auteurs, ce terme serait employé ici dans son sens le plus large, il désignerait donc non seulement les actes de prostitution qui s'accomplissent dans les maisons de tolérance reconnues ou clandestines, mais aussi *tout dérèglement* des mœurs, tout acte de *lubricité* (Voir entre autres Appleton, Garraud et Layrac, *loc. cit.*).

Malgré l'autorité et l'abondance des auteurs qui soutiennent cette opinion, il nous est impossible d'y souscrire. Une telle interprétation aboutit en effet à faire rentrer dans les termes de l'article 334, alinéa 2, tous les faits visés par l'alinéa premier du même article. Cette identité des faits tombant sous les coups des deux alinéas est manifestement contraire aux termes mêmes de la loi. L'alinéa premier punit quiconque aura « excité, etc... *la débauche ou la corruption* ». L'alinéa deux, au contraire, visant des manœuvres différentes (embauchage, entraînement, détournement) emploie l'expression unique « en vue de la *débauche* ». Autre chose est la débauche, autre chose est la corruption. Ce sont deux échelons différents dans l'échelle de la gravité. Seront

des faits de corruption, par conséquent moins graves, les actes de lubricité ou de dérèglement des mœurs, l'alinéa premier les englobe dans sa sphère, l'alinéa 2^e les exclut par son silence intentionnel. Seront des faits de débauche, visés sans aucun doute par l'alinéa 2, les actes de prostitution en quelques lieux qu'ils s'accomplissent. La débauche implique une idée de vénalité et de profession, et voilà pourquoi l'article 334 punit l'intermédiaire de tels actes, alors qu'il n'aurait commis qu'un seul fait d'entremise, sans exiger, par conséquent, la condition d'habitude requise par l'alinéa 1^{er}.

Le but auquel a répondu le législateur en votant la loi de 1903 confirme pleinement notre opinion: les travaux préparatoires de l'alinéa 2, comme d'ailleurs les conférences internationales, ont eu en vue la répression du délit fameux de traite des Blanches consistant à alimenter en prostituées les maisons de débauche.

La preuve de cette condition est souvent très difficile à faire. Nous avons vu dans notre partie historique la façon dont opèrent les trafiquants (voir page 23); ils parlent en général d'une place avantageuse en province ou à l'étranger sans préciser. Lorsque la malheureuse fille arrive à destination, la place, comme par hasard, n'existe plus; seule dans un pays dont souvent elle ignore la langue, où elle ne connaît personne, sa seule ressource est d'aller échouer lamentablement dans quelque maison de tolérance. Comment prouver, dans ces conditions, l'intention délictueuse de l'agent? Il peut soutenir, avec quelque apparence de vérité, qu'il n'a nullement eu en vue la débauche de la jeune mineure. M. Brunot, inspecteur général des services administratifs, avait proposé dans une des séances de la Société des

Prisons « ⁽¹⁾ de considérer en lui-même comme délictueux le fait de dépayser une femme et de la transporter dans un pays où tous ses moyens d'existence et de résistance sont par là même supprimés ».

M. Béranger plaida ardemment le maintien de cette condition sans se dissimuler les difficultés auxquelles sa preuve donnerait souvent lieu : « Il est probable, dit-il, que le passé de l'individu soupçonné, ses mœurs, ses relations, suffiront à prouver quel était son but, l'existence de faux papiers y aidera particulièrement » ⁽²⁾. Ces présomptions et d'autres tirées des circonstances sont en effet suffisantes pour entraîner la conviction du juge, mais il faut se garder d'aller trop loin dans l'interprétation de la mentalité du prévenu. L'affaire suivante vaut d'être rappelée :

Un indigène musulman emploie des manœuvres frauduleuses pour amener une jeune fille mineure du nom de Aïcha à contracter un mariage qu'en l'absence des formes requises il sait être fictif, avec son pupille, Setti-Abd-el-Kader. Le tribunal d'Oran, devant qui l'indigène fut traduit pour détournement en vue de la débauche aux termes de l'article 334, le condamna. Le tribunal, en effet, tenant le mariage pour fictif et envisageant l'hypothèse où Aïcha serait abandonnée par son mari disait que, dans ce cas, cette fille « serait fatalement vouée à une vie de débauche et de dérèglement ». Cette affaire est venue devant la Cour de Cassation. La Chambre criminelle décidant qu'il n'était pas démontré qu'une pareille éventualité (l'abandon d'Aïcha) soit en-

⁽¹⁾ Séance du 19 mars 1902. *Rev. Pén.*, p. 508.

⁽²⁾ *Idem.*, p. 524.

trée dans l'intention du prévenu a cassé le jugement d'Oran (Cass. Ch. criminelle, 3-1-07).

Remarquons, pour en finir avec cette condition, que la réalisation du but poursuivi par l'embaucheur n'est pas nécessaire. Un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de Cassation du 13 juin 1913 (Br. crim. n° 288) décide que le délit est consommé lorsque l'accord est complet entre le prévenu et les filles mineures pour que celles-ci entrent dans une maison de tolérance.

En ce sens aussi, l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 13 mars 1913 (S. 13, 2, 252) constatant « qu'en janvier 1912 les prévenus ont de concert, par un ensemble d'actes concordants, détourné en entraîné de Paris à Villeneuve-le-Roi un groupe de jeunes filles mineures et les ont installées dans une auberge dans l'attente du départ;

« Que leurs faits et gestes étaient surveillés et leur correspondance détournée afin d'assurer leur isolement;

« Que le départ se préparait par des achats de linge, vêtements, etc...

« Que le délit a été entièrement consommé, puisqu'ils ont embauché, entraîné, détourné les filles en les éloignant de leur famille, en les soustrayant à leur milieu et à leur genre de vie.

« Condamne etc.... »

Ce délit peut d'ailleurs être établi et retenu pour différents individus, alors même que les faits incriminés se rattacherait à la même victime. « Attendu que Piernet tend à établir que le délit d'embauchage qui lui est reproché ne peut plus être relevé à sa charge puisqu'il était déjà accompli et consommé par les autres pré-

venus, attendu que le jugement constate que les prévenus ne formaient qu'une seule bande dont l'unique objet était le trafic de la traite des Blanches, que tous ont coopéré aux actes de débauche qui leur sont imputés en y participant à des degrés différents comme co-auteurs » (même arrêt).

§ 4. — SEXE FÉMININ DE LA VICTIME

Le délit d'excitation habituelle des mineurs à la débauche s'applique sans aucune distinction relative au sexe des victimes. L'alinéa 4 de l'article 334 visant la rétention dans une maison de débauche et la contrainte à la prostitution emploie l'expression « toute personne ». Il semble donc, et de bons auteurs l'ont soutenu, qu'il s'applique indifféremment aux hommes et aux femmes. Aucune controverse n'est possible en ce qui concerne l'embauchage en vue de la débauche, l'alinéa 2 est formel: la victime des faits de traite doit être une femme ou une fille.

On comprend les motifs de cette restriction: la loi de 1903 est la suite d'une longue campagne de luttes et d'efforts contre un mal bien défini, le trafic des femmes, on a constaté un danger social, on le frappe pour l'écarter. Mais depuis cette loi un péril nouveau a surgi, des procès assez récents ont révélé l'existence de faits d'embauchage de jeunes garçons. Une disposition pénale est aujourd'hui nécessaire pour réprimer ce trafic nouveau. Il est aisé de l'obtenir: il suffira de supprimer de l'article 334, alinéa 2, la condition de sexe féminin des victimes.

Telles sont les seules conditions exigées pour la répression de la traite des femmes mineures, peu importe que l'entremetteur ait agi ou non avec une pensée de lucre, qu'il y ait ou non habitude, que la femme ait été ou n'ait pas été livrée à la prostitution, que la victime *ait ou non consenti au marché.*

TROISIÈME PARTIE

PÉNALITÉS

La loi de 1903 ne s'est pas bornée à augmenter le nombre des faits délictueux tombant sous l'inculpation d'excitation à la débauche, prise au sens général; elle a renforcé aussi de notable façon les pénalités édictées par l'ancien texte. Avant 1903, en effet, la peine de prison pouvait varier entre six mois et deux ans et l'amende entre 50 et 200 francs. Le nouveau texte est ainsi conçu :

« Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs à cinq mille francs. »

Remarquons que ces pénalités sont communes à tous les délits visés par l'article 334 du Code pénal, elles s'appliquent non seulement aux délits d'excitation et d'embauchage de mineurs qui seuls nous intéressent, mais aussi à l'embauchage des majeures, à la rétention dans une maison de débauche ou à la contrainte à la prostitution d'une femme mineure ou majeure. Nous serons donc bref sur cette question qui n'est pas spéciale à notre sujet.

Deux questions plus intéressantes doivent, préalablement à l'étude des peines, retenir notre attention, d'une part la tentative, d'autre part la complicité.

TENTATIVE (LOI DE 1922)

Aux termes de l'article 3 du Code pénal, les tentatives des délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition pénale. Or, les articles 334 et 335 ne prévoyaient pas la répression des tentatives des délits établis par eux.

Cette lacune présentait peu d'inconvénients en ce qui concerne l'excitation à la débauche. Ce délit étant, en effet, consommé par le seul fait d'avoir excité, favorisé ou facilité la débauche, il n'était pas nécessaire d'établir qu'effectivement les mineurs avaient été corrompus. Mais les dangers étaient beaucoup plus sensibles pour la non répression des tentatives d'embauchage. En raison, en effet, des précautions multiples dont s'entourent les individus qui se livrent habituellement à la Traite des femmes et des enfants pour déjouer les poursuites éventuelles, il est devenu difficile aux officiers de police judiciaire de réunir les éléments constitutifs des délits et par suite d'étayer une inculpation susceptible d'amener les auteurs devant les tribunaux répressifs. Comme le constatait l'exposé des motifs de la loi de 1922 « une disposition législative indiquant que la tentative de ces délits est punissable permettrait d'enrayer la recrudescence du trafic qui tend à s'accroître. Cette mesure permettrait de protéger plus efficacement les filles ou femmes qui sont entraînées dans la voie de la prostitution par suite de manœuvres autres que celles actuellement spécifiées par le Code Pénal et d'atteindre sûrement les traitants notoires, leurs intermédiaires, leurs pisteurs et leurs convoyeurs de femmes ».

La Conférence de Genève de 1921 dont nous avons parlé d'autre part avait, sur la proposition de la Délégation française, adopté un vœu tendant à la répression de la tentative.

Le Gouvernement français, qui avait eu l'initiative de cette mesure, se devait d'y conformer sa législation. Le 24 mai 1922, M. Poincaré, président du Conseil, déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi en ce sens. Il aboutit à la loi du 22 décembre 1922.

La tentative des délits prévus par les articles 334 et 335 du Code Pénal est aujourd'hui réprimée à trois conditions:

a) Elle doit d'abord constituer un commencement d'exécution. L'exposé des motifs s'explique sur ce point et porte: « Les actes préparatoires constituant un commencement d'exécution du délit et que la tentative autoriserait à rechercher et à poursuivre, seraient notamment les suivants: recherche et racolage par les trafiquants ou leurs employés de femmes ou filles susceptibles d'être conduites dans des pays étrangers en vue de la débauche, remise de fonds pour permettre leur acheminement à destination, paiement des frais de voyage aux mêmes fins, remise de billets de chemins de fer ou de bons de passage à bord des paquebots, achat de trousseaux, linge, vêtements, paiement des frais d'hôtel, subsistance en cours de route, démarches en vue d'obtenir un passeport. D'autre part, la situation pénale des trafiquants habituels et la cohabitation de ces malfaiteurs avec leurs victimes, antérieurement au voyage, pourront être relevés comme élément d'appréciation » ⁽¹⁾ et le

⁽¹⁾ Exposé des motifs à la chambre des députés: *Journal Officiel, documents parlementaires*, juillet 1922, p. 693.

rapport de M. Roquette ajoute que l'énumération des actes préparatoires de l'exposé des motifs n'est pas limitative ⁽²⁾.

b) L'arrêt dans l'exécution des manœuvres coupables doit être *involontaire* de la part de l'agent, c'est un principe, en effet, que son désistement avant la consommation du délit lui assure l'impunité.

c) Enfin, l'intention devra être particulièrement établie toutes les fois que le résultat poursuivi par l'agent n'ayant pas été obtenu, il s'agira d'incriminer des actes qui ne prendront une signification délictueuse qu'en les éclairant par la volonté de l'agent » (Garraud, *op. cit.*, n° 2139).

La Jurisprudence a eu assez peu l'occasion de statuer sur cette question, il nous semble toutefois qu'elle a une tendance assez nette à n'appliquer qu'avec prudence cette disposition nouvelle (voir en particulier Trib. corr. Perpignan, 23 août 1923; G. Trib., 12 nov. 1923).

COMPLICITÉ

Les auteurs des délits prévus par l'article 334 du Code pénal peuvent avoir des complices. L'article 60 du Code pénal établissant les conditions de la répression des faits de complicité pose un principe général. Aucune dérogation expresse n'y a été apportée relativement aux délits, objet de notre étude. Le Droit commun, en la matière, doit donc s'appliquer mais avec quelques parti-

(²) Rapport de M. Roquette à la chambre des députés: *J. O.*, du Parl., août 1922, p. 1046.

cularités assez délicates. Nous les passerons en revue en distinguant pour la clarté de l'exposé leur application au délit d'excitation habituelle à la débauche et au délit d'embauchage.

A) *Délit d'excitation habituelle à la débauche*

Celui qui, en connaissance de cause, participe aux faits d'excitation à la débauche suivant l'un des modes prévus et limitativement énumérés par l'article 60 du Code Pénal, peut être considéré comme complice, poursuivi en même temps que l'auteur principal et puni des mêmes peines. Aucun doute ne peut s'élever sur cette question de principe; l'article 60 est un texte général, le délit d'excitation à la débauche n'a rien d'incompatible avec la pluralité d'agents, co-auteurs ou complices. La Jurisprudence en a fait une application constante.

On pourra donc poursuivre, à côté de l'auteur principal et selon les termes de l'article 60:

1° « Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté dans les faits qui auront préparé, facilité ou consommé » le délit, en l'espèce, d'excitation à la débauche; c'est là la complicité par aide ou assistance; or, ici, aider ou assister, c'est faciliter; il sera donc parfois difficile de distinguer l'auteur principal des co-auteurs. Aucun critérium certain ne peut être posé, il appartiendra au juge de former sa conviction selon les faits de la cause. C'est ainsi qu'un arrêt de Paris du 25 mai 1897, confirmé par la Cour Suprême, le 8 juillet, a condamné deux époux comme *co-auteurs*, quoique le mari n'eut fait « *qu'assister* » sa femme dans l'exercice de son vil trafic (D. 97. 1, 622), tandis que dans une affaire sem-

blable la Cour de Bordeaux a condamné la femme comme auteur principal et le mari comme complice, « attendu qu'est complice de l'excitation à la débauche résultant de ce que des mineurs ont pu entrer dans une maison de tolérance par suite d'une surveillance insuffisante, l'individu qui, propriétaire de l'immeuble où la maison est exploitée, vit en concubinage avec la maîtresse de cette maison, touche les recettes et est appelé dans l'établissement du nom de patron (17 nov. 71. D., 75, 5, 37);

2° « Ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoirs, machinations, artifices coupables auront provoqué à ce délit ou donné des instructions pour le commettre; ceux qui auront procuré des armes, instruments ou tous autres moyens... »

Ce texte s'applique au trafiquant qui, sans jamais descendre dans les bouges, commande à tout un bataillon de recruteurs, pisteurs, embaucheurs, souteneurs.

S'applique-t-il, et c'est là une question délicate, au séducteur qui pour avoir des relations avec des mineurs suscite l'entremise d'autrui et en profite? Une objection, d'apparence irrésistible, a été faite par M. Blanche à cette application. « Il peut paraître étrange, dit-il en substance, que celui qui resterait impuni s'il avait directement et par lui-même excité habituellement à la débauche des mineurs de vingt et un ans, devienne punissable parce qu'il serait parvenu à ses fins par l'intermédiaire d'une tierce personne. Cependant, on s'aperçoit vite que la contradiction est plus apparente que réelle, que ces deux faits n'ont pas le même caractère et la même gravité, le second étant plus odieux et attenta-

toire à la morale. Comme le constate Garraud, « ce qu'il s'agit de réprimer, ce n'est pas l'acte immoral, les rapports naturels ou non que le corrupteur a eus avec le mineur pour satisfaire sa propre lubricité, car ces faits, malgré leur gravité, sont du domaine de la loi morale, mais lorsqu'un individu, pour satisfaire sa propre lubricité, emploie et paie un intermédiaire, c'est cette provocation par dons et promesses à l'exécution du délit qu'il peut être question de punir. La loi ne punit pas la débauche, elle punit l'excitation à la débauche ». Si l'article 334 doit être entendu d'après nous (Voir *supra*, p. 79) comme visant exclusivement l'entremetteur agissant en vue des passions d'autrui, il n'en résulte nullement que cet article exclut la coopération du corrupteur qui, par dons ou promesses, a provoqué pour satisfaire son libertinage l'intervention du proxénète. Ajoutons, d'ailleurs, avec un arrêt de la Cour de Cassation du 20 août 1875 « qu'une telle interprétation de la loi n'annule pas les conséquences légales de la restriction aux seuls proxénètes de l'application de l'article 334, qu'en effet, celui qui n'a commis qu'un acte de séduction personnelle et directe sans recourir à un agent intermédiaire n'en reste pas moins en dehors de l'application de la loi pénale ».

Le principe de l'application des règles de la complicité aux séducteurs étant admis, il faut examiner à quelles *conditions* le séducteur pourra être poursuivi comme complice.

Il faut et il suffit :

a) Qu'il existe un auteur principal contre qui le délit soit nettement caractérisé;

b) Que le séducteur ait employé l'un des modes de complicité prévus par l'article 60 : sa participation résultera souvent de remises d'argent, dons ou promesses pour dédommager l'intermédiaire, mais peu importe le mode de participation, pourvu qu'il rentre dans les termes de l'article 60;

c) Le séducteur doit avoir agi en connaissance de cause, c'est-à-dire en connaissant l'état de minorité de la victime et l'accomplissement par le proxénète d'actes répréhensibles;

d) Enfin, la condition essentielle dont l'art. 334 fait dépendre le délit principal, c'est-à-dire l'habitude, doit exister par rapport au complice: « ... attendu qu'il doit en être ainsi (séducteur puni comme complice), lors même que les remises d'argent, les dons et les promesses destinées à salarier l'intermédiaire n'auraient pas été habituellement effectuées, l'habitude nécessaire pour caractériser le délit d'excitation à la débauche n'étant pas exigée par l'article 60 du Code pénal pour constituer la provocation par dons ou promesses et la complicité qui en est la conséquence légale; qu'il suit de là et de ce qui précède que lorsque le délit d'excitation à la débauche est légalement caractérisé à l'égard du proxénète, le séducteur qui a provoqué, même pour une seule remise d'argent, l'intervention d'un tiers, peut et doit être déclaré son complice; mais, attendu qu'il ne suffirait pas que l'habitude de l'excitation à la débauche fût prouvée contre l'entremetteur ou le proxénète par rapport à d'autres individus, qu'il faut encore que *cette habitude existe par rapport au complice et dans les rela-*

tions qui se sont établies entre ce dernier et l'agent intermédiaire de la corruption. Par ces motifs... casse. » (Arrêt du 10 nov. 1860 [D. 60. 1. 515]. En ce sens. Cass. Ch. crim. 13. 2. 63 [D. 63. 1. 204] — 6. 2. 75 [B. crim., n° 42] 22. 7. 80 [D. 81. 1. 91].)

В) *Délit d'embauchage des mineurs en vue de la débauche*

L'application des règles relatives à la complicité est particulièrement fréquente dans ce domaine. Tout fait de traite des femmes et enfants implique, en effet, par son essence, l'intervention de plusieurs personnes. Seront donc inculpés sous le chef de ce délit, non seulement l'auteur principal qui aura embauché, entraîné ou détourné la jeune mineure, mais aussi tous ceux qui, par l'un des moyens énumérés dans l'article 60 du Code pénal, auront coopéré à cette opération. Il importe peu que ces personnes aient eu en vue la satisfaction de leurs passions personnelles. Les faits susceptibles de constituer la prévention pour complicité doivent être antérieurs au délit. L'individu qui aurait profité du délit d'autrui en ce qu'une fille mineure embauchée dans des circonstances pénalement répréhensibles lui aurait été livrée, ne saurait être déclaré complice. Il est d'autres hypothèses plus délicates, c'est là une pure question de fait et de recherche d'intention abandonnée à l'appréciation des magistrats.

§ 1. — PEINES PRINCIPALES

La loi du 19 juillet 1791 (titre II, art. 9) prononçait une amende de 50 à 500 livres et une année d'emprisonnement contre les personnes convaincues d'avoir favo-

risé la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou l'autre sexe. Sous l'empire de cette loi, déjà, le fait incriminé ne constituait qu'un délit correctionnel. Ce caractère passa dans le Code de 1810. La loi de 1903, en complétant l'article 334, s'est bornée à augmenter les maximum des peines de prison et d'amende. Cette modification dans le quantum de la peine de prison ne figurait pas dans le projet du Gouvernement, elle est due à l'initiative de la Commission du Sénat, afin de donner au juge une sanction plus effective dans certains cas particulièrement graves, dont on n'avait pas voulu faire, malgré tout, des circonstances aggravantes.

Les juges devront prononcer les deux peines cumulativement, amende et prison, mais pas en faisant application des circonstances atténuantes (art. 463, alinéa 9); il leur sera possible de ne prononcer qu'une seule des peines en l'abaissant même à un minimum de un jour pour la prison et un franc pour l'amende.

§ 2. — CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

Article 334, alinéa 6:

« Si les délits ci-dessus ont été excités, favorisés ou facilités par les pères, mères, tuteurs ou autres personnes énumérées en l'article 333, la peine d'emprisonnement sera de trois à cinq ans. »

Cette circonstance aggravante tirée de la personnalité des auteurs de l'acte répréhensible avait donné lieu, antérieurement à 1903, à quelques difficultés. On se demandait tout d'abord si ce n'était pas là un délit distinct du délit, prévu autrefois par l'article 334 et actuellement par le premier alinéa seulement. La controverse

avait son importance, car l'admission d'un délit nouveau dispensait de la condition d'habitude. Cette solution, déjà abandonnée avant 1903, tant en doctrine qu'en jurisprudence, est aujourd'hui formellement écartée par le texte dont l'expression « si les délits ci-dessus ont été... » signifie bien qu'il ne s'agit pas d'un délit spécial.

Des discussions existaient aussi avant 1903 relativement aux personnes vis-à-vis desquelles le délit était aggravé. Depuis la rédaction de 1903, aucun doute ne subsiste. Ce texte vise les coupables énumérés dans l'article 333, c'est-à-dire : 1° s'ils sont les ascendants de la personne sur laquelle a été commis l'attentat; 2° s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle; 3° s'ils sont ses instituteurs ou serviteurs à gages ou serviteurs à gages des personnes ci-dessus désignées; 4° s'ils sont fonctionnaires ou ministres d'un culte.

Il ne nous semble pas que cette aggravation soit applicable « si ce coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes ». Notre paragraphe renvoie en effet aux diverses *catégories* de personnes énumérées dans l'article 334; il nous paraît difficile de considérer comme catégories de personnes *des coupables, quels qu'ils soient*. Cette opinion est corroborée par la Commission du Sénat, qui avait demandé d'édicter une disposition spéciale au cas où les délits prévus par l'article 334 auraient été commis « en état d'association ». Ce vœu, d'ailleurs, n'a pas été retenu (en ce sens, Layrac, Matter, Appleton).

Nous avons remarqué plus haut la particularité que nous offre la rédaction des premiers termes de ce paragraphe : « Si les délits ci-dessus *ont été excités, favorisés ou facilités*. » Cette rédaction gêne les auteurs partisans

de l'extension de l'article 334, alinéa 1^{er}, aux corrupteurs agissant en vue de satisfaire leurs passions personnelles. Elle corrobore, au contraire, d'une façon indiscutable l'opinion restrictive que nous avons soutenue. Les auteurs sont contraints de constater « que cette disposition, prise à la lettre, ne permettrait d'atteindre les personnes énumérées en l'article 333, que si elles avaient agi comme complices du proxénète, et non si elles avaient elles-mêmes accompli le délit ». Aussi se gardent-ils de prendre ce texte à la lettre et l'appliquent-ils indifféremment aux séducteurs et aux proxénètes; mais, dit l'un d'eux, « nous blâmons sérieusement le législateur d'avoir employé une expression qui traduise si mal sa pensée, et nous faisons des vœux pour que, lors de la révision du Code pénal, notre texte subisse une rectification sur ce point » (Layrac, p. 145).

§ 3. — PEINES COMPLÉMENTAIRES

Elles s'ajoutent aux peines principales de prison et d'amende. Elles sont au nombre de trois :

- 1° Interdiction de certains droits de famille;
- 2° Interdiction de séjour;
- 3° Relégation.

1° — *Interdiction de certains droits de famille* (Art. 335, alinéas 1 et 2)

Trois cas sont à distinguer :

Premier cas : les coupables sont autres que les personnes énumérées en l'article 333.

La déchéance porte seulement sur le droit d'être tuteur curateur, ou membre d'un conseil de famille. Comme il s'agit là d'une peine complémentaire, cette déchéance ne produira son effet que si elle a été prononcée par le juge, mais c'est une obligation pour le juge de la prononcer : cela résulte des mots « *seront interdits...* ».

Deuxième cas : le coupable est l'une des personnes énumérées en l'article 333, à l'exception du père ou de la mère.

La déchéance est la même, la durée seule est changée, elle variera entre dix et vingt ans.

Troisième cas : le coupable est le père ou la mère de la victime (loi du 24 juillet 1889).

Cette déchéance porte aujourd'hui sur tous les attributs de la puissance paternelle. Indépendamment du droit d'être tuteur curateur ou de faire partie d'un conseil de famille, le coupable perd tous les droits se rattachant à la puissance paternelle et notamment ceux énoncés aux articles 108, 141, 148, 150, 151, 346, 361, 372 à 387, 389, 390, 391, 397, 477, 935 du Code civil, à l'article 3 du décret du 22. 2. 18 1, et à l'article 46 de la loi du 27 . 7. 1872.

Elle est absolue et s'applique par conséquent à tous les enfants et non seulement à la victime, elle est perpétuelle, sauf réhabilitation, enfin, cette déchéance est indivisible, c'est-à-dire que le tribunal ne peut en restreindre la portée par une disposition spéciale.

La déchéance est de droit, c'est-à-dire produit effet quand même le jugement omettrait d'en faire mention, si

les inculpés ont été condamnés pour les délits de l'article 334 commis sur leurs descendants, elle s'applique non seulement à l'égard du ou des enfants dont ils auront provoqué la débauche, mais aussi à l'égard de tous leurs enfants et descendants (art. 1, par. 1 de la loi de 1889).

Elle est de droit aussi, après condamnations encourues pour ces mêmes délits, alors même que les faits auraient été commis par les inculpés sur d'autres que leurs descendants (loi de 1889, art. 1, § 4).

Elle est facultative, au contraire, si les inculpés sont condamnés pour la première fois, conformément à l'article 334, pour des faits perpétrés sur d'autres que leurs descendants (loi de 1889, art. 2, § 4).

2° — *Interdiction de séjour* (art. 335, alinéa 3)

Cette déchéance remplace aujourd'hui la surveillance de la haute police supprimée depuis la loi du 27 mai 1885.

Elle est facultative pour le juge, sa durée est de deux à cinq ans pour les condamnés ordinaires, de dix à vingt ans pour les personnes énumérées en l'article 333. Le juge, pouvant dispenser le condamné de cette interdiction, pourra, à plus forte raison, en limiter la durée à un temps inférieur au minimum, et cela nonobstant la circulaire du 24 février 1875 limitant à deux ans le minimum de la durée de l'interdiction de séjour, cette circulaire n'ayant pas force de loi.

3° — *Relégation* (loi de 1885, art. 4, § 2)

Cette peine complémentaire s'appliquera à nos délits. Elle aura lieu sous les conditions et avec ses carac-

tères habituels. Rappelons seulement qu'elle n'est pas encourue de plein droit, mais doit être prononcée par le juge, et qu'elle est obligatoire.

La Conférence de Paris de 1910 avait essayé d'organiser une récidive internationale, les condamnations prononcées dans un pays servant de base à l'exhaussement dans l'autre.

Depuis longtemps les congrès de droit pénal avaient demandé une entente sur ce point, il a été impossible de l'organiser par suite des conceptions différentes des législations sur l'état de récidive. L'échange des bulletins de condamnations permettra d'ailleurs au juge d'augmenter la peine.

*
* *

Enfin, comme en toute matière, l'accusé, reconnu coupable, sera condamné aux frais. La victime ne pourra obtenir ses frais de rapatriement qu'en se portant partie civile au procès.

Depuis la loi du 30 mars 1912, modifiant l'article 5 de la loi du 11 mars 1905, ceux qui auront été condamnés correctionnellement à un mois d'emprisonnement au moins pour l'un des délits prévus par l'article 334 seront affectés, durant leur service militaire, aux bataillons d'Afrique.

§ 4. — PRESCRIPTION

Nous ne dirons rien de la prescription des peines, les règles de droit commun s'appliquent en cette matière sans aucune difficulté.

La prescription des actions mérite quelques instants d'attention.

Les règles sont identiques, qu'il s'agisse de l'action civile ou de l'action publique, le délai de la prescription sera de trois ans, comme en droit commun (art. 638 du Code d'instruction criminelle). Quel en sera le point de départ? L'article 637 du Code d'instruction criminelle nous dit que la prescription commence à courir « à compter du jour où le délit a été commis ». Pour le délit d'embauchage, aucune difficulté sur la détermination de ce jour, le délit est complet dès l'instant précis où le contrat d'embauchage a été conclu, la prescription court donc à partir de ce moment.

La controverse est plus grande relativement au délit d'excitation à la débauche. Cela tient à sa caractéristique d'être un délit d'habitude. La Jurisprudence a eu à maintes reprises l'occasion de se prononcer pour le délit d'usure, elle a décidé que le délai commencerait à courir pour le délinquant, non pas du jour où le premier fait a été commis, mais seulement du jour où ce même fait se sera perpétré un nombre de fois suffisant pour constituer l'habitude ⁽¹⁾.

La Conférence de Paris avait essayé d'établir en cette matière un délai de prescription unique pour toutes les législations. Elle n'aboutit pas. Il aurait fallu une refonte des législations nationales. Lorsque les faits s'étant perpétrés sur plusieurs pays, relèveront de plusieurs lois, et partant de plusieurs prescriptions, la préférence ira à celle du lieu de la poursuite.

(1) Voir, entre autres, des arrêts de la Chambre criminelle au S. 42. 1. 287 et D. 63. 5, 395. Ce système nous paraît en tout point logique, tant que le délit n'est pas caractérisé par l'habitude, il n'existe pas, l'action publique par conséquent n'est pas encore née et la prescription ne saurait courir contre elle.

QUATRIÈME PARTIE

PARTICULARITÉS

DE LA RÉPRESSION INTERNATIONALE

L'un des traits caractéristiques du délit, objet de notre étude, c'est que, le plus souvent, il est commis sur le territoire de plusieurs pays. Notre délit est, en effet, un délit continu, les actes successifs dont il se constitue peuvent s'accomplir soit dans les frontières d'un pays unique, soit dans plusieurs pays. Très souvent, la victime, embauchée dans un pays du Nord, transportée à travers un pays du Centre, a été livrée dans un pays du Midi, le délit a été commis dans les trois pays et le passage d'un pays à l'autre ne sera pas une garantie d'impunité.

Une entente internationale existe, non seulement dans un but préventif entre les polices ⁽¹⁾, mais aussi dans un but répressif entre les différentes législations. Une haute idée de la solidarité internationale se répand, en effet, de plus en plus; il est de l'intérêt mutuel des Etats de protéger l'ordre et la loi, d'incriminer toute atteinte aux personnes ou aux biens, de ne laisser aucun forfait impuni, de lutter en commun contre les délits internationaux, qui ont facilité la rapidité et la fréquence des voyages.

De cette lutte en commun naissent certains conflits de lois, certaines particularités de la répression.

Remarquons, toutefois, que les règles à l'examen desquelles nous allons arriver s'appliquent en fait exclusivement au délit d'embauchage en vue de la débauche. Le délit d'excitation habituelle des mineurs à la débauche ne revêt jamais un caractère international; dès qu'il comporte, en effet, une expatriation de la victime, le fait de détournement est caractérisé et le trafiquant doit être poursuivi pour embauchage en vue de la débauche.

Ajoutons, d'autre part, que toutes ces règles s'appliquent indifféremment aux faits de traite perpétrés sur des majeures ou sur des mineures.

Nous serons donc brefs sur cette question qui, malgré son intérêt, n'est pas spéciale à notre sujet ⁽²⁾.

(1) Interrogatoire des étrangères à leur arrivée, visite des paquebots, communication des renseignements sur les individus suspects de se livrer au trafic des femmes, création dans chaque Etat d'une autorité chargée de centraliser les renseignements, relations constantes entre elles et les autorités similaires des autres Etats.

(2) Voir les détails dans les articles de MM. Matter et Renault déjà cités et la thèse de M. Appleton.

§ I. — Règle de la compétence internationale

ARTICLE 334 *in fine*

« Ces peines seront prononcées, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs des infractions auraient été accomplis dans des pays différents. »

Cette disposition, qui n'a d'ailleurs rien d'excentrique dans notre droit, est encore un résultat de la Conférence de Paris. L'on avait depuis longtemps insisté sur la nécessité de poursuivre les délits qui se prolongent sur plusieurs pays et, suivant l'expression de M. Gigot à la séance de la Société des Prisons, du 19 mars 1902 (*Rev. Pén.*, 1902, 534), « de grouper les fragments de délits pour ne pas arriver à l'impunité ».

Avant que cette disposition n'ait été insérée dans le Code pénal par la loi de 1903, la Jurisprudence tendait d'ailleurs à arriver au même résultat.

Le conflit s'était élevé souvent entre plusieurs tribunaux français, saisis chacun pour des faits commis dans leur propre ressort, l'ensemble de ces faits ne constituant qu'un seul délit. La difficulté était encore plus grande lorsque les faits avaient été commis dans des pays différents.

Des arrêts de la Cour de Cassation avaient décidé, après quelques hésitations, qu'en matière d'escroquerie, il suffisait, pour justifier la poursuite en France, que des manœuvres frauduleuses aient été commises en ce pays (Cass. 11 août 82. D. 43. 1. 90).

Postérieurement, la Cour de Cassation a fait application de ces principes en matière de traite des Blanches, et proclamé la compétence des tribunaux français pour connaître d'une telle prévention, s'il est établi que « soit

au lieu de l'embauchage, soit au moment de la remise aux tenanciers de la maison de tolérance, l'inculpée a eu pour but de faciliter la prostitution desdites mineures, alors même que la prostitution aurait eu lieu à l'étranger » (Cass. 10 févr. 1900. S. 02. 1. 111).

En ce sens aussi, un jugement du tribunal correctionnel de la Seine, disant « que la juridiction française est compétente lorsque des actes d'exécution du délit ont été accomplis en partie sur le territoire français et en partie sur le territoire étranger, qu'il suffit que l'un d'eux ait eu lieu en France pour que l'infraction puisse être qualifiée d'infraction commise en France (*G. Trib.*, 1903, 1^{re} sem., 2. 299).

Bien que ce principe était admis par les tribunaux français, il n'était pas inutile de l'insérer dans l'article 334, c'est un des premiers éléments d'un droit pénal international, dont la nécessité se fait chaque jour plus impérieuse.

Indépendamment des applications nombreuses qu'il autorisera en matière de répression de la traite des femmes, il permettra d'estimer suffisamment caractérisée l'habitude constitutive du délit d'excitation à la débauche, lorsque deux faits auront été commis, l'un en France, l'autre à l'étranger.

Mais la loi de 1903 ne modifie pas, toutefois, les règles de compétence établies par l'article 3 du Code civil et l'article 5 du Code d'instruction criminelle, soit à l'égard des infractions commises à l'étranger par des Français, soit à l'égard des infractions commises par les étrangers sur notre territoire ou à l'étranger.

Nos nationaux continuent à ne pouvoir être pour-

suivis en France, pour des délits commis à l'étranger, que sous les conditions suivantes :

1° Que le fait soit à la fois puni par les législations des deux pays (art. 5, al. 2 du Code pén.);

2° Qu'il ne soit pas intervenu à l'étranger un jugement définitif (al. 3);

3° Que la poursuite soit intentée à la requête du ministère public (al. 4);

4° Qu'elle soit précédée d'une plainte de la partie offensée ou d'une dénonciation officielle au Gouvernement français par le Gouvernement du lieu de l'infraction (al. 4);

5° Que le Français soit de retour sur notre territoire.

De même, les étrangers continuent à être justiciables des tribunaux français pour tous les délits commis par eux sur notre territoire (art. 3 du Code civ.).

§ II. — Règle « non bis in idem »

Cette possibilité pour plusieurs tribunaux de nationalités différentes d'être saisis du même fait exigeait un correctif. Il fallait éviter que, pour le même délit, plusieurs condamnations émanant de juridictions étrangères ne frappassent le même individu. Il est évident que si l'on avait adopté le système proposé par la délégation française à la Conférence de 1902, accordant, pour des raisons pratiques, la compétence au tribunal du lieu de l'arrestation ou, à son défaut, du domicile,

et obligeant les juridictions saisies à se dessaisir dès que l'arrestation aurait été opérée dans une autre nation, une telle éventualité ne saurait se produire. Cette proposition n'a pas été adoptée et nous savons que le dernier alinéa pose un principe contraire. Les infractions prévues étant commises sur plusieurs territoires, pourront donc donner lieu à des procédures suivies simultanément dans différents pays. Comme l'a dit M. Louis Renault (Livre jaune, page 187), « Un même individu pourra être ainsi condamné pour le même fait par plusieurs juridictions. Il y a lieu de se préoccuper de cette situation, quelque peu intéressants que soient les tristes personnages dont il s'agit. La justice est due à tout le monde et la maxime « *Non bis in idem* » paraît répondre à un sentiment impérieux d'équité. Là où la législation est insuffisante, il serait à désirer qu'elle fût modifiée. » L'appel de M. Louis Renault fut entendu malgré les protestations théoriques de certains jurisconsultes et non des moindres. La loi de 1903 a complété les articles 5 et 7 du Code d'instruction criminelle. Il faut féliciter le législateur de 1903 d'avoir tiré du droit interne la maxime « *Non bis in idem* » pour l'introduire, malgré les quelques inconvénients qu'elle y présente, dans le domaine du droit des gens. Il est, en effet, équitable que le délinquant châtié dans un pays soit libéré de sa dette vis-à-vis des autres sociétés des autres pays.

L'article 5 du Code d'instruction criminelle, visant la poursuite dirigée contre un Français pour délit commis à l'étranger est modifié ainsi qu'il suit :

« Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé justifie qu'il a été

jugé définitivement à l'étranger, *et au cas de condamnation qu'il a subi, a prescrit la peine ou obtenu sa grâce.* »

L'article 7 a été complété par la disposition suivante :

« Aucune poursuite ne peut être dirigée contre un étranger pour un crime ou délit commis en France si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger, et, en cas de condamnation, qu'il a subi, a prescrit sa peine ou obtenu sa grâce. »

Remarquons d'abord que la loi de 1903 n'a pas modifié les règles de compétence établies par l'article 3 du Code civil et l'article 5 du Code d'instruction criminelle, soit à l'égard des infractions commises à l'étranger par des Français, soit à l'égard des infractions commises par des étrangers sur notre territoire ou à l'étranger ⁽¹⁾.

Toutefois, certaines particularités existent lorsqu'un jugement est déjà intervenu à l'étranger vis-à-vis du même délinquant pour les mêmes faits. Deux hypothèses sont à examiner :

a) Le délinquant, français ou étranger, a été *acquitté* par la juridiction étrangère. L'action publique sera éteinte contre lui si le jugement d'acquiescement a acquis l'autorité de la chose jugée suivant les règles en vigueur dans le pays où il a été rendu ;

b) Un jugement de condamnation a-t-il, au contraire, été prononcé contre lui, l'action publique ne sera

(1) Exposé des motifs au Sénat de la loi de 1903, feuilletton n° 325, p. 3.

éteinte en France « que s'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce ».

Il aurait été insuffisant, en effet, de se contenter d'un prononcé de jugement à l'étranger sans s'assurer qu'effectivement le condamné avait payé sa dette à la société. L'inculpé échapperait à la répression en rentrant en France après le jugement et avant son exécution. La dette est réputée éteinte envers la société et toute action publique cesse soit lorsque le condamné aura prescrit sa peine d'après les règles en vigueur dans le pays où il a été condamné, soit lorsque sa peine aura été subie effectivement ou bien lorsque le délinquant aura été administré, grâcié ou libéré conditionnellement.

APPRÉCIATION DE CE SYSTÈME DE RÉPRESSION INTERNATIONAL

La France se trouve actuellement dotée d'un système répressif à peu près complet en cette matière. Généralement, le traître sera arrêté et poursuivi dans un pays où un fait de traître a été accompli. S'il échappe par hasard à ces diverses juridictions et se trouve sur le territoire d'un pays signataire des conventions internationales, de deux choses l'une: ou bien il est national et il sera jugé, ou bien il est étranger et sera extradé.

Il y a évidemment l'éventualité hypothétique où l'autorité requise refuserait d'extrader le coupable, elle est bien peu probable. Il subsiste malgré tout quelques cas dans lesquels la poursuite sera impossible: si, par exemple le pays de refuge refuse l'extradition parce qu'il ne punit pas la traître ou bien encore si le fait a été commis dans le pays où la traître ne tombe pas sous les coups

de la loi pénale, le coupable s'étant réfugié dans un pays qui le punit. Ce deuxième pays ne peut pas poursuivre (arg. à contr. de l'art 7, Cod. instruct. crim.). Pour remédier à l'impunité dont bénéficierait dans ces cas le coupable, les codes norvégien, suisse et autrichien ont un texte leur permettant de réprimer la traite, fut-elle pratiquée par un étranger à l'étranger, en dehors du territoire ⁽¹⁾).

Cette théorie arrive à des résultats exorbitants; la législation française, avec raison, ne l'a pas admise.

(1) (Art. 7 du Code Suisse: « Sera puni, d'après les dispositions du Code Pénal Suisse, tout *étranger* qui a commis à l'étranger le délit de traite des blanches pourvu qu'il ait été arrêté en Suisse et qu'il ne soit pas extradé.)

CINQUIÈME PARTIE

LÉGISLATION COMPARÉE

Nous n'avons pas la prétention de passer en revue sous ce titre et d'examiner à fond les systèmes répressifs de tous les pays. Nous voudrions simplement donner l'idée fondamentale sur laquelle les principaux Etats ont basé leurs législations pénales.

Il nous semble logique et utile de la classer en deux groupes suivant qu'elles restreignent la répression pénale aux faits de proxénétisme ou qu'elles l'étendent aux faits de corruption commis sur un mineur par un individu dans le but de satisfaire ses passions personnelles. La minorité des législations s'est ralliée à cette deuxième idée, nous l'examinerons en premier lieu.

A) *Premier Groupe:*

ALLEMAGNE ⁽¹⁾

Le 14 août 1912, le Gouvernement allemand promulgua la « Loi relative à l'exécution de la convention internationale du 4 mai 1910, sur la répression de la Traite des Blanches ».

(1) Voir la réponse du Gouvernement allemand au *Journal Officiel de la Société des Nations*, mars 1922, page 285.

Aujourd'hui, le système répressif allemand est, sur la matière générale de l'excitation à la débauche, assez complet :

La législation pénale allemande ne contient pas de dispositions punissant le racolage des femmes et des jeunes filles dans des buts immoraux. Mais une série de prescriptions légales, relatives, il est vrai, à d'autres sujets, comblent cette lacune.

La protection des jeunes filles est assurée par les prescriptions du paragraphe 175 du Code Pénal visant l'attentat à la pudeur sans violences exercé sur des filles mineures de 14 ans, du paragraphe 182 frappant la séduction et celle du paragraphe 237 relative à l'enlèvement des mineurs. D'autre part, les femmes et filles mineures sont protégées par les prescriptions du paragraphe 235. Si le fait est commis dans l'intention de se servir de la mineure dans un but immoral ou de l'employer à des occupations de cette nature, la tentative elle-même est punissable (paragr. 43 du Code Pénal).

Ajoutons enfin les mesures destinées à protéger contre les abus immoraux les personnes majeures du sexe féminin, elles s'appliquent également aux mineurs ; il en est ainsi des peines édictées contre les entremetteurs, souteneurs, ceux qui racolent dans un but immoral, assimilés par la Cour suprême aux proxénètes.

Le projet de Code pénal allemand de 1919 étend la protection pénale contre la séduction en n'exigeant plus la condition d'irréprochabilité de la fille séduite (paragraphe 317), il punit la contrainte au concubinage des femmes se trouvant dans une dépendance économique (paragr. 318), il édicte une pénalité spéciale contre la *Traite des Blanches*.

HOLLANDE

Deux textes du Code pénal hollandais visent l'excitation *stricto sensu* des mineurs à la débauche: à côté de l'article 250, punissant comme entremetteurs: 1° les pères, mères, tuteurs qui favorisent volontairement la débauche de leurs enfants ou pupilles; 2° toute autre personne qui, en vue d'un lucre et avec intention, excite ou favorise la débauche d'un mineur avec un tiers, article visant exclusivement les faits de proxénétisme, il y a l'article 247 ainsi conçu:

ART. 247: Celui qui commet des actes d'immoralité avec une personne sachant qu'elle est évanouie ou sans connaissance, *ou avec une personne au-dessous de l'âge de seize ans, ou excite celle-ci à commettre ou à subir des actes de ce genre...* est puni de l'emprisonnement de six mois au plus.

L'article 279, qui punit les détournements de mineurs et l'article 281 relatif à l'enlèvement d'une femme soit majeure soit mineure dans le dessein de s'en assurer la possession, assurent une protection efficace à la moralité des mineurs.

Ajoutons enfin que la traite des femmes est punie d'une manière conforme aux décisions des conventions internationales.

AUTRICHE

Le système pénal autrichien est, en cette matière, d'une rigueur extrême. Malgré la sévérité de la répression, l'Autriche est aujourd'hui « le pays d'Europe dont les marchés de prostitution sont les mieux achalandés ».

Indépendamment des dispositions du Code pénal relatives à la traite des femmes et enfants, du paragraphe 512 punissant les faits de proxénétisme, le paragraphe 132 visant et réprimant, dans certains cas, les faits de séduction personnelle, est ainsi conçu :

Paragraphe 132: « Sera puni comme crime la séduction par laquelle quelqu'un détermine une personne confiée à sa surveillance ou à son enseignement à accomplir un acte de débauche. La peine est la réclusion de un à cinq ans ».

Citons enfin le paragraphe 515 qui prévoit la provocation à la débauche émanant d'hôteliers, cabaretiers et de leur personnel.

PÉROU

Le projet du Code pénal péruvien du docteur Maurtua, voté en septembre 1919, est d'une sévérité unique. Tous les faits habituellement prévus par les autres législations sont réprimés. Bien plus, l'article 181 crée le délit de commerce avec une jeune fille mineure de 21 ans.

B) *Deuxième groupe:*

Il comprend la majorité des législations modernes.

BELGIQUE

La loi du 26 mai 1914 a donné à l'article 379 inséré au chapitre 6 relatif à la corruption de la jeunesse et à la prostitution, la rédaction suivante :

« Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant *pour satisfaire les passions d'au-*

trui la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou l'autre sexe, dont l'état de minorité lui était connu, sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de cent à cinq mille francs, si le mineur est âgé de plus de 16 ans accomplis.

« Il sera puni de la réclusion si le mineur n'a pas atteint cet âge.

« La peine sera des travaux forcés de 10 à 15 ans, si le mineur n'avait pas atteint l'âge de 14 ans accomplis.

« Elle sera des travaux forcés de 15 à 20 ans, si l'enfant n'avait pas atteint l'âge de dix ans accomplis. »

Remarquons cette échelle des peines, graduée avec beaucoup d'à-propos suivant l'âge de la victime.

Signalons aussi l'article 380 dont la solution ne manque pas d'originalité:

« Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant, facilitant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption et la prostitution de mineurs *dont il ignorait l'état de minorité par sa négligence* sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 1.000 francs. »

LUXEMBOURG

La loi du 15 mars 1910 a modifié les articles du Code pénal visant l'excitation des mineurs à la débauche.

Le nouvel article 379 est la copie intégrale des dispositions de la loi française de 1903. Toutefois, désireux d'éviter à sa jurisprudence les égarements dans lesquels

s'empêtrèrent les tribunaux français, le législateur luxembourgeois a inséré, avec beaucoup d'à-propos, dans l'alinéa 1°, visant l'excitation habituelle des mineurs à la débauche, les expressions « pour satisfaire les passions d'autrui ».

ESPAGNE

La loi du 21 juillet 1904, modifiant les articles 456, 459 et 466 du Code Pénal, relatifs aux attentats aux mœurs, a eu pour but de mettre les dispositions insuffisantes du Code Pénal espagnol en harmonie avec les tendances nouvelles vigoureusement affirmées par l'acte diplomatique du 25 juillet 1902.

Le législateur s'est manifestement inspiré des modifications apportées au Code Pénal français par la loi de 1903.

Il a cru, et nous l'approuvons pleinement, devoir envisager dans le détail les faits susceptibles de répression.

En matière d'excitation à la débauche proprement dite, il vise exclusivement et implicitement les actes des proxénètes, fidèle en cela à *l'esprit* du Code Pénal français.

L'article 459 est ainsi conçu :

« Seront punis de la peine de l'emprisonnement correctionnel de premier et de second degrés, d'une amende de 500 à 5.000 pesetas et frappés d'une incapacité temporaire absolue de tout emploi public :

« 1° Celui qui, habituellement, provoque, favorise ou facilite la prostitution ou la corruption d'une personne âgée de moins de 23 ans ;

« 2° Celui qui, pour satisfaire aux désirs inconvenants d'un tiers ou lui en faciliter les moyens, aura exercé d'une manière quelconque une pression sur l'esprit d'un mineur, même consentant, et celui qui, par dons ou promesses, l'aura décidé à se livrer à la prostitution aussi bien sur le territoire espagnol qu'à l'étranger;

« 3° Celui qui, dans le même but, aidera pour un motif ou prétexte quelconque à retenir dans la prostitution des mineurs dans les maisons de débauche. »

Le paragraphe suivant établit des déchéances particulières lorsque l'excitation des mineurs à la débauche a été perpétrée par des personnes ayant puissance sur la victime.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

La loi du 25 juin 1910, dite « Loi sur la Traite des Blanches », énumère, au cours d'articles copieux, tous les faits répréhensibles.

L'article 4 aggrave la peine lorsque les victimes sont mineures de 18 ans et lorsque le trafiquant les « a sciemment engagées, poussées, excitées ou forcées » à quitter un Etat, un territoire ou le district de Colombie dans le but ou l'intention de les pousser ou forcer à se livrer ailleurs à la prostitution, à la débauche ou à toute autre pratique immorale. Dans ce cas, l'emprisonnement peut aller jusqu'à dix ans et l'amende s'élever à 10.000 dollars.

Une autre loi du même jour, « relative au proxénétisme, à sa limitation, à son interdiction, et tendant à en assurer la répression » prévoit et sanctionne une infinité

de faits répréhensibles sans distinguer, toutefois, selon l'âge de la victime.

ITALIE

L'article 345 visant l'excitation de mineurs à la débauche est ainsi conçu :

« Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, favorise la débauche d'une personne mineure ou l'excite à la corruption, est puni de la réclusion de trois à trente mois et d'une amende de 100 à 300 livres. La réclusion est de un an à six ans et l'amende ne peut être inférieure à 500 livres si le délit a été commis :

« 1° Sur une personne qui n'a pas accompli douze ans;

« 2° Par supercherie;

« 3° Par des ascendants, alliés, etc...;

« 4° Habituellement ou dans un but de lucre. »

D'autres dispositions pénales sanctionnent les faits d'embauchage, d'enlèvement de mineurs et de corruption du mineur de 16 ans.

NOUVELLE - GALLES DU SUD

Ce pays ne possède aucun texte pénal réprimant les faits d'embauchage de mineurs; mais la section 66 du *Crimes Act* de 1910 érige en délit: « le fait d'exciter à la débauche ou de procurer une femme en vue d'un commerce charnel illicite avec un homme, soit sous un faux prétexte, soit par une fausse promesse ou par d'autres moyens frauduleux ou à l'aide de stupéfiants ou encore

le fait d'entretenir par des moyens semblables un commerce charnel avec une femme ». La peine est de quatorze ans de travaux forcés.

BRESIL

Aux termes du nouvel article 278 du Code Pénal, une peine de un à trois mois de prison et une amende de un à deux centos sont applicables aux faits suivants :

« Attirer, séduire au moyen de fausses promesses, dévoyer pour satisfaire la passion d'autrui toute femme *mineure*, qu'elle soit vierge ou non et même consentante; dévoyer, séduire au moyen de fausses promesses, attirer, pour la satisfaction des désirs d'autrui, toute femme majeure qu'elle soit vierge ou non, en employant pour cela des menaces, la violence, de fausses promesses, l'abus d'autorité ou tout autre moyen de coercition... »

Ces crimes sont passibles de peine, même s'ils sont commis à l'étranger, le principe de l'universalité de la loi pénale s'applique donc ici intégralement.

ETAT DE VICTORIA ⁽¹⁾

La loi de 1915 sur les délits (section 52), est ainsi conçue :

« C'est un délit punissable dans l'Etat de Victoria que de procurer ou de tenter de procurer, en vue de la débauche, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de l'Etat

⁽¹⁾ *Journal Officiel de la Société des Nations*, janvier 1922, page 65.

de Victoria, une femme ou une jeune fille mineure de 21 ans qui ne soit pas déjà une prostituée de profession, reconnue comme étant de mœurs légères.

« C'est un délit punissable que de procurer ou de tenter de procurer une femme ou une jeune fille en vue d'en faire une fille publique à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Etat de Victoria ou de l'éloigner de l'Etat de Victoria en vue d'en faire une pensionnaire dans une maison de tolérance ou de lui faire quitter son domicile dans l'Etat de Victoria dans le but de devenir pensionnaire d'une maison de tolérance dans cet Etat ou ailleurs. »

Remarquons qu'aucune allusion n'est faite au consentement; ajoutons aussi que la peine est aggravée au cas de menaces, intoxications par drogues ou stupéfiants; qu'aucune condamnation ne peut être prononcée sur le témoignage d'un seul témoin, à moins qu'il n'y ait des preuves sérieuses contre le prévenu, que ces textes sont applicables au propriétaire qui autorise un mineur à utiliser des locaux pour s'y livrer à la débauche.

QUEENSLAND

La législation de ce pays punit toute personne qui :

1° Embauche une mineure de 21 ans qui n'est ni prostituée ni de mœurs légères pour un commerce charnel avec un homme;

2° Embauche une femme ou une fille pour en faire une prostituée professionnelle;

3° Embauche une femme ou une fille pour la faire entrer dans une maison de tolérance.

L'âge au-dessous duquel le consentement ne peut être invoqué par l'accusé est de 17 ans.

ANGLETERRE

Le Criminal Law amendment Bill, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1913, permet à tout officier de police d'arrêter sans mandat tout individu qu'il pourra présumer avoir commis ou être sur le point de commettre une infraction à l'article 2 de la loi de 1885 qui punit d'une peine pouvant aller jusqu'à deux ans de prison (avec ou sans travaux forcés à la discrétion de la Cour):

« Quiconque a procuré ou tenté de procurer à une jeune fille mineure de 21 ans, laquelle n'est pas une prostituée habituelle, ou une personne d'une conduite notoirement immorale, des rapports charnels illégitimes avec une ou plusieurs personnes dans le royaume ou à l'étranger. »

CHINE

Le récent projet de Code Pénal chinois mérite une mention particulière. Le chapitre 16 (délit contre la moralité publique) est l'un des domaines où le consentement de la victime fait disparaître l'incrimination. Dans tous les attentats contre l'honneur sexuel, le projet a noté la nécessité du non consentement de la victime pour que l'acte soit réputé délictuel.

CONCLUSION

Le coup d'œil que nous venons de jeter en hâte sur les législations actuelles nous permettra de donner en plus parfaite connaissance de cause notre opinion sur la valeur des systèmes aujourd'hui admis par la loi française. Il pourra nous suggérer quelques idées intéressantes que nous serions désireux de voir adopter par le législateur.

Nous voudrions tout d'abord que notre Code visât exclusivement et d'une façon implicite la répression des proxénètes, c'est-à-dire de ceux qui excitent à la débauche uniquement pour satisfaire les passions d'autrui. Nous avons vu que tel était l'esprit dans lequel le législateur de 1810 avait conçu l'article 334 du Code Pénal. Mais nous savons quelle extension imprévue, de plus en plus large et de plus en plus dangereuse, la jurisprudence a donné à cet article. Il s'agit là d'une modification très simple et qui s'impose. M. Layrac, dans le même sens, écrit : « Le numéro 1 de cet article serait ainsi plus conforme aux paragraphes qui le suivent et cette modification aurait l'avantage de réduire à néant toutes les solutions plus ou moins fantaisistes qu'a fait éclore l'ancienne rédaction de l'article 334. » (*Thèse citée*, page 227.) Nous rappelons, pour mémoire, que la majorité des Codes étrangers a adopté le point de vue que nous souhaitons.

Par contre, nous voudrions une répression plus étendue et plus sévère des actes de séduction commis sur des mineurs: séduction simple d'un mineur de 15 ans et séduction dolosive du mineur de 21 ans.

Tout d'abord, les *mineurs de 15 ans* nous semblent insuffisamment protégés. Seuls, les rapports sexuels auxquels se sont prêtés les mineurs de 13 ans sont aujourd'hui réprimés en vertu d'une présomption invincible de violences commises sur leur personne (Art. 331). En 1832, une proposition de loi tendant à étendre cette protection jusqu'à l'âge de 15 ans a été écartée; une autre proposition de 1863 subit le même sort. Elles nous semblent toutes deux pleinement justifiées: un enfant de treize à quinze ans n'a pas la maturité d'esprit nécessaire pour résister efficacement aux séductions d'une personne plus âgée et se rendre compte de la gravité de l'acte auquel il s'abandonne. Il y a, d'autre part, une deuxième considération qui doit intervenir: la fille qui, avant 15 ans, n'est pas apte au mariage devrait être incapable de disposer de sa personne. Il y a entre l'article 331 du Code pénal et l'article 114 du Code civil un manque d'harmonie qu'il serait utile de faire disparaître (En ce sens, Garraud, *op. cit.*, page 488; Daste: *De la recherche de la paternité hors du mariage*, Toulouse, 1873, page 249). L'Association internationale pour la protection de l'enfance a, dans sa séance du 5 juillet 1924, adopté, sur la proposition de M. Laronze, un vœu inspiré de la même idée et prolongeant encore davantage l'âge de la protection. Il est ainsi conçu:

« ... 2° La répression de tous les actes de nature à attenter à la pudeur ou à la moralité de la jeunesse doit

être assurée par des sanctions efficaces et suffisantes. *Le consentement de la victime sera considéré comme vicié s'il s'agit d'un mineur de 16 ans, cet âge étant reporté à 21 ans dans le cas d'embauchage en vue de la débauche* » (Bulletin de la Société des prisons, juillet - septembre 1924).

Enfin, pour protéger les *jeunes filles mineures de 21 ans*, nous voudrions voir s'implanter dans notre Code Pénal le délit de *séduction frauduleuse*. Les jeunes filles qui, jusqu'à cet âge, sont considérées comme incapables de défendre leurs intérêts pécuniaires devraient l'être de se défendre contre les promesses mensongères et les manœuvres frauduleuses pratiquées par quelque individu (en ce sens, Layrac, *thèse*, p. 228).

Une proposition de loi déposée à la Chambre des Députés le 14 novembre 1902 par M. Maurice Collin, prévoyait et punissait le délit en ces termes auxquels nous nous rallions pleinement :

« Quiconque aurait séduit une jeune fille mineure, soit en employant des manœuvres frauduleuses ou des promesses mensongères, soit en abusant de la confiance, des faiblesses ou des passions de cette mineure pour extorquer son consentement sera puni d'une amende de 100 à 2.000 francs.

« Si le séducteur d'une jeune fille mineure... est de la classe des personnes qui ont autorité sur elle, s'il est son tuteur, son professeur, son patron ou son maître, s'il est serviteur à gages de la fille séduite ou des personnes qui ont autorité sur elle, s'il est fonctionnaire ou ministre d'un culte, la peine sera de deux à cinq ans d'emprisonnement et l'amende de 500 à 5.000 francs.

« Le délit de séduction frauduleuse ne pourra être poursuivi que sur la plainte de la fille séduite ou de ses père, mère, tuteur.

« Toute personne convaincue d'avoir, dans une plainte en séduction frauduleuse, porté une imputation calomnieuse, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2.000 fr. »
(*J. O.*, 1902, Ch. Doc. parl. F° 446, p. 5, 6 et 8.)

Ces dispositions sont d'ailleurs consacrées dans différents Codes étrangers (Italien, article 334; Allemagne, paragraphe 182; Norvégien, paragraphe 201).

Nous croyons que ces innovations complèteraient utilement le système français actuel et assureraient une protection suffisante de la moralité des mineurs en punissant tout individu qui aurait entretenu des rapports sexuels quelconques avec des mineurs de 15 ans même avec leur consentement, tout individu qui aurait fait l'intermédiaire de débauche, embauché en vue de la débauche ou séduit frauduleusement une mineure de vingt et un ans.

Nous ne nous faisons pas d'illusions, d'ailleurs, ainsi que nous l'avons dit au début de ce travail, sur la valeur purement moralisatrice de ces dispositions répressives. Elles s'attaquent beaucoup moins à la cause qu'à l'effet. Les causes, elles sont dans la misère et la mauvaise éducation, en dehors par conséquent du champ d'action du législateur; il y a là tout un angoissant problème d'ordre moral et d'ordre social qu'il ne lui appartient pas de résoudre; il est du domaine de l'économie politique et de la morale.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

OUVRAGES DE DROIT

- Blanche.** — *Etudes pratiques sur le Code Pénal.* 2^e éd., Paris, 1888-90. Tome v.
- Chauveau et Faustin Hélie.** — *Théorie du Code Pénal.* 6^e éd., Paris, 1887-88. Tome iv. *Corpus juris civilis.*
- Damhouderius.** — *Praxis rerum criminalium.*
- Despagnet.** — *Cours de Droit international public.* 3^e éd. Paris, 1904.
- Duverger.** — *Manuel des Juges d'instruction.* 1862. Tomes I et III.
- Farinacius.** — *Opera omnia.*
- Fournel.** — *Traité de la séduction considérée dans l'ordre judiciaire.*
- Garraud.** — *Traité théorique et pratique du Code Pénal français.* 3^e éd. Tome v. 1924.
- Jousse.** — *Traité de justice criminelle,* tome III.
- Laborde.** — *Cours de Droit criminel.* 2^e éd., Paris, 1898.
- Le Poitevin.** — *Dictionnaire formulaire des parquets.*
- Loché.** — *La législation civile commerciale et criminelle de la France.*
- Matter.** — *Le trafic de la débauche et les délits internationaux.* Paris, 1903.
- Muyart de Vouglans.** — *Lois criminelles de France.* Paris, 1780.

THÈSES

- Appleton.** — *La traite des Blanches.* Paris, 1903.
- Goguillot.** — *Les lois protectrices de l'enfance.* Toulouse, 1895.
- Layrac.** — *De l'excitation à la débauche.* Bordeaux, 1904.
- Lenoble.** — *La traite des Blanches et le Congrès de Londres de 1899.* Paris 1900.
- Molinié.** — *Des mesures destinées au relèvement moral de l'enfance coupable.* Paris 1899.

PÉRIODIQUES - RÉPERTOIRES (1)

Bulletin de la Société générale des prisons. Revue pénitentiaire.

Journal Officiel.

Journal Officiel de la Société des Nations.

Pall Mall Gazette. Les scandales de Londres dévoilés par la « Pall Mall Gazette » (traduction littérale des articles de ce journal). Paris, DENTU, 1885.

Relèvement social, du 15 décembre 1902, projet de loi de M. COLIN.

Revue critique de législation et de jurisprudence, année 1860, tome II, article de M. FAUSTIN HÉLIE.

Revue de Droit international public, 1902, article de M. Louis RENAUULT sur la Conférence de Paris de 1902.

Revue de Droit pénal et de criminalogie.

Revue des grands procès contemporains, année 1903, affaire dite de la Traite des Blanches.

(1) Deux observations s'imposent :

1) en ce qui concerne les revues de droit pénal, journaux officiels, etc., nous nous bornerons à les mentionner, les références complètes ayant été données au cours de notre travail et à propos de chaque matière.

2) nous estimons inutile d'indiquer les recueils périodiques d'arrêts, les répertoires, les codes annotés, les journaux judiciaires, etc., qu'il est cependant indispensable de consulter.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Idées GÉNÉRALES.....	5
I ^{re} PARTIE. — Historique.....	13
CHAP. 1 ^{er} . — <i>Droit Romain</i>	14
CHAP. 2 ^e . — <i>Ancien Droit</i>	15
CHAP. 3 ^e . — <i>Droit intermédiaire (Loi de 1791)</i>	18
CHAP. 4 ^e . — <i>Code Pénal de 1810 (travaux préparatoires)</i> ..	20
CHAP. 5 ^e . — <i>Droit Moderne Lois postérieures au Code</i> <i>Pénal. Congrès internationaux</i>	22
Lois de 1832, 1863, 1885.....	22
Développement des faits de traite. Insuffisance des dis- positions en vigueur.....	23
Premiers congrès internationaux.....	27
Congrès de Paris de 1902. Loi de 1903 (3 avril).....	28
Conférence de Zurich (1904).....	33
Conférence internationale de Paris (1905).....	33
Congrès de Paris (1906).....	34
Conférence de Paris (1910) ses résolutions : a) commissions rogatoires.....	35
b) échanges des bulletins.....	36
c) quid de la minorité.....	37
Congrès de Madrid (1911).....	38
Traité de Versailles (1919). Pacte de la Société des Nations.....	42
Œuvre de la S. D. N. (Conférence de Genève de 1921)..	43
Loi de décembre 1922 punissant la tentative.....	44
Commission consultative de la Traite des femmes et en- fants près la S. D. N.....	48
.....	49
II ^e PARTIE. — Conditions de la répression des délits d'excitation habituelle des mineurs à la débauche et d'embauchage des mineurs en vue de la débauche....	51
TITRE 1 ^{er} . — <i>Délit d'excitation habituelle des mineurs à</i> <i>la débauche (334 al. 1)</i>	53
I. — Acte d'excitation à la débauche.....	56
A) Des personnes auxquelles peut s'appliquer l'ar- ticle 334 al. 1.....	56
§ 1. — Evolution de la Jurisprudence.....	57
§ 2. — Critique des applications actuelles de la Ju- risprudence.....	65
§ 3. — Examen doctrinal de la question.....	68
B) Faits constitutifs du délit.....	80
II. — Habitude.....	89
III. — Minorité.....	95
IV. — Intention délictueuse.....	96

TITRE 2^e — Délit d'embauchage des mineures en vue de la débauche (334 al. 2.)	99
CHAP. 1 ^{er} . — Quid de la minorité	101
CHAP. 2 ^e . — Conditions requises	105
§ 1. — Satisfaction des passions d'autrui	105
§ 2. — Fait d'embaucher, entraîner, détourner	106
§ 3. — En vue de la débauche	108
§ 4. — Sexe féminin de la victime	112
III^e PARTIE — Pénalités communes aux deux délits	115
<i>Elles s'appliquent aujourd'hui à la tentative</i>	116
<i>Quid de la complicité</i>	118
§ 1. — Peines principales	123
§ 2. — Circonstances aggravantes	124
§ 3. — Peines complémentaires	126
§ 4. — Prescription	129
IV^e PARTIE. — Particularité de la répression internationale	131
§ 1. — Règles de la compétence internationale	133
§ 2. — Règle <i>non bis in idem</i>	135
V^e PARTIE. — Législation comparée	141
A) <i>Premier groupe</i>	141
Allemagne	141
Hollande	143
Autriche	143
Pérou	144
B) <i>Deuxième groupe</i>	144
Belgique	144
Luxembourg	145
Espagne	146
Etats-Unis d'Amérique	147
Italie	148
Nouvelle-Galles du Sud	148
Brésil	149
Etat de Victoria	149
Queensland	150
Angleterre	151
Chine	151
CONCLUSION	153
BIBLIOGRAPHIE	157

Vu :

Nancy, le 30 Avril 1925.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
A. HENRY.

Vu :

Nancy, le 30 Avril 1925.

LE DOYEN,
Fr. GENY.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 1^{er} Mai 1925.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,

CH. ADAM,
Membre de l'Institut.

